

LES CLAUSES D'ATTRIBUTION

DE

COMPÉTENCE TERRITORIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 3 juin 1937, à 13 heures 30.

PAR

RENÉE HIRSCHMANN

Avocat stagiaire à la Cour de Paris.

Président : M. SOLUS, professeur.

Suffragants { MM. HUGUENEY, professeur.
MOREL, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1937

LES CLAUSES D'ATTRIBUTION

DE

COMPETENCE TERRITORIALE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES CLAUSES D'ATTRIBUTION

DE

COMPÉTENCE TERRITORIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 3 juin 1937, à 13 heures 30.

PAR

RENÉE HIRSCHMANN

Avocat stagiaire à la Cour de Paris.

Président : M. SOLUS, professeur.

Suffragants { *MM. HUGUENEY, professeur.*
MOREL, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1937



LES CLAUSES D'ATTRIBUTION

DE COMPÉTENCE TERRITORIALE

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LA PROROGATION CONVENTIONNELLE DE COMPÉTENCE TERRITORIALE

Lorsque le législateur a établi dans une matière déterminée, droit commercial ou droit civil, les règles qui s'imposeront aux individus, sa tâche est loin d'être terminée.

En effet, il ne suffit pas d'indiquer aux parties les prérogatives et les obligations résultant pour elles d'un acte accompli, d'un contrat passé. Il faut encore leur donner la possibilité, les moyens pratiques de faire valoir leurs prérogatives, de faire produire aux contrats les conséquences juridiques et économiques qu'elles en attendent. Il faut que le titulaire d'une créance ait les moyens légaux de recouvrer son dû ; qu'un propriétaire soit en mesure de chasser celui qui usurpe son fonds ; que la victime d'un accident puisse obtenir l'indemnité à laquelle elle a droit.

Mais il ne saurait être question dans une société civilisée de laisser à chacun le droit de se faire justice à soi-même. Le temps de la vengeance privée est passé. Le respect des droits de chacun est assuré maintenant par un service public, le service de la justice. Chaque citoyen exerce ses droits selon un certain nombre de préceptes

impératifs, de règles essentielles, dont l'ensemble constitue la procédure civile. Notre procédure est par là même une procédure formaliste, bien que ce caractère soit sensiblement moins accentué dans notre organisation judiciaire moderne que dans l'ancien droit ou le droit romain. Néanmoins les préceptes qu'elle édicte, pour être efficaces, doivent être rigoureusement obéis.

Est-ce à dire qu'aucune initiative ne soit laissée aux plaideurs en dehors des règles du Code ? Est-ce vraiment nuire à l'intérêt général et au bon fonctionnement de la justice que de leur laisser une certaine liberté quant à l'observance de ces règles ? En d'autres termes il s'agit de savoir si les lois de procédure sont toutes d'ordre public. Il faudrait pour cela que le Code ait prévu toutes les situations possibles, ce qui est loin d'être vérifié, car il est l'œuvre des hommes et toute œuvre humaine est imparfaite.

Et d'abord, qu'est-ce que l'ordre public ? Le Code civil interdit dans son article 6 de déroger par des conventions particulières aux lois intéressant l'ordre public et les bonnes mœurs. Mais nulle part il n'a donné une définition de cet ordre public dont les juristes se sont efforcés de préciser la notion, tout en reconnaissant qu'il est impossible en cette matière de parvenir à une conception générale et abstraite. On peut dire cependant qu'il y a dans une société, à un moment donné, un certain nombre de règles communes à tous les habitants, un certain nombre d'institutions essentielles qu'on ne peut écarter sans porter atteinte à l'ordre établi. Les institutions varient avec les pays et avec les époques. L'ordre public n'est pas de nos jours ce qu'il était sous l'Empire. Il se mêle à cette notion des considérations religieuses, politiques ; elle

dépend de la vie morale d'un pays autant que de son organisation économique ou sociale. L'ordre public étant ainsi défini, il est évident que toutes les règles de procédure n'y sont pas intéressées.

En réalité, il y a deux catégories de lois de procédure : les unes promulguées dans l'intérêt général, en vue d'une meilleure administration de la justice et devant lesquelles force est aux plaideurs de s'incliner, les autres moins importantes et que les particuliers peuvent écarter s'ils le jugent à propos. Ainsi, il n'est pas possible de transgresser les principes régissant l'ordre et la nature des juridictions. Les parties ne pourraient convenir, qu'une question de droit administratif sera portée devant le Tribunal civil, pas plus qu'elles ne pourraient poursuivre un débiteur défaillant devant le Conseil d'État. Il y a là incompetence absolue des Tribunaux non désignés par la loi. Les lois impératives sont, il est vrai, les plus nombreuses en procédure.

Cependant, il en existe d'autres auxquelles les parties peuvent déroger par une convention particulière. Ce sont celles qui ont été faites non pas pour la bonne organisation judiciaire, mais dans l'intérêt privé des parties pour leur commodité personnelle. Le législateur, placé devant un cas particulier, a édicté une règle qu'il a jugée favorable à la majorité des plaideurs. Mais si pour l'un d'eux cette règle aboutit à une gêne insurmontable il peut l'écarter, quitte à obtenir le consentement de son adversaire, si celui-ci est intéressé à la question. Le principe fondamental sur lequel est basé notre droit des obligations, l'autonomie de la volonté, c'est-à-dire la liberté pour les parties de choisir les clauses et stipulations de leurs contrats, l'emporte dans ce cas sur les nécessités de l'ordre public. C'est

ainsi que les parties peuvent s'entendre pour renoncer à invoquer la nullité d'un acte défectueux, ou encore, que la jurisprudence leur reconnaît le droit de proroger la compétence du juge de paix en le saisissant d'une demande qui, en raison de sa valeur eût dû être portée devant le Tribunal civil (Tribunal de la Seine, 26 nov. 1930).

C'est à cette dernière catégorie qu'appartiennent les règles de la compétence territoriale. Le législateur, s'agissant de déterminer la compétence des différentes juridictions, s'est placé à un double point de vue : il a fallu tout d'abord fixer la nature des affaires dont chaque catégorie de tribunaux serait appelée à connaître. En effet, à un tribunal d'une catégorie déterminée sont attachés des magistrats ayant une formation juridique particulière, des connaissances techniques plus ou moins spécialisées, une expérience plus ou moins grande. A ces différences correspond la division des tribunaux en juridictions de droit commun, Tribunal civil et Cour d'appel, et en juridictions d'exceptions, Tribunal de commerce, Justice de paix, Conseils de prudhommes. Un créancier qui veut exercer une action en paiement contre son débiteur devra alors rechercher entre ces différentes catégories de juridiction laquelle sera compétente pour connaître de son action. Devra-t-il plaider devant le juge de paix, le Tribunal civil ou le Tribunal de commerce ? A ce point de vue, nous avons la compétence absolue ou *ratione materiæ*, appelée aussi et plus justement compétence d'attribution. Les règles de la compétence d'attribution sont d'ordre public et il n'est pas permis d'y déroger. C'est ainsi que notre créancier ne pourrait saisir un Conseil de prudhommes à la place du Tribunal civil, parce qu'il va de la bonne administration de la justice que les affaires soient portées

devant les juges qui ont été formés pour les connaître. Le Tribunal saisi au mépris de ces règles devrait prononcer d'office son incompétence et s'il ne le fait pas les parties auraient le droit de soulever l'exception d'incompétence en tout état de cause, et même pour la première fois devant la Cour de cassation.

Mais une fois que le demandeur aura résolu la question de savoir à quelle catégorie de juridiction il va s'adresser, une autre question se présente à lui : il devra rechercher lequel d'entre tous les Tribunaux de France appartenant à une même catégorie aura compétence pour juger son procès. Pourra-t-il plaider indifféremment à Lyon ou à Marseille ? Ici encore, un choix s'impose, choix délimité par certaines règles. Le tribunal compétent sera en principe, selon le Code de procédure civile, celui du domicile du défendeur. Le créancier ne poursuivra pas son débiteur devant un tribunal quelconque de la France, mais il saisira celui dans le ressort duquel est situé le domicile de son adversaire. Ainsi faisant, il se conformera aux règles de la compétence *ratione personæ vel loci*, ou compétence territoriale.

Or, en établissant les règles de compétence territoriale, à quelles considérations le législateur a-t-il obéi ? A-t-il édicté une règle impérative devant laquelle les parties sont obligées de s'incliner, ou a-t-il entendu plutôt interpréter leur volonté présumée en leur laissant la liberté de choisir un autre tribunal selon leur appréciation personnelle ? Supposons que les deux plaideurs soient d'accord pour porter l'affaire non pas devant le tribunal du domicile du défendeur, compétent en vertu de l'article 59 du Code de procédure civile, mais devant un autre tribunal de même catégorie situé dans un autre lieu. Leur volonté nuira-t-elle

à la bonne administration de la justice ? L'intérêt général sera-t-il lésé ? en aucune façon puisque nos deux plaideurs respectent les règles de la compétence d'attribution. Rien ne permet d'affirmer *a priori* qu'ils seront moins équitablement jugés par le Tribunal civil de Marseille que par celui de Douai.

C'est pourquoi la jurisprudence et la doctrine admettent depuis longtemps que les règles de la compétence territoriale sont des règles d'intérêt privé édictées pour la commodité personnelle des plaideurs, et auxquelles ceux-ci peuvent toujours déroger. Exception faite bien entendu pour certains cas particuliers que nous aurons à examiner plus loin et pour lesquels le législateur a édicté des règles impératives que les parties sont obligées de respecter, car leur volonté ne saurait en aucun cas prévaloir contre un principe de compétence d'ordre public. Mais ce sont là des cas exceptionnels, et en général, les plaideurs sont parfaitement libres de conclure des conventions par lesquelles ils prorogent la compétence territoriale des tribunaux. C'est ainsi que la Chambre civile de la Cour de cassation a déclaré dans un arrêté daté du 13 mai 1912 (D. P., 1913-1-168) « qu'en principe et sauf les exceptions prévues par des lois spéciales, la clause par laquelle les parties déclarent soumettre à un tribunal qu'elles désignent les contestations relatives à leurs engagements est licite, encore que ce tribunal ne soit le juge naturel des parties ni à raison du domicile du défendeur, ni à raison de la situation de l'objet litigieux ».

Y a-t-il, pour la validité d'une telle clause, des conditions particulières relatives à la capacité des parties ? Il faut avant tout que les contractants aient la capacité

d'ester en justice. Mais il leur faut aussi, enseignent certains auteurs¹ la libre disposition du droit litigieux. Car, en renonçant au juge désigné par la loi et en en choisissant un autre ils s'exposent à voir leur droit méconnu par la sentence du juge choisi. Il en résulte que les personnes qui n'ont pas, d'après les principes du Droit civil, la libre disposition du droit litigieux ne peuvent proroger les pouvoirs d'un tribunal.

Mais en supposant les parties pleinement capables de disposer de leurs droits, devant quelles juridictions une clause d'attribution de compétence sera-t-elle admise ? En principe, les plaideurs peuvent convenir de proroger la compétence de toute juridiction territorialement incompétente, qu'il s'agisse d'un Tribunal de droit commun ou d'une juridiction d'exception. Seules, les Cours d'appel ne peuvent connaître que des jugements rendus par les tribunaux situés dans leur ressort. A cette exception près, les plaideurs peuvent choisir librement leur tribunal — si éloigné soit-il de leur domicile. C'est pour eux une question d'appréciation personnelle, et il suffit que l'accord des volontés se fasse quant à la fixation du tribunal compétent. D'où il résulte que serait nulle une clause par laquelle le débiteur se soumettrait à l'avance à tel tribunal qu'il plairait au créancier de choisir. Une telle clause en effet, si elle était permise, deviendrait de style dans tous les contrats pour le plus grand préjudice de tous les débiteurs.

Dans quelles formes les parties vont-elles pouvoir conclure cette prorogation de compétence ? Il n'y a pas à cet égard de formalité particulière. Pourtant, l'article 7 du Code de procédure civile, relatif à la justice de paix,

1. Bonfils, *Traité élém. de proc. civ.*, 2^e partie, p. 268.

dispose que : « Les parties pourront toujours se présenter volontairement devant le juge de paix, auquel cas il jugera leur différend... encore qu'il ne fut le juge naturel des parties, ni à raison du domicile du défendeur, ni à raison de la situation de l'objet litigieux.

« La déclaration des parties qui demanderont jugement sera signée par elles ou mention sera faite si elles ne peuvent signer. »

Par conséquent, devant le juge de paix, la prorogation conventionnelle ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une déclaration formelle. Les parties doivent faire cette déclaration en présence du juge, qui en dresse un procès-verbal signé des plaideurs. Certaines décisions exigent même que l'acte de prorogation indique le sujet du différend soumis à ce juge (Cass. civ., 2 août 1831). Il s'agit donc d'un acte judiciaire, et il ne suffirait pas d'un accord conclu hors la présence du magistrat et d'une convention qui prorogerait à l'avance la compétence d'un tribunal de paix en prévision d'un litige qui n'est pas encore né.

On a voulu étendre cette règle aux autres juridictions. En réalité il n'est pas nécessaire d'astreindre la prorogation conventionnelle de compétence à des formes particulières. Et, dans la pratique, du moment que les deux parties sont d'accord, peu importe la manière dont elles expriment leur volonté. Elles peuvent, par une convention expresse, introduire dans un contrat une clause attributive de compétence en prévision d'un procès qui pourrait survenir. Ou bien la prorogation peut résulter d'un accord passé devant le juge au moment de la naissance du litige.

A côté de ces cas de prorogation expresse et conventionnelle, il peut y avoir une prorogation tacite résultant de ce que le défendeur, assigné devant un tribunal qui n'est

pas celui de son domicile, ne soulève pas *in limine litis* l'exception d'incompétence *ratione loci*. Les articles 168 et 169 du Code de procédure civile déclarent en effet que la partie appelée devant un tribunal autre que celui qui doit connaître de la contestation pourra demander son renvoi devant les juges compétents, et sera tenue de former cette demande préalablement à toutes autres exceptions et défenses et l'article 192 du même Code, tel qu'il résulte du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à la procédure civile, enseigne que l'exception d'incompétence relative doit être présentée après celle de caution et avant toute autre.

Mais le défendeur peut fort bien ne pas soulever cette exception et comme ce moyen ne peut être soulevé d'office par le tribunal, il en résulte pour celui-ci une prorogation de sa compétence territoriale.

Dans un cas comme dans l'autre on peut se demander quelles seront les conséquences de la prorogation conventionnelle de compétence à l'égard du tribunal appelé par les parties à régler leur conflit. Une première question se présente, qui est de savoir si le tribunal ainsi choisi est obligé de statuer ou s'il peut au contraire se refuser à connaître du litige soumis à sa juridiction : nous verrons plus loin, que les tribunaux se réservent le droit d'apprécier le choix des parties et de ne pas statuer s'ils le jugent à propos. Mais alors se pose une deuxième question : quelle va être la nature de la décision rendue par le tribunal dont la compétence territoriale se trouve ainsi prorogée ? Par leur convention préalable, les parties ont-elles entendu passer un compromis et donner au tribunal qu'elles ont choisi la mission d'arbitrer et non de juger leur différend ? En l'absence de termes exprès de la clause cette

opinion ne saurait être défendue ; le tribunal saisi statue non comme arbitre mais comme juridiction contentieuse ; il rend un jugement et non une sentence arbitrale. Par suite, il n'est pas nécessaire d'obtenir pour l'exécution de cette décision une ordonnance d'exequatur.

Une autre question s'est parfois posée devant les tribunaux : il s'agit du conflit entre une clause attributive de compétence et une loi postérieure, portant sur un point visé par la clause. Cette loi a-t-elle un effet rétroactif ou bien la clause continue-t-elle à s'appliquer entre les contractants ? C'est cette question qu'a eu à résoudre le tribunal civil d'Épinal par un jugement du 11 mars 1936 (*Gaz. Pal.*, 1936-2-51). Il s'agissait de savoir si une clause conclue en 1928 était encore valable en 1935 alors qu'elle portait sur une matière expressément visée par la loi du 6 avril 1932. Les parties avaient inséré dans un acte de location, une clause attribuant juridiction au tribunal du domicile du locataire, et le bailleur poursuivant la résiliation du contrat invoquait la loi de 1932 pour porter la demande devant son propre tribunal. Le Tribunal civil d'Épinal a jugé qu'en l'espèce le bailleur, en consentant à la clause, avait renoncé à soulever l'exception d'incompétence au cas où le locataire l'assignerait devant son domicile personnel. Dans cette mesure la clause doit conserver son plein et entier effet parce que les droits que le bailleur tire, en tant que défendeur éventuel, de la règle *actor sequitur forum rei* n'ont pas été modifiés. Mais il n'en est plus de même des droits que lui accorde la loi du 6 avril 1932 pour le cas où il serait demandeur. En effet ces droits tout exceptionnels n'étaient ni nés ni prévisibles lors de la passation du contrat ; et en donnant son

adhésion à la clause imposée par le locataire, le bailleur a renoncé aux droits qu'il possédait alors, mais il n'a pu renoncer à des droits encore inexistants. La clause d'attribution de compétence rédigée dans l'acte de location exprime la volonté des parties de déroger aux règles du droit commun en vigueur à la date du contrat. Or, au moment de la passation du contrat la question ne se posait pas pour le bailleur de pouvoir assigner le preneur devant son tribunal personnel. Ce point échappe donc à la renonciation par le bailleur des droits que lui conférait la législation alors en vigueur et qui tenaient à sa qualité éventuelle de défendeur, puisqu'il est ici demandeur. Et le tribunal du domicile du bailleur est compétent en vertu de la loi du 6 avril 1932 pour connaître de la demande introduite par celui-ci. Par l'interprétation du contrat, le tribunal a pu dire que dans l'intention des parties la clause ne s'appliquait qu'au cas où celui qui l'avait fait insérer dans l'acte était demandeur et non au cas où la demande émanait de son contractant. Mais on peut conclure de là que si la clause attributive de compétence avait été réciproque, elle se serait imposée aux deux parties qui n'auraient pu y déroger à la faveur d'une loi postérieure. C'est ce qu'a déclaré formellement la Cour de Montpellier dans sa décision du 30 octobre 1936 (*Gaz. Pal.*, 1936-2-923). En effet, a dit la Cour, bien que la loi du 6 avril 1932, loi de procédure et de compétence soit applicable aux litiges nés depuis sa promulgation à l'occasion de contrats conclus même antérieurement, elle demeure néanmoins sans influence sur les clauses attributives de juridiction qui continuent à être licites après comme avant ; aussi la loi ne peut conférer à l'un des plaideurs le droit de se soustraire à l'exécution d'une clause librement acceptée et

tenant lieu de loi entre les parties en vertu de l'article 1134 C. civ. Car les lois relatives à la compétence ne peuvent en effet, pas plus que les autres, faire échec à des droits acquis.

PREMIÈRE PARTIE

DES CAS DANS LESQUELS SE PRÉSENTENT LES CLAUSES D'ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE TERRITORIALE

CHAPITRE PREMIER

DÉROGATIONS AUX RÈGLES DE COMPÉTENCE FONDÉES SUR L'INTÉRÊT PRIVÉ DES PARTIES

Il est un principe fondamental parmi ceux qui régissent la compétence territoriale de nos tribunaux. C'est la règle *actor sequitur forum rei*, énoncée par l'article 59, alinéa 1 du Code de procédure civile : « En matière personnelle, le défendeur sera assigné devant le tribunal de son domicile. » C'est là une disposition qui s'impose dans toute organisation judiciaire rationnelle. Et l'article 2 du même code, réglant la compétence du juge de paix décide également qu'« en matière purement personnelle ou mobilière, la citation sera donnée devant le juge du domicile du défendeur ». Il est facile d'apercevoir le fondement de ce principe : les particuliers, en effet, sont normalement réputés ne rien se devoir les uns aux autres. N'est-il pas naturel alors, que celui qui exige une prestation d'un autre individu se dérange pour en apporter la preuve et démontrer le bien-fondé de sa réclamation ? Et parce que cette démonstration peut fort bien échouer, n'est-il pas équitable de n'imposer au défendeur qu'un minimum de frais ?

La règle *actor sequitur forum rei* n'est donc édictée que pour la commodité personnelle du défendeur, et dès lors, celui-ci peut parfaitement y renoncer s'il le juge conforme à son intérêt. Les plaideurs sont libres de saisir un tribunal de leur choix pourvu qu'ils respectent les règles de la compétence d'attribution. Ils ne portent ainsi nulle atteinte à l'ordre public puisque tous les tribunaux de même nature sont organisés de la même façon et qu'il n'y a aucune raison de donner la prépondérance au tribunal de telle ville plutôt que de telle autre. La jurisprudence n'a jamais discuté ce principe, d'accord en cela avec la doctrine.

L'article 59 contient d'autres prescriptions reposant sur le même principe, c'est-à-dire sur l'intérêt privé d'une des parties en cause. C'est ainsi que l'ascendant créancier d'une pension alimentaire peut porter sa demande à son choix devant le tribunal du défendeur ou devant celui de son propre domicile. C'est le cas encore de l'option ouverte par la loi du 6 avril 1932 au créancier de fournitures, travaux, locations, louage d'ouvrage ou d'industrie qui peut agir devant le tribunal du lieu où la convention a été passée ou exécutée, pourvu qu'une des parties soit domiciliée dans ce lieu. Dans ces deux cas le législateur a voulu protéger non plus les intérêts du défendeur, mais ceux du créancier demandeur. Il arrive souvent, en effet, que la règle *actor sequitur* aboutisse à des injustices en favorisant les débiteurs de mauvaise foi. Obligé de faire des frais supérieurs au montant de sa créance, le créancier préférera renoncer à poursuivre son débiteur.

Ce n'est là, le texte est formel, qu'une simple faculté pour le demandeur qui peut s'il le préfère, s'en tenir à la compétence de droit commun. Mais la question se pose alors de savoir si les dispositions précédentes ne sont pas

incompatibles avec une clause d'attribution de compétence. Le demandeur peut-il à l'avance, dans un contrat, renoncer à l'avantage que lui offre la loi ? Peut-il être convenu entre les deux parties que tout litige sera porté devant le tribunal du domicile du défendeur ? Il semble que pour que ces dispositions se révèlent efficaces, il convienne de sauvegarder jusqu'au moment du procès la liberté du demandeur. Mais en vérité aucun principe d'ordre public ne s'oppose à une telle clause. Le législateur a voulu protéger un individu qu'il a jugé particulièrement intéressant, et lui éviter un déplacement désagréable et coûteux. Mais il l'a laissé libre d'y renoncer, et, n'allant pas plus loin dans sa protection, n'en a pas fait un incapable.

Il existe encore un autre cas où la loi a été guidée par l'intérêt du demandeur. C'est celui de l'article 59, alinéa 2 du Code de procédure civile, relatif à la pluralité de défendeurs. En effet, cet article dispose que le défendeur sera assigné « s'il y a plusieurs défendeurs, devant le tribunal du domicile de l'un d'eux au choix du demandeur. » C'est donc le même tribunal qui connaîtra des demandes formées contre tous les défendeurs quel qu'en soit le nombre, et cela parce qu'on ne veut pas obliger le demandeur à faire un procès au domicile de chacun des défendeurs. A condition bien entendu qu'il y ait entre les différentes demandes un lien de connexité, car il ne serait pas admissible qu'un demandeur puisse réunir arbitrairement plusieurs demandes sous prétexte de les porter toutes devant le tribunal de l'un des défendeurs. Supposons alors qu'un créancier ait conclu avec l'un des défendeurs une clause attribuant compétence au tribunal du demandeur. Cette clause fait-elle échec à la disposition de l'article 59, alinéa 2 ? Certaines décisions ne l'ont pas admis, et notamment un

arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation en date du 16 juin 1915 (D. P., 1917-1-31). Dans cet arrêt la Cour déclare que la disposition de l'article 59 édictée en vue d'éviter des frais inutiles et des décisions contradictoires, dans un intérêt de bonne administration de la justice est d'ordre public. En conséquence le tribunal saisi en vertu de ce texte est compétent, même à l'égard de celle des parties qui invoque une clause attribuant compétence à un autre tribunal. Récemment encore, la Chambre des requêtes a confirmé cette théorie par sa décision du 29 décembre 1936 ¹. Dans cette espèce, le juge avait été successivement saisi d'une demande principale et d'une demande d'intervention forcée contre un tiers, mais qui tendaient toutes deux au même but : établir la responsabilité du transporteur ou de l'expéditeur de la marchandise arrivée en mauvais état. La clause attributive de compétence conclue entre l'expéditeur et le réceptionnaire mettait-elle obstacle à l'article 59, alinéa 2, ou bien cet article devait-il prévaloir contre la clause ? La Cour a décidé « que la dérogation conventionnelle à la règle générale de compétence édictée par l'alinéa 1 de l'article 59 ne saurait impliquer pour le demandeur, en cas de pluralité de défendeurs, renonciation à la faculté que lui ouvre le § 2 du même article, de les assigner au domicile de l'un d'eux à son choix ; que par ailleurs rien ne s'oppose à ce qu'il use de cette faculté par voie d'intervention forcée aussi bien que par voie principale à la seule condition de n'obéir, ce faisant, qu'à un intérêt légitime. » On peut soutenir, en effet, que l'appréciation des responsabilités de l'un ou l'autre défendeur exigeait un examen d'ensemble par le même juge. En insérant la clause dans

1. *Gaz. Pal.*, 1937-1-296.

leur contrat, les parties n'avaient prévu que le cas où elles seraient seules en litiges. Et dans le cas contraire, la nécessité de porter toute l'affaire devant la même juridiction l'emporte sur la liberté des contractants de choisir leur tribunal. Telle est donc l'opinion de la Chambre des requêtes.

Par contre, la Chambre civile en a décidé autrement¹. Pour elle, les dispositions de l'article 59, qui permettent au juge d'examiner à la fois la demande dirigée contre tous les défendeurs, n'intéressent pas l'ordre public, et il n'est pas interdit d'y renoncer. C'est pourquoi, lorsqu'aux termes d'un connaissement toutes les réclamations relatives aux expéditions litigieuses seront à la volonté des armateurs portées directement devant les tribunaux d'Angleterre conformément à la loi anglaise, à l'exclusion de toute procédure devant le tribunal d'un autre pays, c'est à bon droit que l'armateur anglais décline la compétence du tribunal français du défendeur, devant lequel il a été assigné par l'expéditeur en même temps que son représentant en cette ville et l'agent maritime. L'article 59, alinéa 2 est donc une disposition d'intérêt privé, à laquelle le demandeur peut valablement renoncer.

Nous voyons par ces décisions contradictoires, que la jurisprudence n'est pas encore fixée sur le fondement de cet article. Mais le principe de toutes les décisions reste le même et, dans tous les cas où les règles de la compétence territoriale ont pour fondement l'intérêt privé des parties, la prorogation conventionnelle de compétence territoriale est possible et les tribunaux ont maintes fois décidé qu'il s'agissait là, non d'une clause compromissaire interdite par la loi, mais d'une soumission volontaire de juridiction licite et permise.

1. Cass. civ., 27 février 1935, D. H., 1935-2-51.

CHAPITRE II

DES CAS OU LA COMPÉTENCE TERRITORIALE SE CONFOND AVEC LA COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION

La question s'est souvent posée de savoir s'il était possible de modifier la compétence territoriale d'un tribunal dans le cas où la loi a donné compétence à une certaine juridiction pour connaître d'une matière déterminée. Parfois en effet, s'agissant de procès d'un caractère particulier, la loi a attribué juridiction exclusive à un tribunal choisi parmi tous ceux qui appartiennent à une même catégorie. Ainsi, en matière de faillite, le seul tribunal compétent est le tribunal de commerce du domicile du failli. Le législateur a donc fixé une fois pour toutes la compétence du tribunal quant à la matière et quant au lieu, et l'on peut dire que dans ce cas la compétence territoriale est en même temps une compétence d'attribution. Une clause attributive de compétence territoriale est-elle alors possible ? On a beaucoup discuté sur ce point, et la solution varie avec les matières. Aussi devons-nous examiner les différents cas d'attribution légale de juridiction à un tribunal déterminé¹.

1. V. pour cette question le *Traité de procédure* de M. Morel, au n° 271 (attribution exclusive de juridiction).

SECTION I. — L'appel.

Parmi ces dispositions obligatoires, se placent tout d'abord les règles de compétence territoriale en matière d'appel. L'appel, voie de recours ordinaire, est de la compétence exclusive d'une certaine juridiction. Et tout autre tribunal que celui qui est désigné par la loi serait incompetent d'une manière absolue. Il n'y a donc ici aucune place pour le choix des parties.

Il s'agit bien pourtant d'une compétence territoriale, mais exceptionnellement elle est d'ordre public et il n'est pas permis d'y déroger. Seule est compétente la Cour dans le ressort de laquelle se trouve le tribunal de première instance qui a rendu la décision attaquée. Il en est de même pour le Tribunal civil statuant sur appel d'un jugement de justice de paix ou de conseil de prudhommes. Tout autre juridiction saisie doit décliner d'office sa compétence et renvoyer les parties devant le tribunal désigné par le Code de procédure.

D'autre part, la Cour de cassation s'est prononcée à plusieurs reprises sur une question qui avait fait l'objet de nombreuses hésitations dans la pratique. Il s'agissait de savoir si la Cour ou le Tribunal devant lesquels la Cour de cassation avait renvoyé une affaire après en avoir cassé le jugement, étaient compétents d'une manière définitive, ou si les parties pouvaient y substituer une juridiction de leur choix.

Un arrêt du 25 février 1918 (S., 1918-19-1-128) a décidé qu'au cas où une décision judiciaire a été cassée, le seul tribunal compétent pour connaître du litige est celui auquel la cause a été renvoyée par l'arrêt de cassation. Dans l'espèce, la Cour de cassation avait annulé un arrêt

sur le chef relatif à la condamnation solidaire aux dépens et renvoyé la cause et les parties devant une autre cour d'appel, pour être fait droit. Les demandeurs au pourvoi avaient alors assigné un des défendeurs devant le tribunal de son domicile en paiement de sa part des frais exposés devant la Cour dont l'arrêt avait été cassé. Le tribunal saisi de cette demande avait repoussé l'exception d'incompétence du défendeur par le motif qu'il s'agissait d'une action personnelle en restitution. Mais il avait par là méconnu l'effet du renvoi prononcé par la Cour de cassation et son jugement a par suite été cassé. En définitive, il n'y a donc aucune possibilité pour les particuliers de proroger la compétence d'une Cour d'appel.

SECTION II. — L'administration des preuves.

Il convient alors maintenant d'examiner les règles de compétence en matière réelle immobilière. Nous savons que le tribunal compétent pour statuer sur l'exercice d'un droit réel portant sur un immeuble est celui de la situation de l'immeuble. « En matière réelle (le défendeur sera assigné) devant le tribunal de la situation de l'objet litigieux » déclare l'article 59, alinéa 3, du Code de procédure civile. Cette compétence du tribunal de la situation de l'immeuble se justifie aisément. Il s'agit de faciliter l'administration des preuves en vue de moindres frais pour les parties et d'une meilleure justice : or celle-ci se fera d'autant plus facilement que le tribunal sera plus proche de l'objet litigieux. Il y aura sans doute des expertises à faire, des descentes sur les lieux. Peut-être faudra-t-il appliquer des usages locaux comme on le fait parfois dans certains procès relatifs aux propriétés rurales. C'est ainsi que l'article 645

du Code civil dispose que « s'il s'élève une contestation entre les propriétaires auxquels ces eaux (les eaux courantes qui bordent ou traversent leur héritage) peuvent être utiles, les tribunaux prononçant, doivent concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété ; et, dans tous les cas les règlements particuliers et locaux sur le cours et l'usage des eaux doivent être observés. » On conçoit alors la compétence exclusive du tribunal dans le ressort duquel sont situés les fonds des propriétaires en désaccord. De même encore, article 663 du même Code, « Chacun peut contraindre son voisin, dans les villes et faubourgs, à contribuer aux constructions et réparations de la clôture faisant séparation de leurs maisons, cours et jardins assis ès dites villes et faubourgs : la hauteur de la clôture sera fixée suivant les règlements particuliers sur ces objets, les usages constants et reconnus... »

Nombreux sont on le voit, le cas où il est nécessaire de se référer aux usages locaux. Que l'on y ajoute les innombrables procès relatifs à la mitoyenneté des murs et clôtures qui nécessitent une connaissance exacte des lieux ; nous comprenons alors qu'il s'agit là d'administrer des preuves nombreuses et délicates, sans lesquelles le tribunal n'est pas en mesure de juger et qui justifient la compétence du juge le mieux placé pour recevoir ces preuves.

Puisqu'il s'agit, non plus seulement de l'intérêt privé des parties, mais d'une garantie de bonne justice, la règle de l'article 69, alinéa 3, devrait être d'ordre public. Tel n'est pas cependant et sauf rares exceptions l'avis de la jurisprudence et de la doctrine. La plupart des auteurs considèrent que la compétence du tribunal de la situation de l'immeuble a été édictée pour faciliter l'administration des preuves, mais cela dans l'intérêt des plaideurs. Si ces

derniers pensent être aussi bien jugés par un autre tribunal ils sont libres de lui porter leur procès. Si ce tribunal, n'a pas les éléments de preuves suffisants pour juger, il procédera par voie de commission rogatoire ; les expertises seront peut-être plus coûteuses, mais les plaideurs n'auront guère à souffrir que d'un préjudice pécuniaire. Par conséquent, il faut conclure que la prorogation conventionnelle de compétence territoriale peut avoir lieu en matière réelle comme pour les actions personnelles, et que l'article 59, alinéa 3 ne fait pas obstacle à une clause attributive de juridiction. Il suffit que le juge auquel s'adressent les parties ne soit pas incompétent *ratione materiæ*. Peu importe qu'il le soit *ratione loci*. Cette solution est d'ailleurs implicitement contenue dans l'arrêt de la Chambre civile du 13 mai 1912 (D. P., 1913-1-168) suivant lequel la clause par laquelle les parties déclarent soumettre à un tribunal qu'elles désignent les contestations de leurs engagements est licite, encore que ce tribunal ne soit le juge naturel des parties ni à raison du domicile du défendeur ni à raison de la situation de l'objet litigieux. Toutefois la jurisprudence apporte une limitation à ce droit des plaideurs. Avec la doctrine ¹, elle n'admet pas qu'une prorogation de compétence territoriale soit possible en matière de saisie immobilière au préjudice des créanciers du saisi.

Mais ce n'est pas là le seul cas où le législateur se soit préoccupé des difficultés que peut soulever dans un procès l'administration des preuves, et se soit efforcé de rendre celles-ci plus aisées dans l'intérêt de la bonne justice. En droit maritime par exemple, le règlement des avaries communes, c'est-à-dire des pertes qui sont mises en commun

1. Cf. Carré, t. I, p. 270.

sous certaines conditions, doit se faire dans le lieu de déchargement du navire. Le capitaine assigne donc tous les réclamateurs de marchandises devant le Tribunal de commerce de ce lieu, ou à défaut devant le juge de paix. Car en effet, c'est seulement après l'arrivée dans le port de destination que l'on possède tous les éléments nécessaires pour le règlement. Et si, par suite d'un accident quelconque le voyage se terminait dans un autre port, c'est dans ce port de reste que le règlement devrait être fait. Mais ici, la loi n'impose le tribunal qu'en cas de désaccord des parties. Si les intéressés arrivent à s'entendre, le règlement peut être fait à l'amiable et dans le lieu qu'il leur convient de choisir.

**SECTION III. — Instances relatives à une affaire
dont le tribunal a déjà été saisi.**

Les instances en matière de frais. — Jusqu'ici nous n'avons envisagé que les règles de compétence tirées des nécessités de la preuve. D'autres principes ont encore inspiré au législateur une attribution exclusive de juridiction. C'est ainsi que l'article 60 du Code de procédure civile, suivant lequel « les demandes formées pour frais, par les officiers ministériels seront portées au tribunal où les frais ont été faits » semble bien pour la jurisprudence être d'ordre public. Et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord ce tribunal est évidemment le mieux à même de juger le litige, puisque les frais ont été faits à propos d'un procès qui s'est déroulé devant lui. Ensuite, le législateur n'a pas voulu que les officiers ministériels soient distraits de leurs fonctions par la nécessité d'aller parfois fort loin recouvrer leurs honoraires. Enfin et

surtout, en obligeant les officiers ministériels à s'adresser au tribunal même devant lequel les frais ont été faits on donne aux plaideurs une garantie contre les exagérations d'honoraires de leurs huissiers ou de leurs avoués. L'article 60 se rattache donc par là à la discipline des officiers ministériels et il doit avoir un caractère impératif. Cette solution a été contestée, mais elle reste néanmoins admise par la jurisprudence et bien plus, elle a été étendue en ce sens que seul le Tribunal civil dans le ressort duquel les frais ont été faits est compétent pour connaître des demandes y relatives, à l'exclusion de toute autre juridiction. Une décision de la Cour de Paris du 11 août 1896 (S., 1897-2-208) déclare que la compétence spéciale de l'article 60 en matière de réclamation de frais par les officiers ministériels a été édictée pour que les actes des officiers ministériels fussent soumis au contrôle des Tribunaux civils près desquels ils exercent leurs fonctions. Et ce principe ne saurait être infirmé par les considérations de fait admises par le Tribunal de commerce pour retenir la demande en paiement de frais formée par un huissier poursuivant le paiement de frais exposés devant ce tribunal ; alors même qu'il avait instrumenté devant un Tribunal de commerce en matière commerciale et pour un commerçant. Le principe est donc très net. Toutes les demandes formées pour frais par les officiers ministériels sont de la compétence du Tribunal civil, même si l'affaire s'est déroulée devant un tribunal d'exception et les parties, même d'accord, ne pourraient proroger la compétence d'un autre tribunal. Car alors elles porteraient atteinte non plus seulement à la compétence territoriale du Tribunal civil, mais encore en même temps à sa compétence d'attribution.

Et ceci est vrai, non seulement pour les actions intentées

pour frais par les officiers ministériels mais encore pour les demandes formées contre des officiers ministériels en restitution de frais qu'ils avaient indûment perçus (Chambéry, 7 août 1907, D. P., 1098-2-302). Il y aurait donc incompétence absolue du tribunal du domicile du défendeur, ou de tout autre tribunal qui ne serait pas celui devant lequel les frais ont été exposés.

Le désaveu. — Un autre cas, fondé sur le même principe, et où d'après la jurisprudence la compétence est fixée sans dérogation possible, est celui du désaveu formé contre un officier ministériel et réglé par les articles 352 à 362 du Code de procédure civile. Suivant l'article 356 « le désaveu sera toujours porté au tribunal devant lequel la procédure désavouée aura été instruite, encore que l'instance dans le cours de laquelle il est formé soit pendante devant un autre tribunal ». C'est seulement lorsque le désaveu concernera un acte sur lequel il n'y a point instance que la demande sera portée devant le tribunal du domicile du défendeur. Ici comme dans le cas de l'article 60, le Code donne compétence aux Tribunaux civils. Même s'il s'agit de désavouer un acte fait devant une juridiction d'exception c'est la juridiction de droit commun qui est compétente. Comme précédemment il s'agit d'une question qui met en jeu la discipline des officiers ministériels et c'est pourquoi une juridiction d'exception est radicalement incompétente.

Si par conséquent le désaveu se produit contre un acte de la procédure de première instance après que les juges du second degré ont statué sur l'appel, il faut porter ce désaveu devant les premiers juges (D. P., 95-2-313, note 1). De même encore, dans le cas de désaveu formé au cours

d'une instance d'appel ou après la décision d'appel contre un acte fait au cours d'une procédure commerciale, le désaveu doit être porté devant le Tribunal civil dans le ressort duquel se trouve le Tribunal de commerce qui a statué, que le jugement soit confirmé ou infirmé (même décision). Toutefois, il a été jugé que la Cour d'appel est valablement saisie d'un désaveu dirigé contre un acte passé devant une autre juridiction, dans l'espèce le Tribunal de commerce, lorsque cet acte se réfère au jugement de cette juridiction confirmé par la Cour, pour le motif que le juge de premier degré est devenu incompétent et qu'il ne saurait lui être permis de modifier une situation sanctionnée par un arrêt.

L'appel en garantie. — Tout autre est l'attitude de la jurisprudence en matière de garantie car les raisons qui ont incité le législateur à édicter une compétence spéciale n'ont plus ici le même caractère d'ordre public. L'article 59, alinéa 8 du Code de procédure décide en effet qu'en matière de garantie le défendeur sera assigné « devant le juge où la demande originaire sera pendante ». Supposons qu'un tiers revendique la propriété d'un immeuble contre le nouvel acquéreur de cet immeuble. Celui-ci, menacé d'être dépouillé, appelle à son aide son vendeur qui lui doit la garantie du bien vendu. Mais au lieu de porter ce recours en garantie devant le tribunal du domicile du défendeur, comme l'aurait exigé la règle *actor sequitur forum rei* l'acquéreur devra la porter devant le tribunal auquel la demande originaire est soumise. Cette règle présente de nombreux avantages ; d'abord les frais sont moindres et la décision plus rapide, puisque deux procès sont réunis en un seul ; ensuite, on évite la contrariété de

décisions qui pourrait résulter de la saisine de deux tribunaux différents. Il semblerait donc, pour cette dernière raison surtout, que la disposition de l'article 59, alinéa 8, soit d'ordre public. Et le législateur semble manifester sa volonté en ce sens, puisqu'il édicte à nouveau dans l'article 181 du Code de procédure que « ceux qui seront assignés en garantie seront tenus de procéder devant le tribunal où la demande originaire sera pendante, encore qu'ils dénieient être garants ... ». Cependant telle n'est pas l'opinion jurisprudentielle, celle de la Cour de cassation en particulier. Un arrêt de la Chambre civile du 28 octobre 1929 (D. H., 1929-571) se prononce formellement pour le caractère non impératif de l'article 181, qu'il ne considère pas comme étant d'ordre public. En effet, il a pour but d'abrégér la procédure en permettant au juge d'examiner à la fois la demande originaire et le recours exercé contre le garant, et il n'est établi que dans l'intérêt du demandeur qui peut y renoncer. Une prorogation de juridiction est dans ce cas parfaitement licite. Par exemple, les parties pourraient valablement insérer dans un contrat de vente une clause attribuant compétence au tribunal du domicile du vendeur en cas d'appel en garantie.

Dans le même sens encore se place une décision de la Cour d'Aix du 8 novembre 1933, suivant laquelle les prescriptions de l'article 181 ne sont pas d'ordre public et les parties peuvent y déroger par des conventions particulières. Tel est le cas lorsque le bon de commande donnant lieu au litige contient une attribution de compétence à un tribunal déterminé, « même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs », dès lors qu'il résulte des circonstances que cette stipulation n'a pu être ignorée de la partie à laquelle on l'oppose. Et il en est ainsi même en cas

de connexité entre la demande principale et la demande en garantie. En ce cas, le tribunal saisi de la demande principale est incompétent pour connaître de la demande en garantie, laquelle doit être portée devant le tribunal auquel le bon de commande attribue compétence.

SECTION IV. — La faillite.

Les règles de l'appel en garantie n'ont pas donné lieu à des discussions prolongées et les tribunaux suivent en général l'opinion de la Cour suprême. Tout autre est la situation à l'égard des règles de la faillite. Doctrine et jurisprudence discutent encore la portée des prescriptions du Code. L'article 635 du Code de commerce pose tout d'abord, que « les Tribunaux de commerce connaîtront de tout ce qui concerne les faillites... ». L'article 59 du Code de procédure civile vient fixer territorialement la compétence de ces tribunaux en édictant que le défendeur sera assigné « en matière de faillite, devant le juge du domicile du failli ». Le défendeur doit donc être assigné devant le tribunal qui a prononcé la faillite, et ceci afin de centraliser toutes les poursuites concernant ce mode de liquidation. La faillite étant en effet, une procédure de liquidation collective, le législateur a trouvé plus raisonnable de faire trancher par le même tribunal tous les procès y relatifs. Il reste alors à savoir si l'article 59, alinéa 7, est d'ordre public. La doctrine, d'une façon générale, considère que la règle de compétence édictée par cet article n'est pas obligatoire et qu'il est toujours loisible aux parties d'y déroger. Les auteurs font en général une distinction¹. Pour eux, la règle qui donne compétence pour la déclara-

1. Cf. Glasson et Tissier. *Traité théor. et prat. de pr. civ.*, t. II, p. 163 s.

tion de faillite et les opérations de la faillite au seul tribunal du domicile du commerçant (art. 438, C. com.), est une règle de compétence absolue et non seulement de compétence territoriale. Mais il n'en est pas de même de la règle qui donne compétence au seul Tribunal de commerce du domicile du failli pour tous litiges se rattachant à la faillite (art. 59, al. 9, C. pr. civ.). Cependant quelques auteurs¹ soutiennent encore que la règle qui attribue compétence au tribunal qui a déclaré la faillite exclut absolument tout autre Tribunal de commerce. Mais c'est là une opinion isolée et pour la plupart des auteurs, un créancier pourrait, par exemple, convenir avec le syndic d'une faillite de porter devant son propre tribunal une action qu'il veut exercer contre lui. La jurisprudence au contraire admet que ce principe est d'ordre public et que l'incompétence d'un autre tribunal est absolue. Toutefois une distinction semble se dégager des arrêts. Les tribunaux considèrent qu'il y a attribution exclusive au tribunal du domicile du failli en tant qu'il s'agit de prononcer la faillite et d'effectuer toutes les opérations qu'elle nécessite. Un arrêt de la Chambre des requêtes du 30 janvier 1911 (D. P., 1912-1-142) déclare que la compétence fixée en matière de faillite par l'article 59 du Code de procédure est limitée aux actions qui naissent du fait même de la faillite ou qui se rattachent directement et essentiellement aux opérations de la faillite. Et de même il a été jugé², que la demande en nullité du nantissement pris sur le fonds de commerce d'une société, intentée par cette société en liquidation judiciaire et son liquidateur contre le créancier nanti en vue de dénier à celui-ci la situation privi-

1. Thaller et Percerou, t. II, n° 1133.

2. Paris, 21 juin 1935, *Gaz. Pal.*, 1935-2-468.

légée à laquelle il prétend, est, en vertu de l'article 59 du Code procédure civile de la compétence du tribunal de la liquidation judiciaire ; et par conséquent, en vertu du caractère d'ordre public reconnu à cette disposition, la société en liquidation ne peut, même avec l'accord du créancier, proroger la compétence d'un autre tribunal.

Par contre la jurisprudence est moins catégorique lorsqu'il s'agit de demandes se rattachant à la faillite mais ne soulevant pas une question relative aux opérations qui s'y déroulent. La Chambre des requêtes a déclaré par un arrêt du 22 novembre 1910 (D. P., 1912-1-495) que la compétence du tribunal du domicile du failli n'est d'ordre public que pour les opérations strictement rattachées à la faillite et que notamment le syndic d'une faillite peut être assigné devant un tribunal autre que celui du domicile du failli. par un employé demandant des dommages-intérêts à l'occasion de son congédiement. En effet, la demande a pour objet non l'admission au passif de la faillite mais l'obtention d'un titre. D'où il suit que le moyen d'incompétence ne peut être proposé pour la première fois devant la Cour de cassation car il ne s'agit pas d'une incompétence à raison de la matière mais seulement à raison du lieu et qui devrait être opposée *in limine litis*. Cette solution a été approuvée par la majorité des auteurs. Elle n'était pas tout d'abord celle de la jurisprudence. La Chambre civile avait décidé par un arrêt du 29 juin 1870 ¹ que la compétence attachée au domicile du failli par les articles 59 du Code de procédure et 635 du Code de commerce « ne peut être modifiée par aucune convention contraire ». Mais depuis 1883 ² la Cour de cassation se montre moins intransi-

1. D. P., 71-1-289.

2. D. P., 1883-1-102. Cass. Req., 20 mars 1883.

geante, et établit la distinction que nous venons de voir¹.

Ainsi, ne doivent pas être considérées comme étant nées du fait de la faillite les actions relatives à des faits antérieurs à son ouverture, spécialement à des engagements intervenus avant la faillite et n'ayant avec elle aucune relation nécessaire².

De même, ne ressortit pas à la compétence légale du tribunal de la faillite l'action qui n'est pas une action appartenant à la faillite et qui n'est pas dirigée contre celle-ci. Spécialement lorsqu'il est stipulé dans le cahier des charges d'adjudication d'un fonds de commerce après faillite que l'adjudicataire devra faire son affaire personnelle de continuer ou de résilier tous les contrats passés avec tous les fournisseurs, c'est à bon droit que l'un de ceux-ci assigne l'adjudicataire devant le tribunal auquel compétence a été attribuée par le contrat de fournitures dont il poursuit la résiliation ; car le fournisseur exerce ainsi non une action née de la faillite, mais un droit propre³.

Par conséquent la jurisprudence est nettement fixée sur ce point. Un arrêt de la Chambre des requêtes daté du 5 février 1906 (S., 1908-1-9) est venu apporter une solution à un autre problème, posé par l'article 451 du Code de commerce. Ce texte énonce en effet que « par le jugement qui déclarera la faillite le Tribunal de commerce désignera l'un de ses membres pour juge commissaire ». Que décider alors dans le cas où c'est la Cour d'appel qui prononce la faillite, infirmant ainsi le jugement du Tribunal de commerce qui l'avait rejetée ? L'arrêt de 1906 considérant

1. D. P., 1889-1-293.

2. Cass. Req., 11 juin 1888 ; D. P., 1889-1-293.

3. Cass. Req., 23 octobre 1934 ; *Gaz. Pal.*, 1934-2-836.

l'article 451 comme étant d'ordre public, dispose qu'il appartient à la Cour d'appel qui a déclaré la faillite d'un commerçant par infirmation d'un jugement du Tribunal de commerce de déléguer ce tribunal auquel la loi attribue juridiction à l'effet de désigner sur requête le juge commissaire à cette faillite, le magistrat commis tenant ainsi ses pouvoirs d'une disposition expresse de l'arrêt. Les tribunaux considèrent donc l'article 451 comme étant d'ordre public. Ils s'opposent à ce que tout autre tribunal que le Tribunal de commerce du domicile du failli procède à la nomination du juge commissaire, car il s'agit là d'une opération de la plus haute importance pour la procédure de la faillite, et la cour ne possède pas au même titre que le tribunal les éléments d'appréciation sur le personnel des juges, elle pourrait faire un mauvais choix. Au cours du procès précité, M. l'Avocat général Feuilloley avait déclaré dans ses conclusions : « Nous savons tous que les Tribunaux de commerce ne nomment pas indifféremment n'importe lequel de leurs membres pour la surveillance de n'importe quelle faillite. Il y a comme partout des spécialités et des spécialistes parce qu'il y a des compétences spéciales. Le commissaire à la faillite d'une grande maison de banque n'est généralement pas le même que le commissaire à la faillite d'un marchand de fer ou d'un pharmacien. » On ne saurait certes trouver une meilleure justification de l'arrêt de 1906, conforme à l'article 451 et aux principes qui sont d'ordre public en matière de faillite. D'ailleurs antérieurement à cet arrêt la Cour de cassation avait déjà décidé le 15 juillet 1890 (S., 90-1-369) qu'en matière de faillite il y a attribution de compétence au tribunal du domicile du failli, de sorte que la Cour d'appel bien qu'infirmant le jugement qui a refusé de déclarer la faillite doit pour la suite des

opérations renvoyer devant le tribunal qui l'a rendu, dès lors que ce tribunal est celui du domicile du failli.

On s'est alors demandé si cette décision ne violait pas l'article 472 du Code de procédure civile, ainsi conçu : « Si le jugement est confirmé, l'exécution entre les mêmes parties appartiendra à la Cour d'appel qui aura prononcé ou à un autre tribunal qu'elle aura indiqué par le même arrêt ; sauf les cas de demande en nullité d'emprisonnement, en expropriation forcée et autres dans lesquels la loi attribue juridiction. » Mais cette objection n'est pas fondée, car l'arrêt de la Cour suprême est parfaitement conforme à l'article 472 et à l'interprétation que l'on donne actuellement aux mots « et autres dans lesquels la loi attribue juridiction ». Ces derniers mots en effet signifient que, lorsque la loi assigne pour certaines affaires une juridiction spéciale, c'est devant cette juridiction que doit être porté tout ce qui a trait au litige, encore que ce soit la même juridiction dont le jugement a donné lieu à l'arrêt infirmatif, et cela parce que certains procès exigent les aptitudes ou la situation d'un tribunal déterminé.

SECTION V. — Les partages de successions et de communautés.

Il nous reste maintenant à examiner les dispositions légales en matière de succession. L'article 59 du Code de procédure dispose que le défendeur sera assigné « en matière de succession : 1^o sur les demandes entre héritiers, jusqu'au partage inclusivement ; 2^o sur les demandes qui seraient intentées par des créanciers du défunt, avant le partage ; 3^o sur les demandes relatives à l'exécution des dispositions à cause de mort, jusqu'au jugement définitif,

devant le tribunal du lieu où la succession est ouverte ».

La Cour de cassation a depuis longtemps décidé que l'attribution de juridiction au tribunal du lieu de l'ouverture de la succession pour les demandes entre héritiers est absolue et que le partage ne pourrait sans dommage avoir lieu devant un autre tribunal. La Chambre civile s'est expressément prononcée en ce sens par un arrêt du 20 juin 1898 (S., 1899-1-513). Dans l'espèce se posait la question que nous avons déjà examinée en matière de faillite, de savoir si la Cour d'appel, ayant infirmé le jugement de première instance, pouvait procéder elle-même aux opérations du partage. La Cour s'est prononcée pour la négative. En effet, a-t-elle déclaré, « si l'article 472 du Code de procédure civile décide qu'en cas d'infirmité d'un jugement l'exécution entre les mêmes parties appartiendra à la Cour d'appel qui aura prononcé ou à un autre tribunal qu'elle aura indiqué par le même arrêt, il excepte de cette règle les cas dans lesquels la loi attribue juridiction... L'attribution de juridiction au tribunal de l'ouverture de la succession est donc absolue ; elle s'explique par la multiplicité et la nature des opérations auxquelles le partage donne lieu et il est difficile de comprendre qu'un autre tribunal en put être chargé sans qu'il en résultât un dommage pour la bonne administration de la justice et pour les divers intérêts de la succession ». C'est donc avec raison qu'après avoir infirmé un jugement statuant sur des difficultés préliminaires à un partage, la Cour d'appel a renvoyé les parties devant le tribunal du lieu d'ouverture de la succession pour y procéder aux opérations dudit partage.

Et la Cour d'appel, après avoir infirmé le jugement intervenu sur les contestations relatives à un partage de succession et avoir ordonné notamment qu'il sera procédé

à un partage complémentaire de certains biens laissés dans l'indivision entre les cohéritiers, ne pourrait valablement désigner un conseiller pour faire son rapport en cas de difficultés sur les nouvelles opérations du partage qu'elle ordonne. Cette disposition par laquelle la Cour retiendrait l'exécution de son arrêt infirmatif, qui appartient au tribunal du lieu où la succession s'est ouverte, devrait être annulée.

Il est donc entendu que les prescriptions de l'article 472 touchent à l'ordre des juridictions et par suite à l'ordre public. L'incompétence absolue des Cours d'appel pour connaître de leurs arrêts confirmatifs ou infirmatifs en semblables matières doit donc être soulevée d'office et peut dès lors être invoquée pour la première fois devant la Cour de cassation. Il en résulte¹ que lorsqu'un arrêt confirmatif est intervenu sur une demande en partage, maintenant l'expertise ordonnée par les premiers juges et la commission des experts commis par eux, si des experts doivent être remplacés, la Cour d'appel est incompétente pour ordonner ce remplacement, cette décision tendant à l'exécution de son arrêt confirmatif.

Cette solution est définitivement admise, et ne prête plus à aucune discussion. Mais d'autre part, outre l'article 59, alinéa 6 du Code de procédure civile, la compétence en matière de succession était encore régie par l'ancien texte de l'article 822 du Code civil ; « l'action en partage et les contestations qui s'élèvent dans le cours des opérations, sont soumises au tribunal du lieu de l'ouverture de la succession... ». Dans son nouveau texte, résultant de la loi du 15 mars 1928, l'article 822 dispose : « L'action en partage et les contestations qui s'élèvent dans le cours des opéra-

1. Cass. civ., 12 mars 1934 (*Gaz. Pal.*, 1934-2-35).

tions, sont à peine de nullité, soumises au seul tribunal du lieu de l'ouverture de la succession... » Par conséquent il n'y a plus aucun doute possible, « c'est devant ce tribunal qu'il est procédé aux licitations et que doivent être portées les demandes relatives à la garantie des lots entre copartageants, et celles en rescision du partage ». Le nouvel article 822 confirme pleinement la jurisprudence de la Cour de cassation.

En résumé, toutes les demandes relatives à la succession doivent être groupées devant le même tribunal et admettre une convention contraire serait porter atteinte à un principe d'ordre public. La compétence territoriale est donc bien ici confondue avec la compétence d'attribution.

La Cour a étendu cette solution aux partages de communauté soumis d'après le Code civil aux règles des successions. En effet l'article 1476 de ce Code dispose que « le partage de la communauté pour tout ce qui concerne ses formes, la licitation des immeubles quand il y a lieu, les effets du partage, la garantie qui en résulte et les soultes, est soumis à toutes les règles qui sont établies au titre des successions pour les partages entre cohéritiers ».

La jurisprudence a tiré de ce texte toutes ses conséquences logiques et c'est ainsi que la Cour de cassation déclare expressément ¹ que pour le partage de communauté comme pour les successions il y a lieu d'appliquer non l'article 472, mais l'exception apportée à cette règle par l'article 472 lui-même, pour les cas dans lesquels la loi attribue juridiction. Doit donc être cassé l'arrêt qui, après avoir prononcé un divorce par infirmation de la décision des premiers juges, commet un notaire pour procéder à la liquidation de la communauté et un conseiller pour faire

¹ 1. Cass., 24 janvier 1912 ; S., 1912-1-319.

son rapport en cas de contestation. Il importe peu d'ailleurs que la Cour ait statué sur les conclusions mêmes de l'époux qui soulève ce moyen de cassation. En effet, il ne peut dépendre des conclusions des parties de conférer à la Cour d'appel des pouvoirs et une compétence qu'elle ne tient pas de la loi.

Il y avait ici, remarquons-le bien, non seulement dérogation à la compétence territoriale fixée par la loi, mais en même temps atteinte à la compétence d'attribution, en ce sens que le tribunal auquel la loi attribue juridiction était seul compétent pour connaître, *ratione materiae*, des opérations du partage.

Par conséquent, il est nettement établi que si l'article 472 Code procédure civile prescrit qu'en cas d'infirmité d'un jugement l'exécution entre les mêmes parties appartient à la Cour d'appel qui a prononcé ou à un autre tribunal qu'elle a indiqué, ce même article excepte de cette règle les cas dans lesquels la loi attribue juridiction. Or, en soumettant la liquidation de la communauté entre époux aux règles établies au titre des successions pour les partages entre cohéritiers, l'article 1476 du Code civil désigne par cette assimilation le tribunal devant lequel doivent être poursuivies les opérations de la liquidation de la communauté. Et tout autre tribunal serait d'une incompétence absolue, même s'il se trouvait saisi en vertu d'une clause expresse des parties ¹. Il résulte de là que cette attribution spéciale de juridiction étant d'ordre public, l'arrêt infirmant un jugement de séparation de corps, par exemple, ne doit pas commettre un notaire pour liquider les biens de la communauté (Cour de Paris, 21 avril 1928. *Gaz. Pal.*, 1928-2-88).

1. V. dans le même sens Cass., 15 juillet 1924 ; S., 1926-1-86.

Plus récemment encore la Chambre civile de la Cour de cassation a rappelé ce principe (8 avril 1936, *Gaz. Pal.*, 1936 2-96) : Les articles 472 Code procédure civile et 1476 Code civil soumettant la liquidation de la communauté entre époux aux règles établies entre cohéritiers au titre « Des successions », c'est à tort que la Cour d'appel retenant l'exécution de son arrêt a commis un notaire pour procéder à la liquidation des biens des époux, et un conseiller pour en surveiller les opérations.

En résumé, dans les différents cas que nous avons étudiés au cours de ce chapitre, c'est le tribunal d'un lieu déterminé qui est compétent en raison de la matière, à l'exclusion de tout autre tribunal de même catégorie. Parfois nous l'avons vu, une certaine liberté est laissée aux parties. Mais en dehors de ces cas exceptionnels la compétence territoriale étant pour un même tribunal confondue avec la compétence d'attribution toute clause d'attribution de compétence territoriale aboutit à violer une règle d'ordre public. Les solutions de la jurisprudence sont donc parfaites au point de vue juridique et ne sauraient donner lieu à aucune critique.

CHAPITRE III

DES CLAUSES INTERDITES

Nous avons vu, au cours des précédents chapitres, que dans notre droit les règles de la compétence territoriale sont fondées sur l'intérêt privé des parties en cause, et que celles-ci peuvent en général les écarter. Cependant, le Code de procédure civile a dans certains cas dérogé aux principes qu'il avait posés. Il a fixé *ne varietur* la compétence *ratione loci* d'un tribunal, en interdisant aux plaideurs de substituer leur volonté à celle du législateur. C'est, parfois, que la bonne administration de la justice rendait nécessaire l'application de ces règles et qu'elles étaient suffisamment importantes pour être liées à l'ordre public. D'autres fois, le désir de sauvegarder les intérêts d'un individu était le seul but du législateur. Et il entendait faire passer la protection due à un contractant avant le respect de la liberté autonome des parties. C'est pourquoi, en certaines matières la compétence territoriale des tribunaux se trouve fixée par une disposition impérative, et les parties ne sont pas autorisées à y faire des dérogations qui eussent rendu la loi illusoire.

SECTION I. — La loi du 13 juillet 1930.

En matière d'assurances, notamment, la loi du 2 janvier 1902 relative à la compétence du tribunal jugeant les

litiges entres assureurs et assurés avait édicté que « le défendeur sera assigné devant la juridiction compétente dans le ressort de laquelle se trouvent :

« 1^o Le domicile de l'assuré, de quelque espèce d'assurance qu'il s'agisse, sauf l'application de la disposition qui suit ;

« 2^o Les immeubles ou les meubles par nature assurés, s'il s'agit d'assurances contre les risques les concernant, et le lieu où s'est produit l'accident, s'il s'agit d'assurances contre les accidents de toute nature dont sont victimes les personnes ou les animaux, le tout lorsque l'instance est relative à la fixation et au règlement des indemnités dues. » Et la loi ajoutait que toute convention antérieure à la naissance du litige et contraire à la présente loi serait nulle de plein droit. La loi du 13 juillet 1930 qui régit actuellement le contrat d'assurances, a repris ces dispositions dans son article 3 qui ne peut être modifié par convention particulière. » Dans toutes les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités dues, le défendeur (assureur ou assuré) sera assigné devant le tribunal de domicile de l'assuré. Sauf en matière d'immeubles ou de meubles par nature, auquel cas le défendeur sera assigné devant le tribunal de la situation des objets assurés. Toutefois, s'il s'agit d'assurance contre les accidents... l'assuré pourra assigner l'assureur devant le tribunal du lieu où s'est produit le fait dommageable. » Mais ce n'est pour le demandeur qu'une simple faculté, analogue à celle qui est donnée à la victime d'un délit ou d'un quasi-délit par la loi du 26 novembre 1923.

Ces lois sont intervenues pour protéger les assurés contre les prétentions des compagnies d'assurances. Les assurés en effet, le plus souvent simples particuliers, ne sont pas en mesure de discuter les clauses des contrats

qu'ils passent. On leur présente un contrat, préparé à l'avance d'après une police-type, qu'ils n'ont qu'à signer et dont ils ne peuvent discuter les stipulations si draconiennes soient-elles. D'ailleurs, vu la longueur et le nombre des clauses de ces polices, il est bien rare qu'un certain nombre de leurs mentions n'échappent pas à la lecture rapide d'un contractant peu au courant des choses juridiques. La police d'assurance est le type même des contrats d'adhésion, contrats où l'autonomie de la volonté et l'égalité entre contractants n'existent que pour mémoire. En matière de compétence particulièrement, les compagnies d'assurance avaient pris l'habitude d'insérer dans leurs polices une clause devenue de style par laquelle elles attribuaient pour tout litige compétence au tribunal de leur siège social. Depuis 1902 elles ne peuvent plus le faire et leur liberté est limitée, mais seulement remarquons-le en ce qui concerne les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités dues; la loi du 13 juillet 1930, pas plus que celle du 2 janvier 1902 ne concerne les procès relatifs au paiement et au versement des primes, qui pourront faire l'objet d'une clause attributive de juridiction.

Il ne s'agit là par ailleurs que de dispositions relatives aux assurances terrestres. Les assurances maritimes sont régies par le Code de commerce et surtout par la volonté des contractants exprimée sous forme de contrats-types. Ces polices renferment le plus souvent une clause attributive de compétence au Tribunal de commerce du siège social de la Compagnie. Toutefois la police française sur facultés arrêtée en 1919 donne à l'assuré le droit de choisir entre ce tribunal et celui du lieu où la police a été souscrite et où il a déclaré faire élection de domicile. La liberté

des parties est donc la règle en matière maritime. Les compagnies peuvent même, selon l'article 332 du Code de commerce, insérer dans la police une clause compromissoire, en vertu de laquelle les contestations auxquelles le contrat pourra donner lieu seront soumises à des arbitres.

En dehors du domaine maritime, le caractère d'ordre public attribué à l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930 est absolu et s'impose même aux tiers. Il fait obstacle notamment, selon une décision de la Cour de Paris du 17 juillet 1934¹, à ce que le demandeur en indemnité, agissant à la fois contre l'assuré et l'assureur, choisisse le tribunal du siège social de ce dernier. Car cet article, comme la loi du 2 janvier 1902 qu'il a remplacée, a entendu attribuer sans distinction, non seulement pour les litiges pouvant s'élever entre les signataires de la police mais pour ceux naissant entre le tiers lésé d'une part, l'assureur et l'assuré d'autre part, compétence exclusive au tribunal, soit du domicile de l'assuré, de quelque espèce d'assurance qu'il s'agisse, soit du lieu où est survenu le fait dommageable, quant aux assurances contre les accidents de toute nature.

Dans le même sens se présente la décision de la Cour de Paris du 26 novembre 1934 (*Gaz. Pal.*, 1934-2-1030) : le tribunal qui n'est ni celui de l'auteur de l'accident ni celui du lieu où le fait dommageable s'est produit mais seulement celui du domicile de l'assureur assigné en même temps que l'assuré en paiement de dommages-intérêts est incompétent *ratione personæ vel loci* pour connaître de cette demande.

Sont également de la compétence du tribunal du domicile de l'assuré les instances relatives aux incidents pouvant

1. *Gaz. Trib.* du 13 décembre 1934. *Rev. d'assur. terr.*, 1934-1046.

naître au cours du procès¹. C'est à bon droit qu'au cours d'une expertise amiable poursuivie contradictoirement entre l'assureur et l'assuré, le tiers expert est nommé en référé par le président du Tribunal de commerce du domicile de l'assuré et cela bien que la police d'assurance attribue compétence exclusive à cet effet au président du Tribunal civil de l'assureur. Car en effet, le recours au président par la procédure de référé pour faire désigner en cas de désaccord un tiers expert étant prévue obligatoirement par la police et cette procédure tendant d'après la police à faire déterminer les conséquences de l'accident telles qu'elles étaient prévues par ladite police, l'arrêt en a déduit à bon droit que la procédure de référé, ayant pour objet de fournir les éléments de la fixation des indemnités et de leur règlement, était une instance en justice soumise aux dispositions de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930.

Enfin la Cour de Paris a rendu le 22 février 1936 (*Gaz. Pal.*, 1936-1-816) une décision très importante : « Considérant que l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930 en ce qui concerne les contrats d'assurance contre les accidents attribue compétence exclusive au tribunal du domicile de l'assuré ou au tribunal du lieu de l'accident pour la fixation et le règlement des indemnités dues par l'assuré ou son assureur ; qu'aux termes de la jurisprudence de la Cour de cassation cette disposition très précise ne règle pas seulement les rapports entre assureurs et assurés, mais s'impose à tous et notamment à la victime de l'accident qui ne peut se prévaloir de son action directe contre un assureur pour saisir le tribunal du domicile de ce

1. Cass. Req., 17 juillet 1935. S., 1935-1-303. *Rev. assur. terr.*, 1935-1056.

dernier, pas plus que de l'option ouverte au demandeur par l'article 59 du Code de procédure civile au cas de pluralité de défendeurs ; que les motifs qui ont déterminé le législateur et la jurisprudence à imposer la compétence exclusive du tribunal du domicile de l'assuré dans le cas où l'assureur et l'assuré sont défendeurs, subsistent après le décès de l'assuré alors surtout qu'il n'est pas établi que ses héritiers ont procédé au partage de la succession ni même qu'ils l'aient accepté définitivement. »

Dans cette affaire la victime d'un accident avait assigné les héritiers de l'assuré devant le tribunal du domicile d'un des héritiers et du siège social de la Compagnie d'assurance en invoquant les termes de l'article 59 du Code de procédure relatifs au cas de pluralité de défendeurs. La Cour de Paris est, on le voit, revenue à l'application stricte de la loi du 13 juillet 1930. Le tribunal du domicile de l'assureur, alors qu'il n'est ni celui du domicile de l'assuré ni celui du lieu de l'accident, est incompétent pour connaître de l'action de la victime, dirigée à la fois contre l'auteur de l'accident, assuré, et contre l'assureur. Et l'article 59 qui permet en cas de pluralité de défendeurs de les assigner devant le tribunal de l'un d'eux est inapplicable à cette situation. En droit commun, remarquons-le au cas de pluralité de défendeurs héritiers de l'assuré, le tribunal compétent est celui de l'ouverture de la succession si l'action du créancier est intentée avant le partage. Nous verrons plus loin si des dérogations sont admises à cette disposition. Mais ici, toute dérogation est impossible quand l'assureur est en cause, et cela à cause de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930.

Cette solution est de jurisprudence constante et avant l'arrêt du 22 février 1936, la Cour de Paris s'était déjà

prononcée dans le même sens¹. Car il n'est pas douteux en effet, que la victime de l'accident est fondée, par application de l'article 53 de la loi du 13 juillet 1930, à agir directement contre l'assureur et à le mettre en cause simultanément avec l'assuré à l'effet de déterminer contradictoirement avec lui, après attribution préalable de la responsabilité à l'auteur de cet événement, l'existence et le montant de la dette de celui-ci, et en même temps le quantum de l'indemnité que l'assureur sera tenu de lui payer. Mais bien qu'il y ait en cause deux défendeurs, la victime qui met en œuvre le droit propre lui appartenant ne saurait bénéficier de l'option que confère à tout demandeur, en cas de pluralité de défendeurs l'article 59, alinéa 2 Code procédure civile modifié par la loi du 26 novembre 1923. Elle ne peut assigner à son choix l'auteur de l'accident, soit devant le juge du lieu où ce fait s'est produit, soit devant le tribunal du domicile de l'assureur : en effet, une telle option est subordonnée notamment à la condition que la question à juger soit la même pour tous les assignés et n'aboutisse pas à des résultats différents ; or, l'action du tiers lésé, bien qu'issue du même événement, à savoir l'accident, a été basée, lorsqu'il l'exerce contre l'auteur de ce fait illicite, sur les articles 1382 et suivants, et tend à la réparation intégrale du préjudice qu'il lui a causé. Cette action en responsabilité a donc une origine délictuelle ou quasi délictuelle. Au contraire, l'action directe contre l'assureur qui n'a commis, vis-à-vis de lui aucun délit, sanctionne une créance d'indemnité ; et si cette action a la loi pour fondement, elle a pour objet essentiel le capital assuré et pour limites nécessaires les clauses de la police, c'est-à-dire l'interprétation du contrat

1. Paris, 17 juillet 1934. *Rev. assur. terr.*, 1934-1046.

d'assurance. Et le caractère d'ordre public attribué à l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930 fait obstacle à ce que le demandeur en indemnité choisisse tout autre tribunal que celui du domicile de l'assuré.

La règle de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930 s'applique même au cas où l'existence et le montant de la créance de réparation ayant été préalablement fixés dans les rapports de l'assuré et de la victime de l'accident, celle-ci agit directement contre l'assureur en règlement de l'indemnité ; il lui appartient donc au même titre que l'assuré de porter son action directe soit devant le tribunal du domicile de l'assuré, soit devant le tribunal du lieu de l'accident¹.

SECTION II. — Autres interdictions.

Nous venons de voir quelles sont les règles établies par la loi en matière d'assurance. Mais il existe encore d'autres cas où les dispositions relatives à la compétence territoriale ont par exception un caractère impératif. Ainsi, la loi du 8 juin 1907 sur les ventes d'engrais et de nourriture de bestiaux, a été édictée en vue de protéger les cultivateurs contre les marchands qui prétendraient les assigner devant leur propre tribunal. Cette loi est d'ailleurs tout en faveur des cultivateurs, puisqu'elle leur donne la possibilité d'intenter contre leur vendeur une action en rescision pour cause de lésion. Elle dispose en effet dans son article premier que « la lésion de plus d'un quart dans l'achat des engrais... et des substances destinées à l'alimentation des animaux de la ferme donne à l'acheteur une action en réduction du prix et en dommages-inté-

1. V. en ce sens Cass. civ., 8 mai 1735 (Elev. ass. terr., 1935-709.

rêts ». C'est là une disposition exceptionnelle, qui déroge aux principes du Code civil, lequel n'admet pas en matière de vente, exception faite pour les ventes d'immeubles, la rescision pour cause de lésion. La loi du 8 juin 1907 complète cette protection dans son article 3 par les dispositions suivantes : « Nonobstant toute convention contraire qui sera nulle de plein droit, cette action est de la compétence du juge de paix du domicile de l'acheteur... » Dérogation légale par conséquent à l'article 7 du Code de procédure civile, mais dérogation indispensable dont l'absence rendrait illusoire la protection de la loi. Si en effet une clause attributive de juridiction au domicile du vendeur était permise, les marchands d'engrais ne manqueraient pas de l'insérer dans tous leurs contrats, et les cultivateurs seraient obligés de renoncer à leur action plutôt que de faire des frais de déplacement hors de proportion avec la réduction demandée. Tout récemment d'ailleurs, la loi du 16 mars 1937 a appliqué ces dispositions protectrices aux marchés portant sur les semences et plants de culture.

Il existe encore d'autres cas où le législateur a interdit les clauses d'attribution de compétence territoriale. Citons notamment les dispositions de la loi du 17 mars 1909 fixant la compétence en matière de vente de fonds de commerce. Cette loi a institué au profit du vendeur impayé le droit de faire ordonner la vente du fonds, et elle dispose dans son article 16 que « la demande sera portée devant le Tribunal de commerce dans le ressort duquel s'exploite le fonds... ». Un arrêt de la Chambre des requêtes du 24 mars 1936 (*Gaz. Pal.*, 1936-1-756) confirmant un arrêt de la Cour de Nancy déclare qu'« édictées dans l'intérêt des tiers, créanciers nantis ou non, ces dispositions ont un caractère impératif et il n'est pas permis aux parties d'y déroger

par leurs conventions ». Est donc sans portée une clause attributive de juridiction inscrite dans l'acte de vente.

On peut citer encore un autre cas où les règles de compétence territoriale sont d'ordre public : il s'agit de la compétence stipulée dans les tarifs de chemins de fer, et qui est obligatoire, qu'elle déroge ou non au droit commun. La Chambre civile de la Cour de cassation l'a rappelé dans un arrêt du 28 février 1928 (*Gaz. Pal.*, 1928-1-771) dans lequel elle a déclaré que les tarifs de chemins de fer dûment homologués sont d'ordre public, que leurs conditions, lors même qu'elles dérogent au droit commun, doivent être strictement appliquées pour et contre les Compagnies. Et celles-ci non seulement ont le droit de s'en prévaloir en tout état de cause, mais elles ne peuvent y renoncer ni y déroger par convention particulière. Nous voyons ici encore une dérogation à la liberté des particuliers qui est pourtant de principe en matière de compétence territoriale.

Il en est de même pour les règles de compétence fixées par la loi en matière d'accidents du travail, en raison du caractère d'ordre public de la loi du 9 avril 1898. Pour les frais et indemnités temporaires dus à l'accidenté, la juridiction compétente est la justice de paix du canton où l'accident s'est produit. Pour les rentes, la compétence revient au Tribunal civil dans l'arrondissement duquel a eu lieu le fait dommageable. Tout autre tribunal est d'une incompétence absolue. « Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit » déclare la loi dans son article 30. Cette dérogation à la règle *actor sequitur forum rei* s'explique par le fait que le tribunal du lieu de l'accident est le mieux placé pour s'entourer de tous les renseignements nécessaires à l'appréciation du débat.

Le législateur a donc été guidé par des considérations de bonne justice, en même temps que par l'intérêt bien compris de la victime. Un arrêt de la Chambre des requêtes du 31 décembre 1935 est venu confirmer ce principe. Il s'agissait de savoir si les règles de compétence édictées par la loi du 9 avril 1898 s'appliquent aux assurances contre les accidents du travail. L'arrêt de la Cour se prononce pour l'affirmative. Car l'article premier de la loi du 13 juillet 1930 déclare « qu'il n'est pas dérogé aux dispositions des lois et règlements relatifs aux assurances contractées par les chefs d'entreprises à raison de la responsabilité des accidents de travail survenus à leurs ouvriers et employés ». Et en matière d'accidents du travail, qu'il y ait ou non assurance, le tribunal du lieu de l'accident est compétent à l'exclusion de tout autre pour connaître de toutes les contestations entre les parties. Il est d'autre part constant que les règles de compétence de la loi du 9 avril 1898 régissent les contestations nées d'un accident du travail entre employeurs et assureurs au même titre qu'elles règlementent les contestations entre ouvriers et patrons. Cette loi a donc on le voit une portée très générale qui met les parties dans l'impossibilité d'éluder ses dispositions.

DEUXIÈME PARTIE

EFFETS DES CLAUSES D'ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE TERRITORIALE

CHAPITRE PREMIER

LES CLAUSES CONTRACTUELLES

Nous avons vu les parties insérer dans leur contrat, au moment où elles passent un acte ou concluent un marché, une clause par laquelle elles fixent le tribunal éventuellement appelé à connaître de leurs contestations. Il y a là une prorogation expresse de compétence. L'accord des volontés peut d'ailleurs aussi bien être tacite, pourvu que les faits dont il est argué démontrent clairement l'intention des parties. Et celle-ci peut résulter d'une stipulation quelconque insérée dans un contrat. Ainsi, la clause d'adoption des usages de la fabrique insérée dans un contrat de vente implique, dans la coutume commerciale, élection de domicile au tribunal du lieu dans lequel cette fabrique se trouve (Cass. Req., 8 février 1899. D. P., 1900-1-469).

Il a même été jugé qu'en commandant à un fournisseur établi dans le lieu où ils doivent être utilisés des matériaux de construction, un acheteur attribue tacitement compétence au tribunal de ce lieu pour statuer sur les difficultés du contrat. C'est là une interprétation peut-être contes-

table de la volonté des parties. Car le fait de commander des marchandises dans le lieu où elles doivent être livrées ne signifie pas forcément que l'on adopte le tribunal du lieu de la livraison. On peut néanmoins justifier cette décision par une référence aux usages commerciaux où il est de coutume dans les négociations de fixer expressément ou tacitement le tribunal auquel on entend se référer.

SECTION I. — Effets de l'accord des parties.

Que la prorogation résulte d'une clause expresse ou d'un accord tacite, il convient maintenant d'en examiner les effets *inter partes* afin de savoir jusqu'à quel point elle s'impose à ceux qui l'ont conclue.

Remarquons auparavant que, bien que portant sur la procédure, elle n'en a pas moins le caractère d'une convention privée, soumise par conséquent à la règle générale exprimée par l'article 1165 du Code civil : « Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ; elles ne nuisent point aux tiers... » Une clause attributive de compétence est comme toute autre convention *res inter alios acta* ; elle ne crée de droits qu'au profit et au détriment des parties contractantes ou de leurs ayants-cause.

Ce principe trouve une application toute naturelle au cas de pluralité de défendeurs : Nous avons vu que le demandeur doit assigner « s'il y a plusieurs défendeurs devant le tribunal du domicile de l'un d'eux au choix du demandeur ». Si donc, antérieurement au procès, ce dernier a convenu avec l'un des défendeurs que tout litige survenant entre eux serait porté devant le tribunal du demandeur, cette convention n'est en aucune façon oppo-

sable aux autres défendeurs et le demandeur est obligé en ce qui les concerne d'en revenir aux termes de l'article 59, alinéa 2. C'est ainsi encore que la clause des statuts d'une société suivant laquelle les actions dirigées par les actionnaires contre la société doivent être portées devant le tribunal fixé aux statuts, et qui n'est pas celui où la société a son siège social, n'oblige que les actionnaires. Elle n'est pas opposable aux créanciers sociaux qui ne peuvent être liés par une convention à laquelle ils sont restés étrangers. Cette solution est normale, elle résulte des principes généraux de notre droit des obligations.

Revenons alors à l'étude des effets que peut produire entre les parties une clause d'attribution de compétence territoriale. C'est un grand principe de notre droit des obligations, formulé par l'article 1134 du Code civil, que « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour les causes que la loi autorise.

Elles doivent être exécutées de bonne foi ». La clause prorogeant conventionnellement la compétence d'un tribunal est par définition une convention soumise à cette règle. Qu'elle soit comprise dans un contrat de vente ou de louage, qu'elle fasse l'objet d'une convention distincte, elle n'en forme pas moins la loi des parties. Notre droit a toujours donné la plus grande importance à la volonté autonome des contractants, admettant qu'un homme ne s'oblige que par un acte de volonté propre et librement réfléchi, qu'il se fixe à lui-même sa propre loi, parce qu'il le juge avantageux pour lui. Actuellement il est vrai, la doctrine et la jurisprudence cherchent de plus en plus

à limiter, au moyen de constructions juridiques ou de circonstances de faits, les conséquences parfois désastreuses de cette liberté chère aux rédacteurs du Code. En dehors de ces cas, il est naturel qu'un individu respecte les engagements qu'il a conclus et qu'il ne puisse pas, par sa seule volonté, en faire cesser les effets. Mais naturellement, les parties peuvent se mettre d'accord pour supprimer une clause dont ils jugent l'application inopportune.

Il est donc entendu que pour avoir force obligatoire *inter partes* toute clause doit être acceptée par celui à qui on l'oppose. Mais comment les parties vont-elles exprimer leur acceptation ? En général, lorsque deux individus arrêtent les termes d'un contrat, ils expriment l'accord de leurs volontés en apposant leur signature au bas de l'acte. Et il est indiscutable que c'est par la signature des parties que les clauses acquièrent leur plus grande force obligatoire. Puisque les contractants ont signé un acte, on ne peut nier qu'ils aient eu la volonté de conclure. Les conventions légalement formées sont obligatoires et c'est ainsi que la signature apposée au bas d'une police d'assurance implique de la part des contractants acceptation de toutes les clauses imprimées ou manuscrites qui y figurent¹. Normalement, la signature d'un acte est placée à la fin et porte ainsi approbation de ce qui précède. Toutefois il a été jugé qu'une signature marginale, au cas où l'acte entier n'avait pu tenir dans la hauteur, était valable comme impliquant approbation de l'acte entier (Riom, 19 mars 1894 ; D. P. 1895-2-340).

Un arrêt de la Cour d'Alger en date du 29 avril 1925 déclare même que la signature du connaissance par

1. Cass., 14 fév. 1921 ; S., 1922-1-102.

le chargeur lors de l'embarquement engage le destinataire sans que celui-ci puisse se prévaloir du fait que la signature se trouve apposée au milieu du connaissement et au-dessus de la clause attributive de juridiction en litige, pour soutenir que le chargeur n'a pas connu cette clause et ne l'a pas acceptée. Cette interprétation extensive est d'ailleurs contestable et peut donner lieu à bien des fraudes. Aussi ne convient-il pas de la généraliser. Mais dans les autres cas, la signature emporte acceptation du contrat et de toutes les clauses qu'il contient. Il est évident que la signature doit être écrite en entier de la main du contractant et que ses initiales ne suffiraient pas. Toutefois, lorsque dans un contrat imprimé ou manuscrit il est nécessaire d'ajouter des clauses marginales sous forme de renvoi, les parties ne signent en général ces clauses que par leurs initiales.

Il peut arriver que dans les contrats à plusieurs exemplaires, la signature d'une des parties ait été omise sur l'un des actes. Pour que le contrat soit alors opposable à celle-ci il faut que sa signature se trouve sur les exemplaires que possèdent ses adversaires. La question n'est pas uniquement théorique, elle s'est présentée notamment dans le commerce maritime. En principe, suivant l'article 282 du Code de commerce chaque exemplaire du connaissement doit être signé du capitaine et du chargeur. Mais assez souvent la signature du chargeur ne se trouve que sur l'exemplaire du capitaine, et n'existe pas dans ceux qui sont remis au chargeur et au destinataire des marchandises. Ces derniers peuvent néanmoins avec l'exemplaire qui porte la signature du capitaine faire la preuve du chargement à l'égard de celui-ci et à l'égard des assureurs (Rouen, 26 avril 1882 ; D. P., 1884-1-418). Mais il

peut arriver que la signature du chargeur ne se trouve pas sur l'exemplaire du capitaine. Quelle est alors la force probante du connaissement et quelle est la valeur des clauses qu'il contient ? Généralement, cette omission n'est invoquée contre le frèteur qu'après l'arrivée des marchandises à destination ; mais alors le fait qu'il y a eu transport, donc affrètement, ne peut être contesté, et le fret porté au connaissement doit être payé. Toutefois selon une décision de la Cour de cassation en date du 20 mai 1912 (D. P., 1912-1-459) si le connaissement renferme des clauses dérogatoires au droit commun et spécialement des clauses attributives de juridiction, ces clauses ne peuvent être opposées au chargeur car il n'est nullement prouvé qu'il y ait donné son adhésion. Encore moins peuvent-elles être opposées au destinataire.

En résumé la clause d'attribution de compétence est obligatoire *inter partes* en vertu des principes traditionnels de notre droit, et il appartient aux tribunaux de sanctionner cette obligation.

Ceci s'applique en particulier au cas où la clause a été stipulée dans l'intérêt des deux plaideurs. Mais il peut arriver, et il arrive le plus souvent que la clause n'ait d'utilité que pour l'une des parties qui l'a imposée à son co-contractant. Dans ce cas, celui en faveur duquel la clause a été insérée peut-il y renoncer librement, pour revenir à la compétence normale, ou doit-il obtenir auparavant le consentement de l'autre partie ? Cette dernière solution serait évidemment la plus juridique parce qu'elle est conforme au respect de la signature des parties. Le défendeur qui a consenti à la clause est en droit de l'exiger, et en ne s'y conformant pas le demandeur violerait la loi du contrat. Cependant, tel n'est pas l'avis de la jurispru-

dence¹ qui considère les clauses attributives de compétence comme obligatoires pour le demandeur, à moins qu'il ne les ait stipulées que dans son seul intérêt. Et le tribunal de Marseille décide le 16 février 1932 que le défendeur assigné devant le tribunal de son domicile, ne peut décliner la compétence de ce tribunal en invoquant une clause attributive de compétence stipulée par le demandeur dans son seul intérêt. Dans le même sens la Cour de Rabat a décidé par son arrêt du 17 mai 1935 (*Gaz. Tribunal, Maroc*, 27 juillet 1935) que la compétence conventionnelle attribuée à un tribunal désigné n'a pas un caractère impératif et que celui qui aurait intérêt à s'en prévaloir a le droit d'y renoncer pour revenir au droit commun en saisissant le tribunal du domicile du défendeur.

D'autre part, il est entendu que la clause attributive de juridiction ne s'applique qu'au marché pour lequel elle a été stipulée et ne vaut que pour les litiges qui y sont relatifs. Il est bien évident qu'elle ne peut avoir aucun effet quant à l'exécution d'un nouveau marché distinct et postérieur. C'est ainsi que l'indication d'un lieu de paiement attributif de juridiction contenue dans un marché ensuite résilié ne peut donner compétence au tribunal de ce lieu pour l'exécution d'un nouveau contrat substitué au premier et qui ne renferme pas la même indication (Paris, 24 mars 1902). Cet arrêt semble décider également que l'indication du tribunal compétent est sans effet si le marché est annulé. Pourtant si le contrat est annulé à raison de l'impossibilité où il est d'être exécuté en l'absence d'indications suffisantes sur les obligations qui en font l'objet, cette annulation ne s'oppose pas à ce que les

1. Cass. civ., 13 mai 1912 ; D. P., 1913-1-168.

juges retiennent, au point de vue de leur compétence la clause de cette convention relative au lieu de paiement.

SECTION II. — **Restriction à la force obligatoire des clauses.**

Les clauses rédigées bien souvent sans l'avis d'un juriste expérimenté, peuvent être exprimées en termes ambigus, obscurs et de portée douteuse, faisant mal ressortir la commune intention des parties. C'est alors au juge qu'il appartient d'en déterminer le sens exact, soit qu'il s'attache aux termes mêmes de la stipulation, soit que, négligeant la lettre du contrat, il recherche avant tout la volonté réelle des contractants. Dans le premier cas, il est guidé par les articles du Code civil relatifs à l'interprétation des conventions. Tout d'abord une règle de bon sens, l'article 1157 énonce que : « Lorsque'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet, que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun. » Une autre règle, qui est en droit commercial d'une application particulièrement fréquente est celle de l'article 1159 : « Ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé. » Nous avons vu souvent en effet, qu'en droit commercial on supplée par l'usage à la volonté non exprimée des particuliers. D'autre part, l'article 1162 reçoit dans les cas qui nous occupent une application fréquente. « Dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation. » Par conséquent, lorsqu'une clause attributive de juridiction est douteuse, elle doit s'interpréter en faveur de la loi de droit commun et non pas en faveur des

dérogations susceptibles de soustraire l'assigné à ses juges naturels (Comm. Cambrai, 16 avril 1912 ; S., 1914-2-49). La clause s'interprète contre celui dont elle est l'œuvre est en faveur du défendeur qui aurait dû la subir.

Mais surtout, l'article 1156 a ici une importance particulière qui a abouti en jurisprudence à des conséquences remarquables « On doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes. » Par application de cet article, la jurisprudence a pu restreindre lorsqu'elle l'a jugé utile, la force obligatoire des clauses d'attribution de compétence territoriale. Dans l'appréciation de la validité de ces clauses, la recherche de l'intention des parties joue le plus grand rôle.

La Cour de cassation par un arrêt de la Chambre des requêtes du 23 octobre 1934 déclare expressément (*Gaz. Pal.*, 1934-2-836) qu'il appartient aux juges du fond d'apprécier leur compétence par une interprétation de l'intention des parties qui ne dénature ni les termes ni le sens des clauses de l'acte.

La même décision déclare encore que les juges du fond apprécient souverainement leur compétence *ratione loci* lorsque celle-ci est déterminée par des dispositions contradictoires ou obscures, car il s'agit alors de rechercher quelle a été l'intention des parties et le contrôle de la Cour de cassation ne s'exerce que dans la mesure où il y a eu dénaturation des termes ou du sens des clauses litigieuses. Dans l'espèce, l'adjudicataire d'un fond de commerce avait pris à sa charge l'exécution des contrats de fournitures passés antérieurement. Un litige étant survenu entre l'adjudicataire et un fournisseur, celui-ci avait assigné le premier devant le tribunal auquel le marché avait

attribué compétence ; l'adjudicataire lui opposait la clause attributive de compétence inscrite dans le cahier des charges de l'adjudication. Les juges ont décidé que l'adjudicataire ayant pris en charge le marché était soumis à la clause comme aux autres stipulations du contrat, et ne pouvait invoquer la clause du cahier des charges auquel le fournisseur n'avait pas été partie et qui n'avait pu avoir pour effet de modifier la clause spéciale du marché.

La recherche de l'intention des parties aboutit à une justice plus équitable parce qu'elle permet d'éviter des erreurs dans l'exécution des contrats. Elle est en outre un moyen pour les juges de restreindre la force obligatoire des clauses et de protéger l'un des plaideurs contre la volonté toute puissante de son adversaire. Il existe en effet des contrats où la liberté de contracter n'est que théorique pour l'une des parties, qui est obligée de subir les conditions de l'autre sous peine de ne pas conclure. Nous savons que les compagnies d'assurance notamment, avaient pris l'habitude d'insérer dans leurs polices une clause attribuant juridiction au tribunal de leur siège social, ce qui obligeait l'assuré à plaider parfois fort loin de son propre domicile, et cela, même s'il était défendeur. Force lui était en effet d'accepter les conditions que la compagnie lui imposait, s'il voulait contracter une assurance. Depuis la loi du 2 janvier 1902 de telles clauses sont interdites aux compagnies d'assurance et la loi du 13 juillet 1930 a donné compétence dans tous les cas au tribunal du domicile de l'assuré.

Mais le législateur n'est pas encore intervenu pour régler tous les contrats d'adhésion, et dans bien des cas ceux-ci sont encore des sources d'abus. Que peut faire un individu isolé, parfois sans ressources, en face d'une société bras-

sant des capitaux énormes? Les conditions de la vie économique moderne, le machinisme qui a bouleversé la production, ont rendu nécessaire la constitution de ces sociétés toutes-puissantes. Réagissant devant le danger, les individus se sont parfois unis pour être plus forts et discuter les prétentions de leurs adversaires. C'est ainsi qu'en matière d'assurances maritimes, les propriétaires de navires se sont groupés et ont arrêté, d'accord avec les assureurs, une police-type dite police d'assurance sur corps de navire. Les syndicats groupant les négociants qui chargent des marchandises sur les bateaux ont fait de même, et il existe une police-type d'assurance sur facultés. Ces groupements ont abouti après bien des discussions à la rédaction de contrats immuables qui servent de base aux négociations des particuliers. Mais ce sont là des cas privilégiés et les intéressés n'ont pas toujours la possibilité de se réunir pour faire entendre leurs doléances et poser leurs conditions. Bien souvent, ils sont obligés pour contracter de subir des clauses absolument exorbitantes. Peut-on dire alors que la liberté de contracter, nécessaire aux relations économiques, a été pleinement respectée? Sans doute, le signataire était libre théoriquement de ne pas conclure une convention dont les clauses ne le satisfaisaient pas. Mais en réalité pouvait-il le faire si son abstention eût abouti à le priver de logement ou de travail? Ne peut-il soutenir alors que son consentement a été vicié par une violence morale et faire écarter une clause qu'il n'aurait jamais acceptée s'il avait pu la discuter? Un arrêt du Tribunal civil d'Épinal du 11 mars 1936 (*Gaz. Pal.*, 1936-2-51) résume avec netteté l'attitude de la jurisprudence à l'égard des contrats d'adhésion: « Attendu que la doctrine et la jurisprudence reconnaissent en principe la validité des clauses d'attri-

bution de compétence, mais que l'on a depuis longtemps dénoncé les abus auxquels ces clauses donnaient lieu, notamment dans les contrats où la condition des parties est tellement inégale que l'une d'elles est en mesure d'imposer ses prétentions à l'autre ; que le législateur a dû intervenir à plusieurs reprises pour mettre un frein à ces abus qui se manifestaient d'ordinaire quand l'un des contractants était une société, l'autre n'étant qu'un particulier, et sous la forme de clause imprimée... ;

«... que l'on peut relever dans la jurisprudence une tendance à restreindre la validité de ces clauses imprimées qui ne sont pas d'ordinaire le résultat d'une véritable entente entre les parties et qui ne sont pas effectivement délibérées... ».

Cette tendance est d'ailleurs de plus en plus nette et bien souvent au cours des années précédentes les tribunaux sont intervenus pour sauvegarder la liberté des individus traitant avec une société. Parfois cependant ils ont jugé leur protection inutile. La Cour de cassation s'est prononcée en ce sens dans un arrêt du 11 février 1908 (D. P., 1908-1-214). Il s'agissait dans cette espèce du conflit entre un voyageur et une compagnie de navigation. Les billets de transport des passagers portaient que le seul tribunal compétent en cas de litige serait le Tribunal de commerce du siège social de la compagnie de navigation. Il s'agit bien là d'un contrat d'adhésion dont les conditions ne sont pas débattues entre les parties mais arrêtées d'avance dans un règlement de la compagnie de transport, règlement auquel les voyageurs doivent se soumettre. On leur remet d'ailleurs en même temps que leur billet, un livret qui énonce les conditions de la compagnie. La Cour suprême a décidé qu'en recevant son billet le passager en

accepte les clauses sans restrictions, et ne pourrait prétendre ensuite qu'il les a ignorées. Il n'en serait autrement que si le billet lui était remis seulement en cours de route, c'est-à-dire à un moment postérieur à la formation du contrat.

Cette décision se justifie par le fait qu'il s'agit d'une compagnie de transport, qui arrête ses conditions de fonctionnement à l'avance et en général d'accord avec les autorités. Ses clauses s'imposent à tous les passagers quels qu'ils soient et on conçoit aisément qu'une telle société ne puisse débattre avec chaque voyageur, les stipulations accessoires du voyage. Puisque l'acceptation du billet vaut acceptation du prix et des règlements intérieurs, pourquoi n'en serait-il pas de même pour les clauses attributives de juridiction du moment qu'elles sont rédigées de manière suffisamment explicite ? C'est pourquoi dans ce cas les tribunaux n'acceptent pas les revendications des voyageurs.

Les juges se sont préoccupés davantage d'un contrat d'adhésion aux conséquences particulièrement graves, le contrat de travail conclu entre un individu isolé et une grande société. L'employé ou l'ouvrier obligé de travailler pour vivre se trouve en face d'un patron possédant des capitaux et une main-d'œuvre suffisante pour se passer de lui. Aussi, l'ouvrier est-il obligé d'accepter toutes les conditions de l'employeur et celui-ci insère souvent dans le contrat une clause portant que tout litige pouvant survenir sera réglé par le tribunal du domicile de l'employeur ou du siège social de la société. Obligé d'accepter cette clause sous peine de rester sans travail, l'ouvrier peut-il soutenir que son consentement a été vicié par la violence et réclamer l'annulation de la clause léonine ? Malgré l'opinion favorable de quelques tribunaux, la Cour de cas-

sation a refusé d'entrer dans cette voie. Et il est certain que les ouvriers travaillant en France n'ont plus guère à craindre la pression des employeurs. Ils ont pour les défendre une organisation syndicale assez puissante pour tenir tête aux patrons et parfois même, par un renversement des rôles, leur dicter ses volontés. Nous savons que les conventions collectives règlent à l'avance les conditions du travail et qu'il n'est pas permis aux individus d'y déroger. D'ailleurs si les groupements ne peuvent s'entendre, la grève, et même la grève sur le tas, est pour les travailleurs un moyen d'action efficace. Tous ces mouvements collectifs rendent inutile l'intervention des tribunaux pour la protection des individus.

Mais il n'en est plus de même pour les ouvriers français travaillant hors du continent au profit de sociétés coloniales. Ces entreprises ont toutes leur siège social à Paris ou dans une grande ville française et elles insèrent presque toujours dans leur contrat de travail une clause attribuant juridiction aux tribunaux du siège social. Or, les employés coloniaux ne sont que rarement protégés par les organisations collectives, qui bornent en général leur effet au territoire de la France continentale. Ils doivent alors se soumettre et accepter des clauses qui leur sont préjudiciables. Cependant, la Cour de cassation s'est prononcée à plusieurs reprises pour la validité de ces clauses.

Un arrêt de la Chambre civile du 27 juillet 1931 (*Gaz. Pal.*, 1931-2-782) déclare « qu'en principe et sauf exceptions prévues par des lois spéciales la clause par laquelle les parties déclarent soumettre à un tribunal qu'elles désignent les contestations de leurs engagements est licite, encore que ce tribunal ne soit pas le juge naturel des parties à raison du domicile du défendeur ». Malgré cela,

la Cour de Brazzaville avait refusé de donner effet à une clause claire et précise que l'ouvrier ne pouvait ignorer, et rejeté l'exception d'incompétence régulièrement opposée à une demande en dommages-intérêts pour indû licenciement porté devant cette juridiction, « pour le motif que le consentement de l'employé avait été vicié par une violence morale résultant de ce que son refus d'accepter cette clause l'aurait privé d'une situation dont il avait un besoin impérieux pour assurer son existence ; que cette clause avait dès lors un caractère léonin et contraire à l'ordre public ». Mais la Cour de cassation a répondu qu'il ne ressortait pas des constatations de l'arrêt attaqué que la clause litigieuse ait été particulièrement imposée à l'employé, ni qu'aucune menace lui ait été faite par la compagnie ; de sorte qu'aucune contrainte morale autre que la crainte personnelle de ne pas obtenir la situation proposée, et dont il ne pouvait rendre la compagnie responsable, ne paraît avoir pu déterminer son consentement. Il n'est pas douteux en effet qu'on ne saurait considérer comme une violence même morale, l'appréhension de voir échouer des pourparlers si l'adversaire n'accepte pas intégralement les propositions qui lui sont faites. C'est le droit le plus absolu pour l'une des parties de ne pas conclure si l'autre ne veut pas accepter ses offres telles qu'elle les a formulées.

Une autre décision de la Chambre civile de la Cour de cassation datée du 10 février 1932 (*Gaz. Pal.*, 1932-1-796) est tout aussi explicite « attendu, dit cet arrêt, qu'aux termes de l'article 80, livre IV du Code de travail les différends entre employés et patrons peuvent être portés par les demandeurs devant les tribunaux ordinaires lorsque le chiffre de la demande est supérieur à 2.000 francs ; il est loisible aux parties de fixer en contractant le tribunal

compétent ». Dans l'espèce le contrat de travail portait la clause suivante : « Pour toute difficulté pouvant résulter de l'exécution du présent contrat, il est fait attribution expresse de juridiction au Tribunal de commerce de Bordeaux. » L'employé sans tenir compte de cette clause avait saisi, selon les termes de l'article 59, alinéa 5 du Code de procédure, le Tribunal de Douala qui s'était déclaré compétent. La Cour de cassation a cassé le jugement et fait respecter les termes de la clause.

Il est certain que juridiquement, la validité de la clause est indiscutable, et que les décisions précédentes ne peuvent encourir aucune critique. Mais la vérité juridique n'est pas toujours dans la réalité des faits la plus conforme à la justice. Et c'est pourquoi on s'est demandé si le législateur ne devrait pas intervenir pour protéger les travailleurs coloniaux, comme il est intervenu en faveur des individus lésés par les compagnies d'assurances. La société d'Études Législatives a étudié longuement cette question et elle a conclu pour la non-nécessité d'une intervention législative ¹.

Il convient d'abord de rechercher dans quels cas la clause attributive de juridiction peut jouer et si elle constitue une aliénation suffisante de la liberté de l'employé pour pouvoir être annulée. Si l'employé est demandeur il devra saisir en droit commun le tribunal du domicile du défendeur, c'est-à-dire le tribunal du siège social de la Société. Dans ce cas, la clause ne déroge en rien aux règles de procédure. Toutefois d'autres tribunaux peuvent être territorialement compétents pour connaître de la demande de l'employé. Tout d'abord, selon l'interprétation jurisprudentielle de l'article 59, alinéa 5 du Code de procédure

1. Cf. S. E. L., 1933-1934, 1^{re} partie, p. 144 et s. Rapport de M. Solus.

civile, une société peut être assignée devant les tribunaux dans l'arrondissement desquels elle possède des agences, des succursales ou des gares principales s'il s'agit d'une compagnie de chemins de fer. D'autre part, l'article 420 du Code de commerce donne au demandeur une option entre le tribunal du domicile du défendeur, celui du lieu de la promesse et de la livraison, et celui du lieu de paiement. Enfin, nous savons que la loi du 6 avril 1932 relative aux contestations nées à propos de travaux, louage d'ouvrage ou d'industrie, permet de saisir le tribunal du lieu d'exécution de la convention si l'une des parties y est domiciliée. Dans tous ces cas, les tribunaux coloniaux deviennent compétents, et la clause enlève à l'employé la possibilité de les saisir. Si par contre la société est demanderesse et l'employé défendeur, on voit tout de suite que la clause est une atteinte à la règle *actor sequitur forum rei* et qu'elle oblige le défendeur à aller plaider dans un lieu fort éloigné de sa résidence.

Le danger qui se présente alors est que la clause attributive de compétence devienne de style dans tous les contrats de travail des sociétés coloniales, pour le plus grand préjudice de ceux qu'elles emploient. Il est certain que sans être de style la clause est d'un emploi très fréquent. Il est vrai que certaines sociétés, celles notamment qui ont leur exploitation en Indochine, ont leur siège social dans la colonie exploitée. Mais elles ne forment qu'une minorité. Les Compagnies qui exploitent l'Afrique-Occidentale française ou l'Afrique-Équatoriale française ont toutes leur siège social dans la métropole, et pour celles-là la question reste entière. Parfois leurs clauses sont particulièrement dures car elles attribuent compétence aux tribunaux du siège social pour toutes les contestations pouvant s'élever

à l'occasion du contrat. D'autres, et c'est la majorité, sont moins impératives, et ne se réfèrent aux tribunaux métropolitains que pour certains différends qu'elles spécifient. Par exemple la clause ainsi conçue (communiquée par l'Union Coloniale à la Société d'Études Législatives) : « En matière de règlement de compte concernant les commissions qui, aux termes du présent contrat doivent être réglées au siège social, tout litige sera soumis au Tribunal de commerce de la Seine... les litiges survenant aux colonies seront soumis aux tribunaux coloniaux. »

De telles clauses ne sont pas sans présenter de très grands avantages pour les sociétés. Commodité pratique d'abord : les services contentieux de la société, ses dossiers sont réunis au siège social. Elle réalise donc en plaçant devant le tribunal de ce lieu une économie notable de temps et d'argent. De plus, cette clause lui permet de parer à un risque spécial aux sociétés coloniales : avant les ententes récentes destinées à limiter les abus du débauchage, l'ouvrier, équipé et transporté aux frais de la société qui l'embauchait, rompait le contrat dès qu'il était arrivé à destination, pour aller travailler chez un concurrent plus généreux. La clause était un moyen de retenir l'employé, obligé pour plaider de rentrer dans la métropole. Mais surtout, ce qui explique la fréquence actuelle des clauses d'attribution de compétence dans les contrats coloniaux, c'est que malgré d'incessants remaniements, l'organisation judiciaire de nos colonies est loin d'être parfaite. En A. O. F. et en A. E. F., notamment, les tribunaux sont composés d'une justice de paix et d'un Tribunal civil à juge unique. Il n'y a nulle part de conseils de prudhommes, sauf en Algérie et dans les très vieilles colonies. Souvent il n'y a pas de magistrat et la justice est rendue par un fonctionnaire des cadres adminis-

tratifs. Il n'y a pas non plus d'auxiliaires de la justice pour défendre les plaideurs. En résumé justice sommaire. C'est pourquoi l'attribution de compétence aux juridictions métropolitaines peut être interprétée comme une garantie de bonne justice recherchée par les contractants.

Mais si grands que soient les avantages de la clause pour les sociétés, ils ne doivent pas nous en faire oublier la contrepartie, c'est-à-dire le préjudice considérable qu'elle peut causer aux ouvriers et employés obligés d'accepter contre leur gré les conditions de leurs employeurs. En effet, pour une affaire d'importance peut-être minime ils seront obligés de faire le coûteux voyage de la colonie au continent. La plupart du temps ils préféreront renoncer à faire valoir leurs droits, et la justice ne leur sera point rendue. Parfois il est vrai, les sociétés doivent en vertu de règlements locaux, consigner entre les mains de la Compagnie de navigation une somme destinée à faire face au rapatriement de l'employé lorsque le contrat aura pris fin. Mais cette réglementation ne s'applique qu'au cas où le litige prend naissance par la rupture ou l'expiration du contrat. Pour les litiges nés de l'exécution de contrats en cours, par exemple au cas de non-paiement du salaire convenu, il n'y a pas en général de rapatriement payé, et l'employé, s'il veut plaider, est obligé de faire le voyage à ses frais. D'autre part, même en cas de rapatriement, l'ouvrier n'est ramené qu'à son point de départ. Un individu habitant Toulouse et qui a traité par correspondance avec une société parisienne est rapatrié à Toulouse. Il ne peut donc sans dérangement et frais supplémentaires plaider devant le Tribunal de la Seine. Dans ces différents cas, on ne peut nier que la clause ne soit une source de préjudice regrettable pour les employés.

En revanche, ils ont avantage à être jugés par les tribunaux de la métropole, puisqu'il n'y a pas aux colonies d'assistance judiciaire, ni de conseils de prudhommes. Ceci dans la mesure où la clause attributive de compétence n'écarte pas cette dernière juridiction en faveur des Tribunaux civils ou de commerce. Là encore l'employé est privé d'une garantie que lui donnait la loi, car dans bien des cas la juridiction prudhommale lui serait plus favorable qu'un Tribunal civil. Remarquons qu'il n'y a plus alors seulement dérogation à la compétence relative ou territoriale, mais bien à la compétence d'attribution qui, ici surtout, devait être d'ordre public.

Malgré ces inconvénients, la Société d'études législatives a décidé qu'une intervention du législateur pour réprimer certains abus n'était pas indispensable actuellement. D'ailleurs, il est à prévoir que bientôt les travailleurs coloniaux seront, eux aussi, soutenus par une action collective qui viendra ajouter aux dispositions générales du législateur une protection particulière et efficace.

CHAPITRE II

FIXATION UNILATÉRALE DE JURIDICTION

Nous n'avons envisagé jusqu'ici, que la fixation conventionnelle de juridiction résultant d'un accord des parties. Les clauses attributives de compétence se présentent fréquemment sous une autre forme. Notamment sous forme d'indication d'un lieu de paiement dans les lettres de négociation et surtout dans les factures. Ces clauses sont insérées généralement en petits caractères au bas ou en marge de la facture. Parfois elles sont manuscrites, mais en général les commerçants avisés font imprimer sur leur papier des clauses complètes et détaillées fixant les conditions du marché, dont elles constituent un véritable cahier des charges. Par exemple, la clause suivante imprimée sur une facture avant l'énoncé des sommes à payer : « Les marchandises ci-après payables dans Cousance. Les marchandises voyagent aux risques et périls des destinataires et la maison décline toute responsabilité pour avaries de route. Tout différend commercial sera porté devant le Tribunal de commerce de Lons-le-Saunier, seul compétent. » Voici encore une autre clause : « Les marchandises ci-dessus désignées sont payables à Paris. Elles voyagent aux risques et périls du destinataire ; les litiges qui pourront survenir devront être portés devant le Tribunal de la Seine. » Il y a donc ici fixation expresse du lieu

de paiement et attribution de compétence au tribunal de ce lieu.

Ainsi stipulées, les clauses s'adressent à tous ceux qui reçoivent les factures ou les lettres, et le fournisseur pourra, en cas de contestation les assigner devant le tribunal désigné. S'il est défendeur, il devra être poursuivi devant ce même tribunal, et ne sera pas obligé de comparaître devant un tribunal éloigné. Il y a donc là un avantage remarquable pour les commerçants ou industriels dont la clientèle est dispersée sur un rayon géographiquement étendu.

Quelle est alors la portée de ces stipulations, et à qui sont-elles opposables ? Une différence se présente à première vue entre les clauses ainsi rédigées et la fixation conventionnelle de juridiction, première forme étudiée des clauses d'attribution de compétence. En effet, alors que jusqu'ici l'attribution de compétence résultait d'une convention, d'un accord de volonté au moins tacite des parties, il n'y a plus dans le cas présent qu'une clause unilatérale, émanant d'un seul des contractants et que celui-ci prétend imposer à son adversaire.

Sous cette réserve, et de même qu'une stipulation conventionnelle, une telle clause ne peut être opposée qu'à ceux qui ont été partie au contrat. Par exemple, la clause d'une facture attribuant juridiction à un tribunal déterminé n'est pas applicable aux litiges nés entre le patron employeur et son représentant. Elle ne vaut qu'à l'égard des clients du fournisseur.

SECTION I. — Conditions de forme.

Ainsi rédigées, ces mentions ont pu échapper à l'attention de la partie adverse non prévenue, et on ne peut

opposer à un individu des clauses qu'il n'a pas connues. En cas de silence de sa part à la réception de la facture comment savoir s'il a pris connaissance de toutes les stipulations qu'elle contient ? Il a peut-être été absorbé par l'énoncé des sommes à payer au point de ne pas se douter que la facture contenait des mentions accessoires. Accorder dans tous les cas force obligatoire à ces clauses peut donner lieu à des abus qu'il n'est pas possible d'admettre. Cette préoccupation n'est d'ailleurs pas limitée aux clauses d'attribution de compétence. Un exemple significatif est celui des affiches que les hôteliers ont l'habitude de placarder dans leurs établissements. Elles contiennent toute une réglementation dont personne ne tente jamais de prendre connaissance. Aussi les tribunaux ont-ils bien souvent décidé que le simple affichage ne suffisait pas pour rendre ces clauses opposables aux voyageurs, car il n'était pas prouvé que ceux-ci les aient parcourues et encore moins acceptées.

Relativement aux clauses d'attribution de compétence, la jurisprudence est assez rigoureuse sur la manière dont elles ont été portées à la connaissance du co-contractant. Dans les contrats ou factures imprimés à l'avance, les clauses doivent être apparentes sous peine d'être sans valeur, et rédigées en termes clairs. Toutefois il y a là une question d'espèce et les tribunaux se montrent plus ou moins sévères suivant la profession du destinataire. En effet on ne saurait appliquer les mêmes règles à un commerçant expérimenté et à un individu qui n'a aucunement la pratique des affaires. La Cour de Paris a déclaré dans une décision du 22 mars 1934 (*Gaz. Pal.*, 1934-1-1003) que les dérogations à la compétence du tribunal du domicile du défendeur doivent être indiquées de façon nette et précise

dans le contrat litigieux. Est dès lors inopérante pour fixer la compétence du tribunal, la formule générale imprimée sur le papier de correspondance d'une banque qui soumet les opérations effectuées pour les clients aux clauses et conditions des règlements et décisions du syndicat des banquiers en valeurs au comptant. Il existe, en effet, tout un règlement précis et détaillé concernant les opérations traitées par l'intermédiaire des membres du syndicat des banquiers en valeurs près la Bourse de Paris. Et ce règlement comporte une clause (art. 45) suivant laquelle « Tous les paiements, toutes les livraisons doivent être effectuées de droit à Paris, au siège social de la maison de Banque ; attribution exclusive de juridiction est faite aux tribunaux compétents de la Seine pour toutes contestations concernant les opérations, comptes et règlements entre le banquier et son client par voie d'action principale ou incidente. » Le Règlement est porté à la connaissance du public par voie d'affiches et par des imprimés que chaque maison de banque est tenue de remettre à tout intéressé qui lui en fait la demande. Dans cette espèce le client qui avait traité avec une banque de Paris habitait la province. Il pouvait donc être présumé ne pas connaître les règlements du syndicat des banquiers en valeurs. Mais la solution aurait dû être différente si le client par sa profession et par la fréquence de ses opérations avait dû connaître les usages qui régissent à Paris les opérations sur les effets publics ; car alors, il eût été soumis à l'article 49 du Règlement, suivant lequel « l'application du présent Règlement aux contractants est la condition *sine qua non* des opérations. Elle résulte, à défaut même de tout écrit, de l'ordre donné et est constatée sur les lettres d'avis émanant de la maison de Banque ».

D'autre part, les tribunaux ont souvent décidé qu'une simple référence à une clause stipulée dans un acte ne suffit pas, mais que le destinataire doit avoir eu effectivement la clause sous les yeux et avoir été à même d'en prendre connaissance : « Si la jurisprudence admet que la réception sans protestation ni réserve d'une facture ou d'une lettre portant, dans une clause imprimée, une indication de lieu de paiement constitue une acceptation tacite et suffisante de cette clause, encore faut-il qu'il s'agisse d'une indication expresse de nature à mettre le réceptionnaire de la facture ou de la lettre à même de se prononcer immédiatement. Il serait excessif de faire produire le même effet à une simple référence, circulaire ou prospectus, que ledit réceptionnaire n'a ou n'a plus sous les yeux et que l'on ne peut lui imposer l'obligation de réclamer spécialement » (Tribunal de commerce de Marseille, 19 janvier 1912 : *Gaz. Pal.*, 1912-1-203). Ceci est conforme à l'opinion jurisprudentielle suivant laquelle (décision du Tribunal de commerce de Saint-Étienne du 13 avril 1933 : *Gaz. Pal.*, 1933-2-368) les clauses attributives de juridiction ne sont valables que s'il est démontré d'une façon non équivoque que ces clauses dérogatives ont bien été soumises au moment des pourparlers et de la formation du contrat à la partie contre laquelle le bénéfice en est invoqué. Est donc nulle toute clause ne répondant pas aux conditions exigées, avec raison, par la jurisprudence. *A fortiori* en est-il de même lorsque les faits démontrent l'intention chez l'auteur de la clause litigieuse de la dissimuler à son co-contractant.

Mais une fois les clauses portées à la connaissance du réceptionnaire comment son acceptation va-t-elle s'exprimer?

SECTION II. — Acceptation des clauses.

L'acceptation peut en premier lieu être expresse. L'acheteur au reçu de la facture ou dans une lettre postérieure, déclare expressément en accepter les termes.

Dans la pratique, les choses se passent rarement ainsi, parce que les relations commerciales n'exigent pas comme les contrats civils des stipulations formelles et précisées d'avance, sans lesquelles une partie serait dupée par l'autre. Les conventions commerciales sont fréquentes et rapides ; la plupart se font oralement, et les clauses écrites y sont suppléées par les usages commerciaux. Les clauses d'attribution de compétence sont si répandues en droit commercial que les acheteurs n'ont pas besoin de les accepter expressément. Elles font partie des conditions générales du marché et sauf réserve expresse, la conclusion du marché vaut acceptation tacite de ces clauses. Quand un commerçant accuse réception d'une facture, on considère qu'il en accepte toutes les stipulations dont il ne réclame pas la modification à son correspondant. Par conséquent il n'a pas besoin de se prononcer expressément sur les clauses attributives de compétence. Elles suivent le sort de toutes les stipulations manuscrites ou imprimées insérées dans la facture. Nous pouvons mentionner à ce sujet une décision intéressante, relative il est vrai aux clauses exonératives de responsabilité, mais qui peut s'appliquer tout aussi bien aux clauses d'attribution de compétence : l'acceptation par le voyageur d'un billet de passage renfermant une clause aux termes de laquelle « la Compagnie de transport ne répond pas des pertes ou dommages provenant de tempête, naufrage, échouement, baraterie et généralement de tous événements de mer »,

implique acceptation de la clause elle-même. Et cette clause étant licite et obligatoire, la compagnie n'est pas responsable si à la suite d'un naufrage dû à la faute du capitaine, des colis appartenant au voyageur ont été détruits.

Vainement le voyageur prétendrait que la clause d'exonération était inscrite non pas sur le billet de passage lui-même mais sur le livret qui renferme les conditions, horaires, tarifs, etc., du passage, alors que le billet contenait une référence formelle à un livret et que le livret est un document mis à la disposition du public, auquel le voyageur doit se reporter (D., 1908-1-214; Cass. Civ., 11 février 1908).

Il est donc indiscutable que « quand une clause n'est pas illicite, l'acceptation du billet sur lequel elle est inscrite implique, hors le cas de vol ou fraude, acceptation par le voyageur qui le reçoit de la clause elle-même ¹.

Il ne faut pas en conclure que les clauses soient dans tous les cas obligatoires. L'intéressé est libre de ne pas se lier en refusant son adhésion à la stipulation imprimée sur le papier. Il peut alors en accusant réception de la facture en rejeter expressément certains termes. C'est ainsi que le vendeur ne peut citer l'acheteur devant son propre domicile sous prétexte que l'acheteur aurait tacitement accepté, à défaut de protestation, la mention imprimée dans la correspondance du vendeur, suivant laquelle le lieu de paiement et de livraison est telle ville, si la correspondance postérieure proteste contre l'acceptation de cette juridiction et si la réalité des faits est contraire à cette clause. En effet, dans cette espèce, la livraison et les paiements devaient avoir lieu à Vichy et non à Paris comme le portait

1. Cass., 27 janvier 1913; D. P., 1913-1-249.

la clause litigieuse. L'acheteur avait donc le droit le plus absolu de protester contre une stipulation exorbitante ¹.

L'acheteur peut encore ne pas se lier par le refus des marchandises. La Cour de Montpellier par un arrêt du 14 janvier 1931 décide que la mention sur une facture que la marchandise est payable en un lieu déterminé n'entraîne pas la compétence du Tribunal de commerce de ce lieu par application de l'article 420 du Code de procédure civile, lorsque l'acheteur au reçu de la facture en a fait retour au vendeur en lui faisant connaître qu'il ne pouvait l'accepter à cause de la mauvaise qualité de la marchandise.

Mais le seul refus des marchandises serait sans portée si la facture n'avait fait l'objet d'aucune protestation ; notamment si l'envoi de la facture a précédé celle des marchandises d'un temps assez long et sans qu'il y ait eu aucune protestation, le refus des marchandises n'emporte pas refus de la clause (Rouen, 11 février 1843). En réalité il y a là une question d'espèce, et il faut avant tout rechercher si dans l'intention de l'acheteur le refus des marchandises équivaut à l'annulation du marché, ou s'il entend seulement protester contre les défauts de la livraison, tout en maintenant le contrat. Dans le premier cas, on ne saurait évidemment faire état des clauses d'un marché annulé.

L'acheteur peut encore protester contre les stipulations qui lui sont adressées en insérant dans son papier commercial une clause contenant désignation d'un lieu autre que celui qu'avait choisi le vendeur. Il se borne à accuser réception de la lettre ou de la facture sans préciser son attitude à l'égard des clauses qu'elle contient, et sa lettre confirmative contient elle-même une clause attributive

1. Cass. Req., 12 février 1906 (S., 1906-1-461).

de juridiction. La jurisprudence décide dans ce cas, que puisqu'aucun des deux commerçants n'accepte les propositions de l'autre, il n'y a aucune raison de donner plus d'autorité à la volonté de l'un qu'à celle de l'autre. Et aucune des deux clauses ne doit être appliquée. « Attendu, dit un arrêt de la Cour de Montpellier du 18 juin 1931, que les clauses attributives de compétence n'ont de véritable valeur que lorsqu'elles sont de façon expresse ou tacitement acceptées par le contractant. » Donc les clauses contradictoires s'annulent, car chacune d'elles peut être considérée comme une protestation contre l'autre.

Mais encore faut-il que les volontés soient concomitantes. Ainsi la clause attributive de compétence émanant du vendeur ne pourrait être neutralisée que si les bons de commande de l'acheteur comportaient une clause attributive différente ; mais cette neutralisation ne peut résulter de bons de commande de beaucoup postérieurs en date aux factures du vendeur ¹.

Il faut bien entendu qu'il s'agisse de deux clauses attributives de juridiction de même nature juridique. Le conflit entre une clause d'attribution de compétence et une clause compromissoire doit être résolu différemment, car une clause compromissoire n'est pas susceptible d'acceptation tacite. Elle doit, même en matière commerciale, résulter d'un accord de volontés expressément manifesté.

Ainsi doit produire effet la clause attribuant compétence inscrite sur les factures de l'une des parties et contre laquelle l'autre n'a pas protesté, bien que ce dernier ait porté sur sa lettre d'acceptation une clause compromissoire, si celle-ci a été écartée comme n'ayant pas été

1. Paris, 26 décembre 1935. *Gaz. Trib.*, 1936-1-28.

acceptée par son co-contractant ¹. Mais par contre, il ne suffirait pas (Colmar, 20 octobre 1934, déjà citée) de la simple transmission d'un imprimé, même lorsqu'il contient une clause de compétence exclusive du tribunal ou d'une juridiction arbitrale du domicile de l'acheteur. Car il ne saurait constituer une protestation suffisante ni faire ressortir assez clairement la volonté de l'acheteur de décliner la clause de compétence stipulée par le vendeur alors surtout que les clauses marginales de l'acheteur se rapportent non à ses achats mais aux ventes effectuées par lui.

SECTION III. — Difficultés résultant du silence du réceptionnaire.

Jusqu'ici nous avons vu le réceptionnaire, soit par une acceptation expresse, ou tacite, soit par un refus manifeste, exprimer nettement son attitude à l'égard des clauses insérées dans les papiers de l'expéditeur. Mais il arrive très souvent que le réceptionnaire au reçu de la facture ou de la lettre garde le silence. Il n'en accuse pas réception, il n'en contredit pas les termes. Que faut-il alors conclure de cette attitude? Peut-elle être considérée comme une adhésion tacite aux clauses, le réceptionnaire pensant qu'il est superflu d'en informer son correspondant? Ou bien faut-il penser, hypothèse qui n'est pas invraisemblable, qu'il n'a pas aperçu les clauses et que son silence n'est pas un signe d'acceptation mais plutôt d'ignorance? Devant de pareils faits, très fréquents en matière commerciale la jurisprudence a été souvent embarrassée, et les décisions contradictoires abondent.

Y a-t-il tout d'abord une distinction à faire entre les

1. Alger, 12 mai 1931. *Gaz. Pal.*, 1931-2-405.

clauses civiles et les clauses commerciales ? Nous savons déjà que les clauses d'attribution de compétence doivent en droit civil être l'objet d'un accord formel de volontés. C'est ce que confirme un jugement du Tribunal de la Seine du 31 janvier 1936 (*Gaz. Pal.*, 1936-1-748). Attendu, dit ce jugement « que si une clause de ce genre s'impose au destinataire qui n'a pas protesté en matière commerciale où certains engagements tacites peuvent être admis, il n'en est plus de même en matière civile où les conventions n'existent que par un accord formel de volontés. Attendu au surplus qu'en ratifiant l'accord conclu entre son représentant et D... lors de la signature du bon de commande, la Société de V... n'était pas en droit d'y ajouter quoi que ce soit ».

Cet arrêt rejette donc très nettement en matière civile l'acceptation induite du silence de l'acheteur et l'insertion des clauses dans les lettres de ratification, postérieurement à la conclusion du contrat. La question ne se pose donc qu'en droit commercial. Et même ici la jurisprudence a hésité à tirer du silence de l'acheteur la preuve de son adhésion aux clauses. Un arrêt de la Cour de Nancy du 31 mars 1927 déclare que les clauses marginales contenues dans une facture ne sauraient être considérées comme tacitement acceptées par le seul fait que l'autre partie n'a élevé contre elles aucune protestation.

La Cour de Paris est encore plus précise¹ : la mention attributive de compétence mentionnée en marge d'une facture n'est pas opposable à l'acheteur si elle ne se trouve pas portée sur les lettres ayant servi à la correspondance antérieure et s'il n'est pas établi par le vendeur que l'acheteur ait connu et accepté cette attribution de juridiction.

1. Paris, 16 mars 1927 ; D. H., 1927-2-160.

Il ne suffit plus ici d'une clause insérée dans les factures, il faut qu'elle ait été soumise à l'acheteur au moment des pourparlers du contrat.

En un mot, une clause attributive de juridiction ne peut avoir d'effet que si elle est acceptée par la partie adverse au moment où le contrat est passé ou au plus tard au moment de la confirmation de la commande. L'inscription d'une telle clause en marge d'une facture ne peut donc être invoquée par le vendeur.

Enfin, suivant un arrêt, fort bien rédigé, de la Cour de Besançon en date du 16 janvier 1933 (*Gaz. Pal.*, 1933-1-1010), « Les clauses dérogatoires aux règles de la compétence ne peuvent lier les parties que si celles-ci les ont acceptées au moment de la formation du contrat et elles ne peuvent notamment produire aucun effet lorsqu'insérées dans des factures dont l'envoi est postérieur à la conclusion du marché, celui auquel on les oppose ne les a point expressément acceptées.

Et il ne pourrait en être autrement, que si l'acheteur, ayant traité de précédentes affaires avec le vendeur, avait reçu antérieurement des factures le mettant au courant des conditions générales de vente de son co-contractant avant la passation du marché (Trib. comm. Nantes, 27 juin 1935. *Rec. Nantes.* 1936-13).

Cette jurisprudence est éminemment protectrice des intérêts de l'acheteur. Elle s'élève contre les agissements des vendeurs qui gardent le silence au moment de la conclusion du contrat sur des clauses que leurs clients n'accepteraient peut-être pas, et les insèrent dans des factures postérieures à l'exécution du marché. Toutes les conditions du marché doivent être connues de l'acheteur au moment où il traite. Que dirait-on si les contrats, après leur con-

clusion, pouvaient être augmentés par l'une des parties de stipulations aussi indésirables qu'inattendues ? C'est pourtant ce que fait le vendeur en ajoutant à ses factures une clause attributive de juridiction par laquelle il prétend lier son client.

Malgré cela, nombreuses sont les décisions qui admettent non seulement la validité des clauses postérieures à la conclusion du marché, mais encore l'acceptation du réceptionnaire lorsqu'il n'a pas expressément protesté. Un arrêt de la Cour de Paris du 17 mai 1925 déclare que la clause attributive de juridiction doit être observée et considérée comme acceptée lorsqu'elle se trouve insérée dans les papiers de commerce de l'une des parties dans des conditions telles que l'attention de l'autre partie a été indubitablement attirée sur ladite clause, qu'elle n'a pas protesté et que l'application de cette clause doit être tenue pour habituelle.

Voici donc introduit dans cette décision un élément nouveau : les usages de commerce, et particulièrement la fréquence des clauses d'attribution de compétence dans les papiers commerciaux. Puisque ces clauses sont habituelles, le réceptionnaire devait les connaître et s'il ne voulait pas les accepter, élever une protestation à défaut de laquelle il doit se conformer aux coutumes qui régissent les relations entre commerçants. La même Cour décide encore¹ que lorsque le devis de travaux porte en marge aux conditions générales une attribution de compétence à un tribunal déterminé, que pareille attribution se retrouve sur les factures et que ces devis et factures ont été acceptés sans protestation, le tribunal auquel attribution a été ainsi faite est compétent pour connaître de la demande en paiement des travaux.

1. Paris, 5 juin 1931. *Sem. jur.*, 1931, p. 800.

Il est d'usage, dans les marchés importants passés verbalement ou par intermédiaire de confirmer l'accord intervenu par des lettres destinées à servir de preuve et à préciser certaines questions de détails. Les lettres contiennent bien souvent des clauses relatives au lieu et à la compétence du tribunal. Et relativement à ces lettres la Cour de Montpellier a rendu le 27 mai 1931 (*Sem. jur.*, 1931, p. 872) un arrêt sur l'espèce suivante : dans la lettre acceptant le marché comme dans la correspondance antérieure se trouvait une clause suivant laquelle « en cas de litige le Tribunal de commerce de la Seine sera seul compétent même en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie ». Attendu, dit la Cour, « que l'acheteur n'a nullement protesté contre cette clause attributive de juridiction qu'il a acceptée au moins tacitement, c'est le tribunal qu'elle désigne qui a seul compétence dans le litige ».

Il est bien entendu que les lettres ainsi adressées ne sont tenues comme acceptées en l'absence de protestation ou réserve que si elles ne contredisent pas les stipulations de l'accord originaire, car si elles peuvent le confirmer et même le préciser, elles ne peuvent le modifier. Il en est de même d'ailleurs pour les factures. C'est ainsi que l'énonciation imprimée dans une facture « payable à Lyon comptant sans escompte » ne modifie pas le marché par correspondance stipulant que les ventes sont faites avec soixante jours de terme, 2 % d'escompte, prix payable chez l'acheteur. Le simple silence gardé par celui-ci à l'arrivée d'une pièce secondaire comme la facture contenant la mention ci-dessus ne suffisant pas à montrer qu'il renonce à de pareils avantages. (D. P.. 59-2-75).

La Cour de Colmar ¹ admet aussi la validité des clauses

1. Arrêt du 25 novembre 1932 (*Gaz. Pal.*, 1933-2-214).

insérées dans les factures : une clause imprimée ou non contenue dans une facture fixe la compétence, du moins en ce qui concerne les contestations relatives à ces factures, s'il n'a été élevé contre elles aucune protestation, alors même que le contrat intervenu entre les parties à l'origine est muet sur la compétence.

Cette décision semble il est vrai limiter la portée des clauses insérées dans les factures aux seules contestations survenant à propos des dites factures et non à celles qui seraient relatives au marché tout entier. Plus général est le jugement du Tribunal de commerce de Marseille du 1^{er} décembre 1932 (*Rec. Marseille*, 1933-1-133) : La clause d'une facture attribuant compétence au tribunal du domicile du vendeur doit recevoir application lorsque cette facture que n'a précédé aucun contrat, a été remise à l'acheteur et a fait de sa part l'objet de discussions sur la qualité de la marchandise et sur le prix sans aucune réserve sur ladite clause. Dans ce cas en effet il est logique d'admettre que l'acheteur n'ayant pas englobé dans sa protestation toutes les énonciations de la facture est censé accepter celles pour lesquelles il a gardé le silence.

Enfin un arrêt de la Cour de Paris du 26 décembre 1935 (*Gazette des tribunaux* du 28 janvier 1936) déclare que la clause attributive de compétence mentionnée dans la correspondance et les factures d'un commerçant vendeur s'impose au commerçant acheteur qui est avec lui en rapports d'affaires courant, alors que ce dernier n'a jamais protesté contre cette attribution. Elle concerne non seulement les demandes en paiement, mais encore toute demande se rapportant à l'exécution du marché ; et spécialement une demande en dommages-intérêts pour infraction par l'acheteur à une prohibition d'exportation con-

ditionnant le marché. Mais à partir de quel moment le réceptionnaire est-il présumé avoir accepté la clause ? Doit-il protester sur-le-champ sous peine de voir opposer une fin de non recevoir à toute réclamation tardive ? Le Tribunal de commerce du Havre par un jugement du 22 novembre 1933 ¹ a décidé que l'acheteur ou le vendeur qui reçoit et conserve un contrat au delà du temps moralement nécessaire pour en contester les termes est censé l'avoir accepté et il est en conséquence mal fondé à soutenir qu'une clause d'attribution de compétence qui y est contenue ne lui est pas applicable.

Nous avons déjà vu une solution analogue lorsque le réceptionnaire proteste par une clause d'attribution de compétence insérée dans un papier de beaucoup postérieur en date aux factures du vendeur. En effet, au bout d'un certain temps ce dernier est en droit de croire que son co-contractant ne protestera plus.

Nous avons en résumé aperçu dans ces dernières décisions les conditions exigées par la jurisprudence pour que le silence du réceptionnaire puisse être interprété comme une acceptation tacite des clauses. La Cour de Paris dans son arrêt du 26 décembre 1935 ² semble indiquer qu'il doit s'agir de deux commerçants en rapport d'affaires. Cette condition paraît en effet assez logique puisque c'est seulement dans les contrats commerciaux que les clauses attributives de compétence sont susceptibles d'acceptation tacite. Et à cet égard le jugement du Tribunal de la Seine du 31 janvier 1936 ³ distingue expressément les engagements civils des conventions commerciales. D'autres arrêts

1. *Réc. du Havre*, 1934-1-16.

2. *Gaz. Trib.*, 1936-1-28.

3. *Gaz. Pal.*, 1936-1-748, ci-dessus, p. .

exigent encore que la clause soit habituelle pour qu'un commerçant expérimenté puisse présumer son existence et ne pas être lié par surprise. C'est seulement lorsque ces conditions ne se trouvent pas réalisées, lorsque la clause a été dissimulée, qu'elle s'adresse à un non commerçant, ou qu'elle est inusitée, que les tribunaux doivent protéger la liberté du réceptionnaire et ne pas admettre la validité de stipulations ainsi rédigées.

Les relations commerciales, en effet, ne sont possibles que si elles jouissent d'un maximum de liberté. Les marchés y sont nombreux et rapidement conclus et les contractants ne prennent souvent le temps de discuter que des stipulations principales, c'est-à-dire du prix et des marchandises. Quant aux clauses accessoires du marché, ils sont présumés se conformer aux usages qui régissent les relations commerciales, et y suppléent bien souvent la loi écrite. Or les clauses d'attribution de compétence deviennent actuellement de plus en plus répandues. A quoi servirait-il à un commerçant de les insérer dans ses papiers s'il devait encore exiger l'acceptation de son correspondant ? et pourquoi obliger celui-ci, dont le silence équivaut à l'acceptation des énonciations principales de la facture, à observer une autre attitude à l'égard de stipulations accessoires ? Ne vaut-il pas mieux admettre que si l'acheteur ne voulait pas les accepter il protesterait comme il le fait lorsqu'il conteste tout autre énonciation de la facture ?

Cette solution est la plus conforme aux intérêts du commerce et il ne servirait à rien de s'élever contre une pratique qui s'est transformée en coutume, vu l'incertitude qu'ont actuellement les commerçants d'être réglés par un client à qui ils ont fait des livraisons payables à une date souvent éloignée. Un vendeur à qui plusieurs traites revien-

ment impayées à l'échéance peut-il poursuivre tous les défaillants à la fois dans les régions les plus dispersées du territoire français? Il y a là une impossibilité pratique tellement évidente qu'elle suffirait à justifier les errements de nos tribunaux. En outre cette jurisprudence est favorable aux commerçants créanciers en leur permettant de réaliser une économie de temps et d'argent par la centralisation de tous leurs procès devant un même tribunal. C'est donc là une solution qui s'impose et c'est pourquoi actuellement la plupart de nos tribunaux l'ont adoptée.

CHAPITRE III

LES CLAUSES CONTRADICTOIRES

Il arrive fréquemment que la correspondance, les bons de commande ou les factures échangées par les contractants contiennent des clauses attribuant respectivement compétence à des tribunaux différents. Chaque commerçant les fait imprimer sur ses papiers et prétend les imposer à ceux qui traitent avec lui. On ne saurait dans ce cas conclure à l'acceptation même tacite par l'une des parties des stipulations de l'autre, puisque l'existence de la clause contradictoire est une protestation contre la volonté du co-contractant, Il y a là, une limitation importante à la force obligatoire des clauses d'attribution de compétence. De telles contradictions se rencontrent fréquemment dans la pratique où elles suscitent des difficultés sans fin ¹.

La jurisprudence est cependant arrivée à dégager certains principes qui lui permettent de résoudre avec assez de cohérence les conflits les plus épineux.

SECTION I. — Dans un même acte.

Examinons tout d'abord le cas où deux clauses contradictoires se trouvent insérées dans un même contrat. Elles peuvent être toutes deux imprimées et dans ce cas il faut

1. V. l'article de M. Perreau, *Clauses manuscrites et clauses imprimées. Revue trim. de droit civil*, 1927, p. 303.

draît évidemment les annuler. Mais c'est là une hypothèse purement théorique et qui supposerait chez l'auteur des clauses une inadvertance singulière. Plus conforme à la réalité est l'hypothèse où les parties insèrent dans un contrat une clause manuscrite dérogeant à une clause imprimée à l'avance. Dans ce cas, il est normal de donner force obligatoire à la clause manuscrite qui doit être considérée comme la dernière en date et l'expression de la volonté impérative de celui qui l'a rédigée. Il en est de même pour une clause écrite à la main en vue de modifier le lieu de paiement fixé par le texte imprimé d'une facture. Le Tribunal de commerce de Toulouse a jugé le 27 mars 1874 (S., 75-2-292) que l'énonciation imprimée de la facture que le prix est payable au domicile du vendeur n'est point, même si la facture a été acceptée sans protestation, attributif de juridiction s'il s'y trouve également la mention manuscrite que le paiement sera réalisé au moyen d'une traite sur le débiteur. Cette décision admet on le voit que la stipulation d'envoi de traites équivaut à une dérogation à la clause attributive de compétence. Nous aurons à discuter ce point de vue. Mais nous pouvons retenir pour le moment qu'une mention manuscrite dérogeant aux stipulations imprimées d'une facture rend ces dernières inapplicables et que les clauses imprimées et générales d'un marché ne peuvent produire un effet en présence de clauses particulières manuscrites y dérogeant.

A cet égard la jurisprudence est donc très nettement établie. Mais nous avons déjà rencontré une formule qui soulève encore quelques difficultés, c'est la stipulation d'envoi de traites. Quand, après avoir stipulé que le paiement des marchandises se fera à son domicile le vendeur ajoute la mention manuscrite ou imprimée qu'il enverra

des traites à l'acheteur, doit-on considérer que cette seconde stipulation paralyse la première ?

En droit commercial, en effet, la compétence est régie par l'article 420 Code procédure civile, suivant lequel « le demandeur peut assigner à son choix :

Devant le tribunal du domicile du défendeur ;

Devant celui dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée.

Devant celui dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué. »

Il arrive fréquemment que dans leurs marchés les parties stipulent en vertu de ce texte la fixation d'un lieu de paiement attributif de juridiction. Supposons, qu'outre cette clause le vendeur insère dans sa facture une mention suivant laquelle le règlement se fera par voie de traite payable au domicile du débiteur. En vertu de l'alinéa 3 de l'article 420, ce dernier lieu devrait être attributif de juridiction et devrait annuler la première clause de la facture.

C'est ce que les tribunaux ont d'abord décidé. La décision précitée du Tribunal de commerce de Toulouse¹ admet, nous l'avons vu, que la stipulation d'envoi de traites enlève toute valeur à la clause attributive de compétence imprimée antérieurement. Les partisans de cette solution déclarent que la clause de la facture ne peut être invoquée qu'à défaut de convention contraire ; et ils voient une convention contraire dans le fait par le vendeur d'accepter le paiement en traites payables au domicile de l'acheteur. Le vendeur qui stipule le paiement par traites à soixante ou quatre-vingt-dix jours se réfère, étant donné les usages commerciaux au lieu de paiement du droit commun, c'est-à-dire au domicile de l'acheteur. C'est cette opinion que

1. V. ci-dessus, p. 90.

consacre la Cour de Besançon dans son arrêt du 31 octobre 1888 (D. P., 89-2-241) : « En matière commerciale l'énonciation d'une facture imprimée portant que le montant en sera payable au domicile du vendeur ne peut être invoquée qu'à défaut de convention contraire. En conséquence, le tribunal du domicile de l'acheteur devient compétent s'il a été convenu que le paiement serait effectué au moyen de traites tirées sur l'acheteur. »

Actuellement, les tribunaux ont, pour la plupart, abandonné cette solution. Supposons en effet que le contrat ou la facture contienne une clause d'attribution de compétence mais soit silencieux sur le mode de recouvrement du prix. Le vendeur envoyant spontanément des traites a-t-il l'intention de renoncer aux avantages de la clause ? Certainement pas. On admet au contraire qu'à moins de volonté clairement manifestée il ne renonce pas aux stipulations antérieures sur le lieu de paiement.

C'est pourquoi la mention imprimée d'une facture suivant laquelle les marchandises vendues seront payables au domicile du vendeur attribue compétence au tribunal de ce lieu encore qu'une autre clause manuscrite de cette facture ait annoncé l'envoi de traites payables au domicile de l'acheteur, s'il est établi que lors de la conclusion du marché l'acheteur a accepté le domicile du vendeur comme lieu de paiement ¹. Par conséquent la création de traites sur une localité autre que celle qui est indiquée sur la facture pour le paiement ne suffit pas pour entraîner une dérogation à cette clause. Mais toutefois est-il nécessaire que les parties se soient mises d'accord sur le lieu de paiement au moment de la formation du contrat ? Il arrive souvent, nous l'avons vu, qu'elles omettent de le

1. Cass. Req., 29 mars 1892 ; S., 95-1-446.

faire. Dans ce cas le vendeur fera bien de stipuler expressément que l'émission de traites ne changera pas les conditions du paiement. Il supprime alors les contradictions apparentes des clauses et la deuxième vient compléter la première au lieu de la contredire. C'est pourquoi on rencontre souvent dans les factures la mention suivante : « Nos traites ne sont pas une dérogation au lieu de paiement qui est X... » Ou bien : « Les marchandises sont payables au domicile du vendeur ; les mandats ou tout autre mode de paiement n'opèrent ni novation ni dérogation à cette clause attributive de juridiction. » Dans ce cas, la clause attributive de juridiction est maintenue. La Cour de cassation en a décidé ainsi par un arrêt de la Chambre civile du 15 juillet 1926 (S., 1926-1-262).

D'après un arrêt de la Chambre des requêtes du 4 mai 1869 ¹ l'énonciation d'une facture que le prix sera payé au domicile du vendeur est attributif de juridiction au tribunal de ce domicile lorsque cette facture a été reçue sans protestation ni réserve. Et il en est ainsi alors même que la convention autorisait le vendeur à faire traite sur l'acheteur si ce n'est là qu'une simple facilité et si la facture déclarait expressément ne pas déroger à l'attribution de compétence résultant de l'indication du lieu de paiement. Il y a lieu par conséquent de rechercher si le vendeur a eu ou non l'intention de déroger à la clause attributive de juridiction.

Cet arrêt fait intervenir un élément nouveau par les mots : « si ce n'est là qu'une simple facilité ». Il indique un nouveau critérium qui permettra aux tribunaux de rechercher si la stipulation d'envoi de traites déroge à l'indication du lieu de paiement. Si en effet l'envoi de traites, faculté-

1. S., 69-1-376.

tif pour le vendeur, n'intervient que pour sa commodité personnelle, il ne renonce pas alors aux avantages pouvant résulter pour lui de la fixation d'un lieu de paiement.

L'énonciation d'une facture que le prix sera payé au domicile du vendeur quand cette facture est acceptée sans contredit ni critique est attributif de juridiction. Il en est ainsi alors même que la convention des parties autorisait le vendeur à faire traite sur l'acheteur, s'il est établi que cette stipulation avait seulement pour but « dans la pensée des parties », non de déroger à l'attribution de compétence, mais de faciliter à l'acheteur les moyens de se libérer ¹. Par conséquent la jurisprudence s'est fixée sur les bases suivantes : elle recherche si dans la pensée des parties la stipulation d'envoi de traites est une dérogation à la clause attributive de compétence, ou une simple commodité de recouvrement sans effets juridiques. Il s'agit là d'une question de fait. Et s'il résulte des faits, par exemple de la correspondance, que les parties ont entendu ne pas changer le lieu de paiement, il y a lieu ici encore de tenir compte de leur volonté souveraine et de maintenir la clause attributive de juridiction.

Sur quels faits les juges vont-ils se baser pour rechercher la pensée des contractants et la portée de leurs stipulations ? Divers éléments pourront motiver leur décision. Il se peut que dans sa correspondance ou même dans ses factures le vendeur ait déclaré expressément ne pas déroger à la clause fixative de juridiction. Ou bien les juges se baseront sur les usages commerciaux et les modes de recouvrement habituels à certains commerces. Dans les marchés importants le paiement se fait à longue échéance et par traites. C'est là un avantage à la fois pour le vendeur et

1. Cass. Req., 15 janvier 1866 (S., 1866-1-206).

pour l'acheteur. Pour le vendeur, car il escompte son papier à une banque qui lui avance des fonds et se charge du recouvrement ; pour l'acheteur qui ne paie qu'à une date éloignée, et à qui la traite est présentée à son domicile, ce qui lui évite de se déranger pour régler son fournisseur. Dans tous ces cas, annuler la clause attributive de juridiction serait manifestement contraire à l'intérêt et à la volonté des parties. Actuellement, la jurisprudence commerciale admet sans difficulté que les deux clauses, loin de se contredire, se complètent l'une et l'autre.

Il peut se rencontrer, outre la stipulation d'envoi de traites, d'autres clauses ayant pour but de modifier le mode de recouvrement. Dans ce cas la solution est la même. Il a été jugé qu'après un marché stipulant le prix payable au domicile du vendeur, afin de se rendre compétent le tribunal de ce lieu, si le vendeur sur le désir de son acheteur ajoute à la main « en gare de B... contre remboursement » sur une facture reproduisant dans sa partie imprimée la stipulation du marché, quant au lieu de paiement, rien n'est modifié sur ce point (Cass. Req., 1^{er} août 1888 ; S., 91-1-407).

SECTION II. — Actes émanant de parties différentes.

Il nous reste maintenant à étudier les clauses contradictoires contenues dans des actes émanant de parties différentes. Un commerçant stipule dans sa lettre de commande une attribution de juridiction au Tribunal de commerce de la Seine. Son fournisseur insère dans la lettre confirmative du marché une clause par laquelle il rend compétent le tribunal de Marseille. En présence de ces deux volontés contradictoires, il ne paraît guère possible

de donner force obligatoire à l'une des deux clauses plutôt qu'à l'autre, sous peine de tomber dans l'arbitraire. Après bien des hésitations et des controverses, la jurisprudence s'est fixée suivant certains errements dont nous allons dégager les principes généraux.

Tout d'abord, en précisant le champ d'application des clauses d'attribution de compétence insérées dans les papiers commerciaux, les tribunaux sont arrivés à enlever leur contradiction apparente à des stipulations qui jouaient en réalité dans deux domaines différents. Suivant un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 17 janvier 1936 (*Gaz. Pal.*, 1936-1-515), quand deux clauses attributives de juridiction à des tribunaux différents figurent dans les papiers du vendeur et de l'acheteur des marchandises, ces clauses ne se contredisent pas lorsqu'il résulte de leurs termes qu'elles visent seulement les marchés où celui qui s'en prévaut joue le rôle de vendeur et non le cas où il se présente comme acheteur.

Dans ce cas en effet on ne saurait parler de clauses contradictoires puisqu'elles ne s'appliquent ni aux mêmes marchés, ni aux mêmes personnes. Le Tribunal de commerce de la Seine avait néanmoins affirmé que les deux clauses s'annulaient entraînant un retour au droit commun. La Cour, en précisant la portée exacte de chaque clause, est arrivée à établir que leur contradiction n'était qu'apparente, et que seule devait être obligatoire la mention insérée dans les papiers du commerçant qui dans l'espèce jouait le rôle du vendeur.

Il en est de même de la décision du Tribunal civil d'Avesnes du 14 novembre 1935 ¹. Dans un marché où vendeur et acheteur ont échangé des écrits comportant

1. *Gaz. Pal.*, 1936-1-146.

des clauses attributives de juridiction contradictoires, chacun d'eux réservant la compétence au tribunal de son propre domicile, c'est le tribunal du fournisseur qui est compétent ; car en effet, la clause de l'acheteur est destinée à ses clients et non à ses fournisseurs, ainsi que le prouve sa rédaction : « Mes conditions de vente sont celles des usines par qui je fais expédier, quelles que soient celles adoptées par mes clients. » La portée de cette clause est donc très nettement définie. Les écrits émanant du fournisseur portaient une clause ainsi conçue : « Les marchandises sont payables au domicile du vendeur ; les mandats ou tout autre mode de paiement n'opèrent ni novation, ni dérogation à cette clause attributive de juridiction. » Il n'y avait donc entre les deux clauses aucune contradiction réelle, pour qui les examinait attentivement.

Il en est différemment lorsque deux clauses attribuant juridiction à des tribunaux différents sont insérées dans les papiers de deux commerçants pour régler les litiges nés d'un même marché. Dans ce cas, il semble qu'il n'y ait aucune raison valable d'appliquer l'une d'entre elles, puisque chacun des contractants refuse de se conformer aux volontés de l'autre. Il a été jugé ¹ que la mention imprimée sur les lettres du vendeur attribuant compétence au tribunal de son domicile ne peut être présumée acceptée par l'acheteur si les lettres de celui-ci contiennent une clause identique à son profit. Par conséquent, il faut annuler les deux clauses.

Le Tribunal de commerce de Bernay ² décide dans le même sens que lorsque les clauses marginales figurant dans les papiers de commerce de deux parties contrac-

1. 24 juin 1912. D. P., 1912-1-363, Chambre des requêtes.

2. 4 février 1927, *Gaz. Trib.*, 26 octobre 1927.

tantes, en ce qui concerne l'application de l'article 420, s'annulent réciproquement, ces clauses rendent les dispositions exceptionnelles de cet article inapplicables et font rentrer les parties dans le domaine du droit commun, tel qu'il résulte de l'article 59 du Code de procédure civile.

Plus explicite encore la Cour de Colmar déclare formellement¹ qu'en présence de deux volontés différentes clairement manifestées chacune en faveur d'un tribunal, il est arbitraire de donner à l'une ou à l'autre la préférence, soit en raison des termes dans lesquels elle a pris corps, soit parce qu'elle a été exprimée la première, soit encore parce qu'elle a été exprimée la dernière, et force est donc de revenir au droit commun qui traduit le défendeur devant le tribunal de son domicile.

Est-ce à dire que les clauses contradictoires doivent dans tous les cas être annulées ?

Il se peut que cette annulation soit contraire à la volonté des parties. C'est pourquoi certains arrêts tiennent compte du moment où les stipulations ont été émises ; ils donnent alors prépondérance à la dernière en date. La Cour d'appel de Colmar a décidé le 22 janvier 1932 (*Gaz. Pal.*, 1932-2-300) que lorsque dans un contrat par correspondance les lettres échangées contiennent des clauses contradictoires, la clause qui figure dans la lettre de confirmation du marché doit être retenue comme la volonté dernière et expresse des contractants et la clause attributive de juridiction portée sur cette lettre doit recevoir son effet. A condition bien entendu que la lettre confirmative ne contredise pas l'accord originaire (Cour de Besançon, 12 novembre 1925). Car la mention imprimée dans une lettre confirmative d'un marché déclarant le prix payable en un autre lieu que

1. *Rev. Als.-Lorr.*, 1934-478, 13 janvier 1934, Cour de Colmar.

celui qui a été convenu dans le contrat original ne peut modifier ce lieu. Il est constant en effet que les lettres confirmatives pourvoient au rappel des accords antérieurs mais n'ont pas la force de les modifier sans acceptation formelle du destinataire (D. H. 1925-695).

D'autres arrêts distinguent encore le cas où l'une des stipulations est manuscrite et semble avoir par là même une autorité particulière. Deux jugements dans le même sens, l'un rendu par le Tribunal de commerce de Cambrai, le 16 avril 1912, l'autre par le tribunal de Cherbourg le 6 septembre 1912 (S., 1914-2-49) résument admirablement une matière si complexe.

Suivant ces décisions, les mentions des factures et lettres relatives au lieu de paiement reçues sans protestation fixent entre les parties, présumées d'accord sur ce point, la compétence du tribunal en cas de difficulté. Il n'en est ainsi toutefois que lorsque le contrat ne contient aucune clause particulière, spéciale et expresse, relative, soit au lieu de paiement, soit à la compétence. Au cas où, deux clauses contradictoires ayant été proposées par les parties, il y a doute sur la détermination de la juridiction compétente, ce doute doit s'interpréter en faveur du droit commun. Lorsqu'une clause d'une lettre de confirmation envoyée par le vendeur et qui n'a pas soulevé de protestation de la part du réceptionnaire attribue compétence au tribunal du domicile du fournisseur, tandis que de son côté, dans une lettre de confirmation contre laquelle le vendeur n'a pas protesté, l'acheteur a stipulé que le paiement s'effectuerait dans une localité située dans le ressort du tribunal de son domicile, c'est ce dernier qui est compétent. Car tout d'abord, la clause insérée par l'acheteur dans sa lettre de confirmation ne constitue pas en sa faveur

une dérogation au droit commun. Et ensuite la clause qu'il stipulait était manuscrite et avait ainsi un caractère plus ferme que la clause imprimée en marge de la lettre confirmative du vendeur. Les tribunaux considèrent toujours une clause manuscrite comme plus impérative qu'une clause imprimée dans le même sens.

Quelquefois aussi les arrêts induisent des rapports entre les contractants la valeur relative de leurs clauses.

Ainsi il a été admis ¹ qu'en cas de vente de marchandises par correspondance, les clauses imprimées portées sur les lettres du vendeur et sur celles de l'acheteur désignant respectivement comme lieu de paiement leur propre domicile et attribuant compétence à leur tribunal de commerce, ne s'annulent pas. La passation du marché par l'acheteur emporte adhésion aux conditions du vendeur et dès lors, c'est le tribunal du domicile de ce dernier qui est compétent pour connaître du litige né de la vente ; car « tout contrat de vente se forme par l'acceptation par l'acheteur d'offres faites par le vendeur, offres dont les conditions de paiement imprimées sur le papier à lettres constituent les modalités ».

De même encore ² la clause attributive de compétence contenue dans la lettre de confirmation d'un marché de la part du vendeur doit, à l'exclusion de toute stipulation contraire produire tous ses effets lorsque de cette confirmation date l'accord des parties sur les conditions essentielles du contrat et que la correspondance postérieure n'avait pour objet qu'une prétendue omission dans la lettre de confirmation, même si la lettre de l'acheteur relative à l'omission contenait une clause attribuant compétence au

1. Metz, 14 décembre 1927 ; D. P., 1930-2-95.

2. Colmar, 18 novembre 1933. *Rev. Als.-Lorr.*, 1934-353.

tribunal de son domicile. Dans un pareil cas il appartient à l'acheteur de contester formellement dans le corps de la lettre relative à l'omission, l'attribution de compétence, son acceptation étant supposée acquise avec l'acceptation des conditions générales de vente.

Mais il est possible en outre que l'une des parties ait apporté à sa clause des précisions particulières. Elle a manifesté par là même sa volonté de voir la clause exécutée dans les termes où elle l'a émise. Ainsi, lorsque la lettre de commande prévoit une attribution de compétence à un tribunal déterminé et que la lettre d'acceptation sans protester contre cette attribution expresse de juridiction à un tribunal déterminé, se borne à fixer un lieu de paiement, c'est le tribunal auquel attribution de juridiction a été faite dans la commande qui est compétent pour connaître des litiges auxquels elle peut donner lieu (Tribunal de commerce de Saint-Étienne, 5 mai 1931; *Semaine Juridique*, 1931, p. 721). Il est permis de se demander si cette décision n'ouvre pas la porte à l'arbitraire. Plus précis est le critérium adopté par le Tribunal de commerce de Saint-Étienne dans son jugement du 23 juin 1931 (*Gaz. Pal.*, 1932-1-354) suivant lequel s'il est admis en principe que des clauses contradictoires d'attribution de juridiction se détruisent, il faut toutefois que l'on se trouve en présence de deux clauses formulées de la même manière et sans spécification particulière démontrant une intention bien arrêtée et intransigeante de la part d'une des parties traitantes. Si donc l'attribution de juridiction est une condition *sine qua non* du contrat, si l'une des parties préfère ne pas contracter plutôt que d'y renoncer, dans ce cas, on maintient la clause, pour maintenir le contrat.

Il y a donc là une recherche de la volonté des parties,

telle qu'elle résulte des termes de la stipulation. Dans cette espèce, la lettre de commande portait que l'attribution de compétence produirait effet « nonobstant toute clause contraire, soit sur l'accusé de réception de l'ordre soit sur la facture du fournisseur » et elle portait en outre que « l'acceptation de cette note implique l'adhésion à toutes les clauses et conditions qu'elle contient ». Dans sa lettre d'acceptation portant une simple attribution de juridiction le vendeur n'avait pas protesté contre les termes impératifs de la lettre de commande. En conséquence celle-ci devait produire effet.

Dans le même sens il a été jugé par la Cour de Colmar, le 20 octobre 1934¹, que lorsque la lettre de confirmation du vendeur se réfère expressément « aux conditions de ses ventes » imprimées en marge de cette lettre et que ces conditions contiennent une clause stipulant la compétence exclusive du tribunal du domicile du vendeur pour toutes les contestations relatives à l'exécution du marché « nonobstant toutes clauses contraires des acheteurs », le tribunal du domicile du vendeur est à bon droit considéré comme seul compétent. Dans ce cas en effet, comme dans l'espèce précédente, la clause attributive de juridiction était une condition *sine qua non* du contrat.

1. *Rev. Als.-Lorr.*, 1935-213.

CHAPITRE IV

LES CLAUSES ATTRIBUTIVES DE COMPÉTENCE S'IMPOSENT-ELLES AUX TRIBUNAUX

Supposons que deux contractants se soient mis d'accord pour proroger la compétence d'un tribunal : celui-ci est-il obligé de se conformer à la volonté des parties ou bien peut-il, s'il le juge à propos, décliner sa compétence et renvoyer les plaideurs devant le tribunal désigné par l'article 59 du Code de procédure civile ? Remarquons immédiatement que la question ne saurait être posée pour les clauses attributives de juridiction jouant dans le domaine de l'article 420 du Code de procédure. Alors, en effet, ce n'est pas du choix des parties que découle la compétence du tribunal, mais bien d'une disposition de la loi. De sorte que le tribunal fixé selon les termes de cet article ne pourrait se refuser à statuer sans commettre un déni de justice. Il en est autrement pour la prorogation conventionnelle de la compétence territoriale d'une juridiction civile que nous avons étudiée précédemment. Dans ce cas, en effet, le tribunal désigné ne tire sa compétence que de la volonté des parties. Les règles de la compétence territoriale, sont, nous l'avons vu, d'intérêt privé. Ce sont des dispositions supplétives de la volonté des particuliers, qui disparaissent lorsque ceux-ci expriment une volonté contraire. Il semble donc que le tribunal doive se conformer à

leur choix et ne puisse se refuser à statuer selon les termes du contrat. Les seules limites à la volonté autonome des contractants seraient dictées par les nécessités de l'ordre public. Il y a là une difficulté que le Code a oubliée, et sur laquelle les discussions sont loin d'être apaisées.

SECTION I. — L'article 7 du Code de procédure civile.

A cet égard le Code de procédure civile n'a édicté qu'un seul texte, l'article 7 relatif aux justices de paix et qui décide que « les parties pourront toujours se présenter volontairement devant un juge de paix ; auquel cas il jugera leur différend soit en dernier ressort, si les lois ou les parties l'y autorisent, soit à charge d'appel, encore qu'il ne fut le juge naturel des parties, ni à raison du domicile du défendeur, ni à raison de la situation de l'objet litigieux.

« La déclaration des parties qui demanderont jugement sera signée par elles ou mention sera faite si elles ne peuvent signer. »

Le juge de paix est par conséquent obligé de statuer lorsque sa compétence est prorogée par les parties. La question se pose alors de savoir, si cette disposition doit être étendue par analogie à toutes les juridictions, si elle exprime une règle générale, ou si au contraire elle doit être considérée comme exceptionnelle et s'appliquant uniquement à la justice de paix.

De nombreux auteurs¹ se prononcent en faveur du caractère exceptionnel de l'article 7, et la jurisprudence semble plutôt favorable à cette thèse. M. Cuche notamment² enseigne que seul le juge de paix est soumis à l'article 7,

1. Cf. Traité de Colmet-Daage et Glasson, de Garsonnet.

2. Cuche, *Précis de procédure*, 2^e partie, p. 193.

les 47 premiers articles du Code de procédure renfermant, en effet, toutes les règles qui s'appliquent spécialement aux juges de paix par dérogation au droit commun. Il ne faut pas perdre de vue les considérations qui ont inspiré cet article, considérations spéciales à la justice de paix et que l'on ne retrouve pas devant les autres juridictions. Le législateur a présumé que *l'intuitu personæ* serait à la base du choix des parties. Les plaideurs connaissent les capacités et l'intégrité de leur juge, et s'ils sont d'accord pour étendre sa compétence au delà des limites légales, c'est qu'ils accordent une confiance particulière à son expérience et à sa sagacité. Le juge de paix est avant tout un magistrat conciliateur. Le choix des parties lui confère en quelque sorte un rôle d'arbitre et les plaideurs n'en sont que mieux disposés à accepter sa sentence. C'est un hommage à sa valeur professionnelle, en même temps qu'un effort vers la conciliation.

Si telles sont les considérations qui ont motivé l'article 7, il est évident qu'elles ne sont plus valables dès lors qu'il s'agit d'une juridiction composée de plusieurs magistrats inconnus des parties, et qui n'a pas le même caractère conciliateur. Un des principaux avantages de l'article 7 fait défaut ici.

Pourtant, le législateur a lui-même étendu aux conseils de prudhommes les dispositions de l'article 7 par l'article 74, livre IV du Code du travail. L'article 41 de la loi du 27 mars 1907 relative aux conseils de prudhommes renvoie formellement à l'article 7. A quoi on a objecté que cette extension est toute naturelle, puisque de par leur formation les conseils de prudhommes constituent une juridiction conciliatrice. Cette juridiction est, en effet, formée par des juges ayant pour mission de trancher les litiges

survenus à l'occasion du travail. Elle comprend un bureau de conciliation et un bureau de jugement. L'un et l'autre, pour siéger valablement, doivent être composés d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers ou employés. Sans nier le caractère conciliateur de ces tribunaux il ne faut pas oublier qu'ils ne sont pas comme la justice de paix des juridictions où peut jouer l'*in tui tu personæ*; ce qui affaiblit leur caractère conciliateur, et interdit de voir une analogie complète entre ces deux organismes. Aussi on a pu soutenir que le législateur a étendu l'article 7 aux conseils de prudhommes parce qu'il a jugé son principe favorable à la bonne réussite des procès, et à l'intérêt privé des parties de quelque tribunal qu'il s'agisse. Et s'il ne s'est pas prononcé pour les autres tribunaux c'est qu'il n'en a pas eu l'occasion, ou qu'il a jugé que les principes généraux du droit et de la procédure donnaient une solution assez explicite à ce problème.

En réalité, on pourrait discuter à l'infini sur l'article 7 sans jamais obtenir un résultat satisfaisant. Il est incontestable que cet article est spécial à la justice de paix et ne saurait être généralisé en dehors d'une disposition légale. Mieux vaut, pour résoudre la question que nous nous sommes posés faire appel aux principes généraux sur lesquels sont fondées les règles de la compétence territoriale.

SECTION II. — Le choix des parties s'impose-t-il au tribunal.

En faveur de la liberté pour les tribunaux de ne pas se conformer à la volonté des parties il faut d'abord mentionner un argument assez sérieux, qui aboutit à sauvegarder la liberté des contractants : c'est qu'en refusant de statuer

en dehors des termes du Code les tribunaux se réservent un moyen de faire respecter l'égalité des parties, d'empêcher que l'une d'elles n'impose à son co-contractant une volonté qu'il ne peut discuter. Cette indépendance du tribunal s'accompagne d'une protection de la partie la plus faible ¹.

Mais surtout, autre motif, d'ordre pratique cette fois, certains tribunaux particulièrement bien placés ne manqueraient pas d'être toujours choisis par les plaideurs. Principalement ceux des grandes villes d'accès facile et de grande importance économique et surtout ceux de la capitale. Ils se trouveraient alors encombrés par un grand nombre d'affaires qui, territorialement, n'étaient pas de leur compétence. Tout cela au détriment de la bonne administration de la justice. Car, vu l'excès de besogne, les magistrats ne pourraient étudier à fond les affaires à eux soumises et les jugeraient sur une connaissance superficielle des faits. D'autre part, le nombre des affaires à expédier serait cause d'un ralentissement de la justice, qui déjà, n'a pas la réputation d'être trop rapide.

C'est pourquoi, pour la majorité de la doctrine ², les tribunaux peuvent se dessaisir d'office, surtout si leurs audiences sont déjà surchargées, car aucun texte ne les oblige à juger quoique incompetents, et ils ne commettent pas de déni de justice en consacrant tout leur temps à leurs propres justiciables. D'après MM. Garsonnet et Cézar-Bru, à quelles conséquences n'arriverait-on pas, en poussant les choses à l'extrême, si l'on permettait à tous les plaideurs de France de se donner rendez-vous devant le tribunal de la Seine ? Quand les procès de ce département viendraient-ils en ordre utile ? Mais comme le disent ces

1. *Supra*, 2^e partie, chap. 1.

2. V. Garsonnet et Cézar-Bru, *Précis de procédure*, p. 123 s.

auteurs, c'est là pousser les choses à l'extrême ; et les plaideurs sauraient bien écarter d'eux-mêmes un tribunal qui ne pourrait les juger en temps voulu.

Il est vrai que d'autres auteurs ¹ invoquent des arguments plus juridiques. Pour eux, le juge n'est tenu de prononcer qu'à l'égard de ceux que la loi a rendu ses justiciables. Envers eux, rendre la justice est un devoir ; envers d'autres une faculté. Le tribunal incompétent dont on proroge la juridiction devient en quelque sorte un arbitre, sauf les conséquences résultant du caractère public dont il est investi, caractère qui donne à la sentence l'authenticité et la force exécutoire. Comme les arbitres, il peut repousser ou accepter le mandat que les parties lui donnent.

M. Glasson ² enseignait également que le tribunal territorialement incompétent peut se dessaisir d'office ; autrement, il dépendrait des plaideurs que tel tribunal fût déserté, et tel autre encombré. La répartition territoriale des litiges entre les tribunaux touche dans une certaine mesure à l'intérêt général ; la bonne administration de la justice en dépend. « Aucune loi, dit un arrêt de la Cour de cassation du 11 mars 1807, n'oblige un tribunal à juger les parties qui ne sont pas ses justiciables, alors même qu'elles auraient consenti à être jugées par lui. »

Ces considérations d'ordre plus pratique que juridique n'en sont pas moins très importantes et nombreux sont les auteurs et les tribunaux qui en font leur argument principal. C'est même la seule raison admise par la Cour de Dijon dans son arrêt du 19 avril 1929 (D. H., 1929-321) « si un tribunal peut d'office décliner sa compétence *ratione loci ou personae*, bien que celle-ci soit purement

1. Bonfils, *Traité élém. de pr.*, p. 278 s.

2. Glasson et Tissier, t. I, p. 681 s.

relative, il ne saurait le faire que très exceptionnellement et lorsqu'il existe des raisons graves, notamment s'il craint de ne pouvoir juger assez rapidement le procès. En l'absence de ces raisons, il commet un véritable déni de justice en refusant de connaître du litige que les parties consentent à lui soumettre, et en exposant celles-ci à de nouveaux frais, et à des retards considérables ». D'ailleurs dans cette espèce, le déni de justice était d'autant plus flagrant qu'il s'agissait d'un Tribunal de commerce, légalement compétent en vertu de l'article 420 du Code de procédure civile, comme étant le tribunal du lieu de paiement.

Cet arrêt sur lequel s'appuient les partisans de la thèse que nous venons d'exposer sert aussi bien d'argument à ceux qui défendent la thèse opposée, c'est-à-dire qui proclament l'obligation pour le tribunal de juger le différend qui lui est soumis par les parties. En effet, cet arrêt n'énonce-t-il pas qu'il faut, pour que le tribunal se refuse à statuer, des raisons graves et exceptionnelles ? Puisque le refus est l'exception, l'obligation devient la règle et les tribunaux ne peuvent, pour des motifs secondaires, décliner leur compétence.

Il y a en faveur de cette théorie un argument puissant qui est le caractère relatif des règles de compétence territoriale. Un plaideur assigné devant un tribunal incompétent territorialement est libre de ne pas opposer à son adversaire l'exception d'incompétence. Or, s'il ne le fait pas *in limine litis*, le tribunal ne peut le faire d'office et se voit obligé de statuer. Nous sommes alors dans un cas de prorogation tacite de compétence. Faut-il obliger les parties à employer ce stratagème, et ce qu'elles obtiennent par une prorogation tacite, ne peuvent-elles l'obtenir par une stipulation expresse ?

D'autre part, les parties ont encore un moyen d'imposer leur volonté au tribunal : c'est de faire une élection de domicile. Deux articles de la loi traitent de l'élection de domicile. C'est d'abord l'article 59 du Code de procédure, qui stipule qu'en matière personnelle le défendeur sera assigné « en cas d'élection de domicile pour l'exécution d'un acte devant le tribunal du domicile élu ou devant le tribunal du domicile réel du défendeur, conformément à l'article 111 du Code civil ». Et le Code civil dans son article 111 au titre du domicile, décide que « lorsqu'un acte contiendra de la part des parties ou de l'une d'elles élection de domicile pour l'exécution de ce même acte dans un autre lieu que celui du domicile réel, les significations, demandes et poursuites relatives à cet acte pourront être faites au domicile convenu et devant le juge de ce domicile ». Parfois même, l'élection de domicile est imposée par la loi pour les facilités de la procédure. Citons pour donner un exemple l'article 176 du Code civil réglementant les conditions de l'opposition à mariage :

« Tout acte d'opposition énoncera la qualité qui donne à l'opposant le droit de la former; il contiendra élection de domicile dans le lieu où le mariage devra être célébré... le tout à peine de nullité et de l'interdiction de l'officier ministériel qui avait signé l'acte contenant opposition. » Mais nous ne parlons ici que de l'élection de domicile volontaire, celle qui est faite par les parties pour faciliter leurs rapports, pour rendre plus aisée la procédure lorsque l'une d'elles ou toutes les deux ne sont pas domiciliées dans le lieu d'exécution d'un acte. Pratiquement cette élection de domicile se fait chez un officier ministériel, huissier, notaire et surtout avoué, car celui-ci est particulièrement qualifié pour cette mission. Mais elle peut se faire aussi

chez un particulier. L'effet de cette élection de domicile est de rendre le tribunal du domicile élu compétent au même titre que celui du domicile réel du défendeur.

Il en résulte que par ce moyen, les parties peuvent si elles le veulent, proroger la compétence *ratione loci* d'un tribunal quelconque, et celui-ci, compétent en vertu de la loi, ne peut que s'incliner. Pourquoi alors obliger les parties à ce détour et refuser l'effet dévolutif à la simple clause d'attribution de compétence? Et d'ailleurs, quelle est la différence entre cette simple clause et celle que l'on trouve parfois dans les contrats et qui est admise par la jurisprudence, suivant laquelle les parties font élection de domicile dans le ressort d'un tribunal déterminé, mais sans préciser chez qui se fait cette élection. Il n'y a alors entre les deux clauses qu'une différence de termes, et admettre l'une en rejetant l'autre aboutit à ressusciter le vieux formalisme d'autrefois.

En réalité, il ne semble guère admissible qu'un tribunal puisse se refuser à statuer pour le seul motif de son incompétence territoriale.

Aussi, d'après M. Japiot¹ il convient de négliger ces considérations d'utilité pour admettre la solution que commandent les principes du droit. Une première difficulté se présente alors, qui vient de la complexité des intérêts en jeu. Si l'on saisit tel tribunal, plutôt que tel autre, on dit que l'incompétence est relative parce que les règles de compétence territoriale tendent surtout à protéger les parties en cause. Cependant, il ne s'agit jamais exclusivement de tel intérêt déterminé et ici, il est visible que l'intérêt des justiciables naturels de ce tribunal est engagé car un retard considérable peut être apporté à la solution de leurs affaires.

1. Procédure civ., 2^e partie, n^o 283.

Les partisans de la libre appréciation du tribunal cherchent à concilier ces deux intérêts. Sans doute partent-ils d'une idée juste. Mais quelle est la valeur de leur résultat ? Si réellement un intérêt supérieur à celui des parties est engagé, cet intérêt ne devrait-il pas être garanti autrement que par l'arbitraire du juge ? Il faudrait alors aller plus loin et donner le droit d'opposer l'incompétence au ministère public et aux deux plaideurs. Il vaut encore mieux obliger le tribunal à juger en s'en tenant à la considération prépondérante qui est l'intérêt privé des parties.

M. Japiot signale encore une autre difficulté, concernant la qualité en vertu de laquelle le juge interviendrait ainsi d'office. S'il ne s'agit pas d'ordre public et s'il y a là pour le tribunal une simple faculté, cette intervention ne peut s'expliquer par la règle d'après laquelle le juge doit opposer les moyens d'ordre public. On ne pourrait la présenter que comme une manifestation du pouvoir qui appartient aux juges de prendre des mesures d'ordre relativement aux audiences. Mais on peut se demander si ce pouvoir ne permet pas seulement au juge, sauf texte spécial, de prendre des mesures d'ordre et non pas de rendre d'office vis-à-vis des parties de véritables jugements contentieux comme c'est le cas pour un jugement d'incompétence. Et l'on serait d'autant plus porté à limiter le rôle du juge en matières de mesures d'ordre, que chez nous le principe de la passivité du juge est largement appliqué et que nos lois ne donnent pas au juge de pouvoir sur la direction de la procédure.

En réalité dans ce problème, la logique, les principes du droit et l'utilité pratique étaient difficile à concilier ; on a cherché à ne sacrifier entièrement aucun de ces éléments, et, pour cela, on n'a pas trouvé mieux que l'arbitraire. On maintient le principe de la relativité de l'incompétence, et la

solution d'après laquelle le juge n'a pas l'obligation d'intervenir d'office, avec faculté pour lui d'intervenir d'office s'il lui plaît. Mieux vaudrait proclamer une fois pour toutes l'obligation pour les tribunaux de statuer sur la prorogation des parties.

Il n'est plus discuté aujourd'hui que les règles de la compétence *ratione loci* sont établies pour la commodité des plaideurs ; et lorsque par exception le Code de procédure déroge à ce principe, c'est que l'intérêt des plaideurs commande sur un point particulier cette dérogation. C'est pourquoi, ne pas admettre l'obligation pour le tribunal de statuer sur la prorogation des parties serait contraire aux fondements mêmes des règles de compétence territoriale.

Et d'ailleurs, que dirait-on de magistrats qui refuseraient de juger dans la crainte d'avoir trop de travail ? Les juges doivent tous leurs moments aux particuliers qui demandent justice. C'est pourquoi la plupart des auteurs admettent la thèse que nous exposons, M. Tissier notamment, et M. Solus qui, d'abord partisan de la thèse opposée enseigne maintenant l'obligation pour le juge de se conformer à la volonté des parties. Il semble bien que la jurisprudence récente s'oriente en faveur de notre thèse, puisque l'arrêt de la Cour de Dijon du 19 avril 1929 n'admet le refus de statuer que pour des raisons exceptionnelles et graves, et que déjà avant cette date, la Cour de Paris avait décidé ¹ « qu'il n'appartient pas au tribunal de renvoyer d'office une cause qui est de sa compétence à raison de la matière et dont le renvoi ne lui est pas demandé par le défendeur à raison de son domicile. Qu'à tort le tribunal de la Seine a renvoyé d'office la demande en interdiction formée contre la défenderesse par le motif

1. Paris, 16 février 1912. *Gaz. Pal.*, 1912-1-501.

que cette dame aurait son domicile dans l'arrondissement de Dieppe.» Dans la pratique, il faut reconnaître que les tribunaux refusent rarement leur concours aux particuliers car, en définitive, c'est par une organisation judiciaire rationnelle qu'il convient de remédier à l'encombrement des tribunaux et aux lenteurs de la procédure, et non en refusant la justice aux justiciables.

TROISIÈME PARTIE

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

CHAPITRE PREMIER

LES ARTICLES 14 ET 15 DU CODE CIVIL

Nous avons vu, au cours des chapitres précédents, que le caractère fondamental des règles de compétence territoriale est qu'elles sont d'intérêt privé et par conséquent ne s'imposent pas aux parties. Il est permis de se demander s'il en est de même en droit international privé où il existe toute une législation protectrice en faveur de nos nationaux.

Nous savons notamment que si l'article 15 du Code civil permet aux étrangers d'assigner les Français en justice devant un tribunal français, le demandeur étranger doit en même temps garantir le Français contre le dommage qui pourrait résulter pour lui du procès, et c'est pourquoi l'article 166 du Code de procédure civile dispose que « Tous étrangers demandeurs principaux ou intervenants, seront tenus, si le défendeur le requiert, avant toute exception de fournir caution de payer les frais et dommages-intérêts auxquels ils pourraient être condamnés ».

Les articles 14 et 15 du Code civil, établissant les règles relatives à la compétence territoriale entre Français et étrangers, ne font que continuer cette protection et donner aux Français un avantage considérable sur leurs adver-

saires étrangers. « L'étranger, même non résidant en France, pourra être cité devant les tribunaux français pour l'exécution des obligations par lui contractées en France avec un Français. Il pourra être traduit devant les tribunaux de France, pour les obligations par lui contractées en pays étranger envers des Français », déclare l'article 14 ; et ayant ainsi envisagé la position du Français demandeur, le Code fixe dans son article 15 celle du Français défendeur : « un Français pourra être traduit devant un tribunal de France, pour des obligations par lui contractées en pays étranger même avec un étranger » ; ce qui est une application pure et simple de la règle *actor sequitur forum rei*, lorsque le Français est domicilié en France, mais en est une dérogation si le Français a son domicile à l'étranger. Ces règles sont, on le voit, éminemment protectrices des intérêts de nos nationaux.

C'est pourquoi, on peut se demander quelle est leur valeur exacte, et jusqu'à quel point elles s'imposent à ceux qu'elles ont pour but de servir. Il s'agit ici, en effet, de dispositions qui dépassent le droit interne. Les plaideurs appartiennent à des pays différents, et les clauses attributives de compétence, permises en droit interne, peuvent causer le plus grand préjudice au Français obligé de se rendre dans un pays éloigné, pour obtenir une justice plus ou moins impartiale. C'est pourquoi, pour beaucoup d'auteurs, les articles 14 et 15 du Code civil sont d'ordre public et s'imposent sans discussion aux contractants qui ne peuvent ainsi déjouer la protection accordée aux Français.

Cependant, la jurisprudence a toujours considéré ces règles comme étant d'intérêt privé et accordé aux parties la possibilité d'y renoncer comme elles le veulent. En effet, il semble bien que le législateur n'a édicté les

articles 14 et 15 qu'en vue de protéger l'intérêt particulier du plaideur français, car l'ordre public n'est en aucune façon lié à leur application. Une décision de la Cour d'Alger du 4 juin 1925 (*Journal d. i. p.*, 1926-614) déclare expressément que la clause d'un connaissance attribuant compétence exclusive aux tribunaux d'une ville étrangère est valable et licite et doit être sanctionnée par les tribunaux français, les conventions attributives de compétence *ratione loci* ne touchant pas en droit français à l'ordre public. En ce qui concerne notamment l'article 14, l'option accordée aux Français constitue un droit privé et individuel au bénéfice duquel ils peuvent toujours renoncer. Quant à l'article 15, dans la mesure où il consacre sur le plan international la règle *actor sequitur forum rei*, il n'y a aucune raison de lui donner une autorité plus grande qu'en droit interne, puisqu'il découle des mêmes principes. Aussi la jurisprudence admet-elle très largement, nous le verrons, la validité des clauses dérogatoires à ces textes. Et d'ailleurs, sans cette liberté nécessaire aux relations juridiques et surtout économiques aucun étranger ne consentirait à traiter avec un Français. Ce serait mettre les commerçants et les industriels français en état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents étrangers. C'est ainsi que bien souvent les nécessités pratiques et surtout économiques entraînent la défaite de principes juridiques trop rigides et dont le cadre étroit ne peut plus contenir la réalité.

En résumé, les clauses d'attribution de compétence territoriale sont parfaitement licites en droit international privé, où elles sont d'ailleurs très répandues. Il est en effet assez fréquent, qu'un Français contractant avec un étranger, en France ou dans un autre pays, accepte l'insertion dans le contrat d'une clause attribuant compétence exclusive à

une juridiction étrangère. Ce qu'il veut avant tout c'est conclure l'affaire qui est la raison d'être de son activité. Peu lui importe alors le tribunal compétent pour connaître d'une hypothétique contestation. Et pourquoi n'en serait-il pas ainsi ? L'extranéité d'un tribunal serait-elle, plus que l'extranéité d'une loi, une raison déterminante pour en nier la compétence ? La solidarité internationale, les conséquences qu'entraînent les relations entre les différents pays, doivent faire désigner la juridiction dont la situation correspond à celle des plaideurs ou à la matière du procès. C'est pourquoi, la compétence du tribunal français n'est intéressante pour le Français demandeur que si l'étranger a en France une entreprise ou des biens qui lui permettent de faire exécuter le jugement qu'il a obtenu. De même que l'étranger n'assignera en France un émigré français que lorsque l'exécution de la décision sera plus facile pour lui en France qu'à l'étranger. On conçoit alors que si ces conditions ne se présentent pas, le Français ait intérêt à conclure une clause attribuant compétence à une juridiction étrangère, quitte à demander plus tard en France l'exequatur du jugement étranger. Telles sont bien les décisions jurisprudentielles. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour d'Alger du 29 avril 1925 déclare que la clause d'un connaissance attributive de juridiction à un tribunal étranger est valable et doit être sanctionnée par les tribunaux français, pareille convention n'étant nullement contraire à l'ordre public.

Bien entendu cette liberté n'existe que sous réserve des actions intéressant l'ordre public français et pour lesquelles la prorogation volontaire d'une juridiction étrangère ne justifierait pas sa compétence à notre égard.

D'autre part, si la prorogation volontaire est largement

admise entre un Français et un étranger, il n'en est pas de même dans les contestations mettant aux prises deux étrangers. Nos tribunaux se reconnaissent alors un droit d'appréciation souverain de leur compétence. Sous ces réserves, nous voyons que le rôle de la volonté des parties est prépondérant en droit international privé, relativement à la compétence *ratione loci* du tribunal auquel elles désirent se soumettre.

Remarquons en passant que ce choix peut avoir la plus grande importance, car il est possible, qu'en dehors d'une stipulation expresse des parties les tribunaux cherchent à en induire une référence implicite à la loi adoptée par les contractants. L'inverse n'est d'ailleurs pas admis par nos tribunaux et le Tribunal de commerce du Havre a décidé le 20 novembre 1923 (*Rec. du Havre*, 1923-24-1-120) que si la clause d'un connaissement stipule que toute difficulté pouvant s'élever à raison du transport sera régie par la loi japonaise, et si elle oblige à appliquer la loi japonaise, il n'en résulte pas attribution de compétence à l'autorité judiciaire japonaise ; dès lors, le défendeur étranger peut être cité en France. Cette décision cherche on le voit à protéger l'intérêt des chargeurs français contre les clauses ambiguës insérées dans les chartes-parties ou les connaissements et qui pourraient avoir pour conséquence de les distraire de leurs juges naturels.

CHAPITRE II

CONDITIONS DE VALIDITÉ DES CLAUSES

SECTION I. — Renonciation à l'article 14.

Les clauses d'attribution de compétence territoriale étant licites, à quelles conditions seront-elles soumises pour être valables ? Nous examinerons d'abord les conditions de la renonciation à l'article 14. Au point de vue de la forme, elle peut être expresse, résulter d'une convention spéciale, ou d'une clause insérée dans un contrat. Ainsi, il peut arriver que dans les statuts d'une société étrangère se trouve insérée une clause par laquelle les actionnaires, quelle que soit leur nationalité, élisent domicile dans le lieu du siège social de la société, et se reconnaissent pour toutes les contestations sociales, justiciables des tribunaux du même lieu. Cette clause est parfaitement valable (Cass., 24 août 1869).

Elle peut également être tacite, s'induire d'un fait significatif de la volonté des parties, et sur lequel les juges ont un droit d'appréciation souveraine. Ils se montrent même assez sévères quant à la valeur de ces faits, et, par exemple, il a été jugé que le fait par un Français de poursuivre d'abord son débiteur devant un tribunal étranger n'emporte pas à lui seul renonciation à l'article 14 (Paris, 9 juillet 1884). Et encore, que l'appel interjeté par un Français contre la décision rendue par une juridiction étrangère

devant laquelle il s'était présenté en qualité de défendeur n'emporte pas renonciation à l'article 14, alors surtout que le Français n'a usé de cette voie de recours qu'en vue d'empêcher la décision d'acquiescer à l'étranger l'autorité de la chose jugée et qu'il s'est réservé le droit de porter le litige devant les tribunaux français. Nos tribunaux on le voit sont très prudents sur l'appréciation des cas de prorogation tacite car la renonciation à l'article 14 ne peut se présumer, et on ne peut l'admettre que lorsqu'elle résulte clairement et avec évidence de l'intention des parties. Et même une décision rendue à Rouen, le 12 juillet 1921, décide que le fait par un Français d'accepter un connaissance portant attribution de compétence à un tribunal étranger est insuffisant, s'il n'est pas démontré que le Français a entendu renoncer à l'article 14. Cette décision est donc particulièrement sévère, puisqu'elle rejette une clause d'un contrat accepté dans son intégralité par le Français. Toutes les juridictions n'ont pas, il est vrai, de telles exigences.

Mais alors dans quels cas les parties seront-elles censées avoir renoncé tacitement à l'article 14 du Code civil ? Sans doute, ne faut-il pas se montrer trop large dans l'appréciation de ces faits, et l'intention des parties ne saurait s'induire notamment de la souscription d'action dans une société établie à l'étranger (Rennes, 26 décembre 1879). Mais une jurisprudence trop sévère risquerait de tourner au préjudice de ceux-là mêmes qu'elle entend protéger.

D'une manière générale on peut dire qu'il y aura dérogation volontaire à l'article 14, toutes les fois que le plaideur français aura fait un acte emportant nettement et sans aucun doute possible, renonciation au bénéfice que lui confère cet article. Par exemple, en se portant partie

civile dans une action pénale intentée à l'étranger, le Français renonce à l'article 14, s'il s'agit d'un différend dont il aurait pu saisir les tribunaux français ; il ne peut plus dès lors exercer en France une action civile relativement aux mêmes faits (Tribunal de la Seine, 26 novembre 1901). Et encore, un Français qui accepte une clause suivant laquelle les difficultés auxquelles pourra donner lieu le contrat seront portées devant un tribunal arbitral constitué dans le lieu de la convention ou qui accepte la compétence des membres d'une Chambre de commerce étrangère à désigner par les parties et pris comme arbitres, est censé renoncer au bénéfice de l'article 14 (Poitiers, 28 octobre 1907).

Par conséquent, il y a dans la solution de ces difficultés une grande part d'appréciation souveraine de la part de nos tribunaux qui ont la mission délicate de concilier l'intérêt privé de nos nationaux avec les nécessités de la vie économique internationale.

SECTION II. — Renonciation à l'article 15.

Examinons maintenant les modalités de la renonciation à l'article 15 du Code civil. La jurisprudence voit entre cet article et celui que nous examinions précédemment une différence assez importante. Rappelons-nous en effet les termes de l'article 14 du Code civil : « L'étranger même non résidant en France, pourra être cité devant les tribunaux français, pour l'exécution des obligations par lui contractées en France avec un Français ; il pourra être traduit devant les tribunaux de France pour les obligations par lui contractées en pays étranger envers des Français. »

Ici, la compétence générale des tribunaux français,

exorbitante du droit commun, n'est un droit que pour le demandeur français, et nullement pour le défendeur étranger. Il suffit par conséquent d'une renonciation unilatérale émanant du français seul. Elle ne s'en impose pas moins à son adversaire, qui ne peut exiger l'application de l'article 14. Au contraire, sur le terrain de l'article 15, la compétence des tribunaux français est un droit aussi bien pour le français défendeur que pour l'étranger demandeur : « Un Français *pourra* être traduit devant un tribunal de France... dit cet article. La jurisprudence lit dans ces termes et spécialement dans le mot « *pourra* », le droit pour le Français de nier l'autorité des jugements étrangers et d'exiger s'il le veut l'application de l'article 15. Pour elle, cet article donne indiscutablement le droit à l'étranger de porter son litige devant un tribunal français, mais il donne aussi au Français le droit de nier la compétence de toute autre juridiction. Aussi la renonciation à l'article 15 doit être non plus seulement unilatérale, mais bien conventionnelle. Les deux parties peuvent se prévaloir des dispositions de cet article tant qu'elles n'y ont pas renoncé de façon certaine ; et si le demandeur a porté son action devant les tribunaux étrangers, le Français défendeur peut invoquer l'article 15, à seule fin de ne pas être distrait des juges français.

Mais le Français assigné à l'étranger peut fort bien renoncer à soulever l'exception d'incompétence, et dans ce cas, il y a prorogation tacite de la compétence du tribunal saisi. La conséquence de cet accord tacite est que le demandeur étranger ne peut plus assigner le défendeur en France, et qu'il ne peut plus demander aux tribunaux français que l'exequatur du jugement obetnu. D'ailleurs, il est censé

avoir renoncé à l'article 15 dès qu'il a saisi la juridiction étrangère, et sans qu'il soit nécessaire qu'un jugement soit rendu au fond.

Il peut y avoir une difficulté quant au point de savoir dans quels cas le Français est censé avoir renoncé à l'article 15. La Chambre des requêtes a déclaré par un arrêt du 14 mai 1935 (D. P., 1935-1-68) qu'il appartient au tribunal français saisi d'une demande d'exequatur d'un jugement étranger d'apprécier souverainement si le Français défendeur devant la juridiction étrangère a renoncé au bénéfice de l'article 15. La preuve de cette renonciation est à bon droit déduite d'un ensemble de circonstances, constituant des présomptions graves, précises et concordantes, telles qu'une élection de domicile en l'étude d'un avocat étranger, des conclusions au fond dont le dispositif ne reproduit pas le moyen d'incompétence soulevé dans les motifs, et le dépôt d'une demande reconventionnelle.

Dans la pratique les contractants insèrent presque toujours dans leurs conventions une clause attributive de juridiction, écartant volontairement les dispositions du Code civil. C'est ainsi qu'une société étrangère dont les statuts stipulent attribution de compétence aux tribunaux du siège social, à l'étranger, renonce par là même, à invoquer l'article 15 contre les actionnaires français.

SECTION III. — Limites à la liberté des particuliers.

Après avoir examiné les différentes formes sous lesquelles les parties peuvent proroger la compétence territoriale des tribunaux, il nous reste à rechercher si la renonciation aux articles 14 et 15 est possible pour tous les procès, quelle qu'en soit la matière, ou si parfois il n'est pas

nécessaire d'apporter certaines limitations à la liberté des particuliers.

L'ordre public. — La notion d'ordre public, que nous avons déjà eu à examiner en droit interne, se révèle sur le plan international à la fois plus étendue et plus impérative. N'est-il pas en effet indispensable de protéger les institutions et la pensée française, tout ce qui donne à notre pays sa physionomie propre et son individualité dans le monde, contre les influences étrangères en désaccord avec notre tradition ? Aussi nos tribunaux refusent-ils l'exequatur aux jugements étrangers contraires à l'ordre public français. C'est ainsi que malgré l'accord des parties sur la juridiction, l'exequatur sera refusé à un jugement étranger dont les motifs seraient diffamatoires pour les Français (Tribunal de la Seine, 23 novembre 1922) ou dont le dispositif aurait des conséquences inadmissibles dans la société française, en consacrant par exemple la bigamie.

Mais dans quel cas pourra-t-on dire qu'une clause attribuant compétence à un tribunal étranger est contraire à l'ordre public français ? Ce sera lorsque la matière du procès intéresse la souveraineté de l'État français, ou les institutions de notre pays. Ainsi la jurisprudence réserve aux tribunaux français de connaître des actions réelles immobilières relatives à un immeuble situé en France. Nous avons vu que cette matière est susceptible de clauses attributives de juridiction en droit interne. Mais sur le plan international la jurisprudence considère en général ces actions comme intéressant l'ordre public français et la souveraineté de l'État français, ce qui rend impossible l'exécution en France d'un jugement étranger.

Reste alors la matière particulièrement délicate des

questions d'état. On conçoit qu'elle dépasse l'intérêt privé des individus puisqu'elle a trait à la famille, c'est-à-dire à ce qui fait la force et l'avenir d'un pays. C'est pourquoi la doctrine cherche à réserver ces questions aux juridictions nationales en vue d'une justice plus conforme à l'esprit de nos lois et à nos mœurs. Il ne faut cependant rien exagérer car il s'agit là malgré tout d'intérêts privés. Et lorsque ni le prestige, ni la civilisation de notre pays ne sont en jeu, il n'est pas indispensable d'imposer aux individus la gêne parfois insurmontable d'un déplacement onéreux et inutile.

L'état des personnes est d'ailleurs moins que tout autre matière susceptible de clauses d'attribution de compétence et on ne se représente guère des époux fixant dans leur contrat de mariage le tribunal qui connaîtra de leur divorce. Le seul cas pratique est celui d'une renonciation tacite par un Français qui se laisse assigner ou qui poursuit son adversaire à l'étranger sans exciper des articles 14 et 15.

Dans ces conditions une juridiction étrangère sera-t-elle radicalement incompétente pour connaître du divorce d'un Français, émigré, marié à une étrangère et qui accepte cette juridiction ? Sans doute, objectera-t-on, un tribunal étranger sera moins apte qu'un tribunal français à interpréter la loi personnelle du Français et il pourra en résulter pour celui-ci un préjudice considérable. Cet argument n'est pas décisif, du moins entre nations de civilisations similaires. Et en fait, nos tribunaux ne s'y arrêtent pas ; ils accordent fréquemment l'exequatur aux jugements étrangers de divorce ou de question d'état rendus entre Français émigrés ou entre Français et étrangers.

Sous ces réserves, la renonciation aux juridictions françaises est possible pour toutes matières, obligations con-

ventionnelles, actions délictuelles ou quasi délictuelles, toutes contestations enfin pouvant naître des rapports patrimoniaux ou personnels d'individus appartenant à des pays différents.

Cas de deux français prorogeant une juridiction étrangère. — Nous n'avons envisagé jusqu'ici que les rapports entre Français et étrangers tels qu'ils sont déterminés par le Code civil. Mais, en nous plaçant maintenant hors du domaine des articles 14 et 15, examinons le cas de deux Français contractant ensemble, et voyons s'ils peuvent attribuer conventionnellement compétence à un tribunal étranger. D'ores et déjà, nous pouvons affirmer que rien ne justifierait la prorogation d'un tribunal étranger entre Français, pour des obligations souscrites et exécutées en France et n'ayant aucun lien avec l'étranger. Outre que les parties n'ont dans ce cas aucune raison valable de rejeter la justice de leurs pays, il pourrait se cacher sous cette clause une fraude aux règles du droit français. Il en est de même si le contrat dans lequel cette clause est stipulée est rédigé selon la formule-type empruntée à un pays étranger, mais intervient en France, entre Français et doit être exécutée en France. Et cette même clause ne devient pas davantage valable parce qu'une des parties est commissionnaire agissant au nom de commettants non désignés même s'ils sont étrangers, alors qu'il est stipulé au contrat qu'il se porte leur garant (Limoges, 12 octobre 1928).

Mais par contre, lorsque deux Français sont en litige à l'occasion d'obligations souscrites à l'étranger, ils peuvent d'un commun accord soumettre le jugement de ce litige aux tribunaux étrangers (Nîmes, 20 août 1866). Le principe suivant lequel un tribunal peut valablement statuer sur

un différend que lui soumettent les parties qui ne sont pas justiciables, si ce différend n'est point par sa nature hors de ses attributions, est applicable aux Français contractant en pays étranger et qui, par suite, peuvent d'un commun accord se soumettre à la juridiction étrangère (D. P., 1868-2-18).

Cette liberté est d'ailleurs relativement récente, puisque sous l'Ancien Régime, un édit de juin 1778 faisait dans son article 2, défense aux Français voyageant ou faisant le commerce avec l'étranger d'y traduire d'autres Français devant les juges étrangers. Après la promulgation des codes, la jurisprudence, s'autorisant du silence des textes, et par analogie avec les règles internes de compétence territoriale, a accordé aux Français la liberté qu'elle donnait aux contractants de nationalités différentes. Car en effet, la prorogation d'un tribunal étranger peut être du plus grand intérêt pour des Français qui ont passé une convention à l'étranger. Tout d'abord une meilleure administration des preuves, expertise ou témoignages par exemple, résultera de la proximité du lieu. Ensuite, il se peut que le défendeur n'ait des biens qu'à l'étranger, et alors il ne servirait à rien au demandeur d'obtenir des tribunaux français un jugement qu'il ne pourrait exécuter hors du territoire de la France. Cette jurisprudence se justifie on le voit par des raisons pratiques indiscutables. Elle a de plus l'avantage d'être en harmonie avec les principes généraux qui commandent dans notre droit la compétence territoriale et qui donnent la prépondérance à la volonté et à l'intérêt privé des parties.

CHAPITRE III

EFFETS DES CLAUSES ATTRIBUTIVES DE COMPÉTENCE

Une fois consentie la prorogation expresse ou tacite aux articles 14 et 15, quels vont en être les effets ? Nous savons déjà qu'elle enlève la compétence aux tribunaux français pour la donner au tribunal étranger choisi par les parties. Et cela pour toute la durée et toutes les phases de l'affaire. Une fois la renonciation consentie, il faut, pour revenir à la compétence des tribunaux français, l'accord exprès des deux adversaires, et il ne peut y avoir de révocation unilatérale de la clause. Prenons le cas d'une société étrangère dont les statuts stipulent attribution de compétence aux tribunaux du siège social à l'étranger ; les actionnaires français peuvent décliner la compétence de nos tribunaux, si au mépris des statuts ils sont assignés en France. Ayant souscrit à cette clause et accepté, par conséquent, la compétence étrangère ils sont en droit d'exiger que cette convention soit respectée, et que le demandeur se conforme à la clause statutaire. Mais inversement, les intéressés qui prorogent ainsi les juridictions étrangères, le font à leurs risques et périls, et ils ne pourraient ensuite chercher à évincer la clause en alléguant devant les tribunaux français une prétendue absence de juridiction compétente à l'étranger (Civ., 19 janvier 1931 ; D. H., 1931-145). Il a été de même jugé (Rennes, 14 janvier 1892)

qu'un actionnaire français poursuivi par le liquidateur d'une société étrangère ne peut exciper de l'article 15 du moment que les statuts de la société stipulent une attribution de juridiction aux tribunaux du siège social. Car, en devenant actionnaire, il a renoncé par là même à se prévaloir de l'article 15 et cette renonciation résultant d'un accord des deux parties ne peut être contestée par l'une d'elles. Ce sont là les effets *inter partes* de toute clause contractuelle. Ceux de la renonciation tacite sont d'ailleurs tout aussi absolus. C'est ainsi que le Français, qui a librement saisi un tribunal étranger d'une demande par lui formée contre un étranger, n'est plus recevable à traduire cet étranger devant les tribunaux français (Cass. Req., 13 février 1882). Et à l'inverse le demandeur étranger qui a traduit un Français devant une juridiction étrangère n'est plus ensuite fondé à invoquer l'article 15. En effet, dans ces deux cas, l'acte par lequel le demandeur a investi de sa demande un tribunal étranger implique de sa part l'exercice d'une volonté personnelle et libre et, en l'absence de toute réserve de sa part, les tribunaux ne violent aucune loi en refusant de statuer de nouveau sur cette demande.

Il est normal que le fait de saisir un tribunal étranger ou d'accepter l'instance engagée devant lui, soit considéré comme une renonciation aux juridictions françaises. Cependant, il faut ici encore se garder des formules absolues et ne pas imposer trop rapidement aux intéressés un choix définitif qu'ils n'ont peut-être pas eu l'intention de faire. Un jugement de nos tribunaux sera peut-être inefficace à l'étranger, et le Français sera alors amené à engager deux instances successives, l'une en France, l'autre à l'étranger, afin de parvenir à l'exécution immédiate et intégrale dans les deux pays. Peu importe alors l'ordre des deux instances :

le Français peut avoir assigné son adversaire à l'étranger sans renoncer pour cela à poursuivre devant les juges français le règlement des intérêts dont l'exécution est susceptible d'être obtenue en France (Cass. Req., 28 mars 1922; D. P., 1-164). En effet, déclare le même arrêt, la question de savoir si l'acte d'un Français qui pourrait se prévaloir de l'article 14 du Code civil pour assigner son débiteur étranger devant les tribunaux français implique qu'il a renoncé à profiter de ce droit, est une question de fait qui rentre dans les pouvoirs souverains des juges de fond. Échappe par conséquent au contrôle de la Cour de cassation l'arrêt qui décide qu'un légataire, en engageant à l'étranger en cette qualité une instance pour se faire mettre en possession d'immeubles situés dans le pays, ne peut être considéré comme ayant renoncé à son droit de poursuivre en France l'exécution du testament dont il excipe.

De même, le fait de n'avoir pas décliné la compétence d'une juridiction étrangère saisie par le demandeur, n'implique pas que le défendeur français ait accepté volontairement devant elle le débat, si l'exception d'incompétence devait être inopérante au regard du tribunal étranger (Civ., 2 mai 1928; D. H., 334).

Ce sont là, on le voit, des questions de fait, où la plus grande place est laissée à l'appréciation des tribunaux, « attendu » déclare l'arrêt du 2 mai 1928 « que le point de savoir si un Français a expressément ou tacitement renoncé à se prévaloir, en cas de demande ultérieure d'exequatur, des dispositions protectrices des articles 14 et 15 et consenti à une prorogation volontaire de la juridiction étrangère est une question de fait qui rentre dans les pouvoirs souverains d'appréciation des juges du fond, lesquels ne sont pas liés en cette matière par la présomption de l'article 169

du Code de procédure civile, disposition de pur droit interne étrangère à la matière du droit international ».

En résumé, obligation *inter partes* et, à l'égard du tribunal dessaisissement définitif, tels sont les effets de la clause de renonciation aux articles 14 et 15.

CONCLUSION

Nous avons procédé, au cours de cet ouvrage, à l'étude des différentes clauses d'attribution de compétence territoriale et des effets qu'elles produisent. Et nous avons pu constater combien sont peu nombreuses les dispositions législatives qui régissent une matière pourtant si complexe. Toutes les théories et toutes les solutions que nous avons rencontrées sont nées de la pratique. Ce fut le rôle de la doctrine et surtout de la jurisprudence d'adapter le droit aux faits et de tirer des principes généraux de nos Codes des solutions adaptées aux besoins du commerce.

Sans doute le législateur ne s'est-il pas complètement désintéressé de la question puisqu'il existe un certain nombre de lois qui interviennent sur des points particuliers. Nous savons notamment que la loi du 13 juillet 1930 est venue protéger les assurés contre les abus des compagnies toutes puissantes ; que la loi du 8 juin 1907 s'est intéressée aux cultivateurs et acheteurs d'engrais. Nous avons vu encore la loi du 17 mars 1909 interdire les clauses d'attribution de compétence dans les ventes de fonds de commerce, de même que la loi du 9 avril 1898 a fixé sans dérogation possible la compétence en matière d'accidents du travail. Mais il est facile de constater que ces différentes lois ne s'occupent des clauses attributives de juridiction que pour les interdire et non pour en régler les effets.

Ce sont toutes des lois prohibitives portant sur des points particuliers. Aucun texte de portée générale ne vient apporter une solution aux nombreux conflits dont ces clauses sont l'origine.

Mais peut-être ne faut-il pas regretter cette absence de législation. Car une codification trop précise et des textes trop abondants aboutissent toujours à des solutions rigides qui ne conviendraient pas aux nécessités du commerce. En interprétant les textes généraux de notre droit procédural, les tribunaux sont arrivés à des solutions presque définitives et qui forment en la matière une sorte de coutume remplaçant avantageusement la loi écrite. Sur les bases solides que leur fournissaient les codes, les juristes ont établi un système qui, peut-être, n'est pas toujours très cohérent, mais qui, tel qu'il est actuellement prévient bien des discussions.

Les dispositions de compétence territoriale qui ont fourni aux juges les principes sur lesquels ils ont basé leurs décisions ne sont pas toutes contenues dans le Code de procédure civile. Nous avons vu que certaines d'entre elles se trouvent en outre insérées dans le Code civil et le Code de commerce. Il a fallu alors comparer ces textes dispersés, en définir la portée exacte, préciser jusqu'à quel point ils s'imposent aux parties, fixer en un mot, les limites de leur force obligatoire. Car les auteurs des Codes ne se sont pas souvent préoccupés de cette question et ont la plupart du temps omis de le faire. Toutefois, on ne saurait dire qu'ils s'en soient complètement désintéressés puisqu'un certain nombre de textes prévoient et sanctionnent la prorogation conventionnelle de compétence : c'est d'abord l'article 2159 du Code civil sur la radiation judiciaire des hypothèques. Après avoir désigné le tribunal compétent pour

connaître de la demande, ce texte prévoit que « cependant la convention faite par le créancier et le débiteur de porter en cas de contestation la demande à un tribunal qu'ils auraient désigné recevra son exécution entre eux ». C'est là un des rares cas où le Code se prononce expressément sur la validité d'une clause attributive de compétence et en règle les effets.

Il en existe un autre qui est l'article 7 Code procédure civile relatif à la prorogation de la compétence du juge de paix. Cet article a déjà longuement retenu notre attention¹, et nous savons que la prorogation conventionnelle qu'il prévoit, non seulement produit effet entre les parties, mais encore s'impose au tribunal choisi.

Ce sont là les seuls textes par lesquels la loi se prononce expressément sur la validité des clauses attributives de juridiction. Dans les autres cas, elle semble les ignorer, ou bien elle enlève, par des dispositions impératives, toute liberté aux parties. Par exemple l'article 356 Code procédure civile décide que le désaveu sera « toujours » porté au tribunal devant lequel la procédure désavouée aura été instruite ; il exclut donc le choix des parties. Et l'article 822 du Code civil, tel qu'il résulte de la loi du 15 mars 1928 déclare que l'action en partage et les contestations qui s'élèvent dans le cours des opérations sont « à peine de nullité » soumises au seul tribunal du lieu d'ouverture de la succession.

Voilà donc les seuls cas dans lesquels le Code se prononce sur la portée des règles de compétence relative qu'il édicte. A peine ces textes pouvaient-ils servir de base aux juristes pour l'interprétation des nombreuses règles dont la portée était douteuse et reste parfois encore discutable. Les juges

1. V. ci-dessus, p. 8 et 104.

se trouvaient alors en présence de deux nécessités contradictoires : d'une part, il leur fallait respecter et même favoriser la liberté des plaideurs, condition indispensable aux relations économiques internes et même internationales. D'autre part, ils devaient tenir compte des nécessités de l'ordre public, de la bonne administration de la justice, ils devaient réprimer les abus toujours inévitables des particuliers trop puissants.

Pour cela, ils se sont inspirés avant tout du fondement même des règles de compétence territoriale, c'est-à-dire de l'intérêt privé des parties en cause, intérêt du défendeur ou du demandeur qui peuvent parfaitement renoncer à la protection de la loi. Parfois cependant, cette liberté des plaideurs aboutissait à des conséquences inadmissibles, parce que contraires aux nécessités de la justice. Les juges sont alors arrivés à limiter cette liberté par la comparaison des textes entre eux. Par exemple en matière de faillite, l'article 59, alinéa 9 Code procédure civile décide que le défendeur sera assigné devant le juge du domicile du failli. Quelle était la portée exacte de ce texte ? Il a fallu pour le savoir le compléter par l'article 635 Code commerce dont il ne saurait être séparé : « les tribunaux de commerce connaîtront de tout ce qui concerne les faillites... » et par les dispositions de l'article 438 Code commerce, suivant lequel le failli sera tenu de déclarer la cessation de ses paiements au greffe du Tribunal de commerce de son domicile. D'autres fois, faute de texte, les tribunaux et les auteurs ont fait intervenir la notion d'ordre public que nous avons rencontrée notamment en droit international privé.

Ce travail d'interprétation des textes a été considérable. Quant au résultat obtenu, on peut dire, sans aucun doute possible, que la jurisprudence s'est montrée favorable à la

liberté des particuliers et à la validité de leurs clauses. Les juges n'ont jamais oublié que les règles de la compétence territoriale sont supplétives de la volonté des particuliers et ils ont fait de ce principe la base fondamentale de leurs décisions. Pour eux, la liberté des parties est la règle, et les prohibitions sont exceptionnelles. Nous les avons vu notamment se refuser à entrer plus avant dans la voie que leur ouvrait le législateur, par la loi du 13 juillet 1930 par exemple, et proclamer la validité des clauses d'attribution de compétence insérées dans les contrats de travail des sociétés coloniales. Et dans les instances relatives à la faillite, ils ont fait le départ, suivant en cela la doctrine, entre les actions soumises expressément à l'article 59, alinéa 9, Code procédure civile et celles qui ne sont pas incompatibles avec une certaine liberté des parties. En un mot, il a fallu, pour restreindre cette liberté, des raisons primordiales, telles que l'ordre public ou les nécessités de la bonne justice.

Telle est donc l'évolution générale de la jurisprudence et de la doctrine relativement aux clauses d'attribution de compétence territoriale. De grands progrès ont été faits. Néanmoins il subsiste encore des incertitudes, et des discussions s'élèvent encore entre les auteurs, discussions qui favorisent et éternisent les procès. Nous avons vu notamment que les tribunaux sont encore hésitants quant à l'interprétation de l'article 59, alinéa 2 du Code de procédure, relatif à la pluralité de défendeur. Plus grave encore est le refus d'admettre cette conséquence logique de la liberté des parties qui est l'obligation pour le tribunal de statuer sur la prorogation des plaideurs. Car alors, pourquoi proclamer le droit des contractants de choisir leur tribunal si celui-ci peut à sa volonté leur refuser son concours ?

Lorsque deux prérogatives contradictoires se heurtent, il faut savoir en sacrifier une pour permettre à l'autre de produire son plein effet. Or, ici, on sacrifie la liberté des plaideurs à celle des juges pour des raisons assez peu juridiques d'encombrement des tribunaux. Il serait certes plus conforme à la logique du droit d'admettre l'obligation de juger pour le tribunal, quitte à améliorer s'il le faut la procédure, pour éviter les lenteurs supplémentaires qui pourraient résulter du choix des parties.

D'ailleurs, il faut bien dire que la jurisprudence est beaucoup moins intransigeante sur ce point que les auteurs, et que les juges renvoient rarement devant un autre tribunal les plaideurs qui prorogent leur compétence relative. Et, telle que se présente son évolution, si elle a encore des progrès à faire, du moins est-elle orientée dans le sens le plus favorable aux relations économiques, qui exigent plus que jamais actuellement, la liberté, la sécurité et l'économie.

VU :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

VU :

Le Président de thèse,

H. SOLUS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Pour Le Recteur de l'Académie de Paris.

GRINGY.

BIBLIOGRAPHIE

- BONFILS. — *Traité élémentaire de procédure civile.*
CARRÉ. — *Organisation judiciaire.*
COLMET-DAAGE et GLASSON. — *Traité de procédure civile.*
CUCHE. — *Précis élémentaire de procédure civile.*
GARSONNET et CÉZAR BRU. — *Précis de procédure.*
GLASSON et TISSIER. — *Traité théorique et pratique de procédure civile*
JAPIOT. — *Procédure civile.*
MOREL. — *Traité élémentaire de procédure civile.*
THALLER et PERCEROU. — *Traité de droit commercial.*
Bulletin de la Société d'études législatives .
Revue trimestrielle de droit civil.
-

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — La Prorogation conventionnelle de compétence territoriale.	
Caractères des lois de compétence territoriale.	1
Capacité des parties.	7
Formes de la prorogation.	8
Conflit d'une clause avec une loi postérieure.	10

PREMIÈRE PARTIE

DES CAS DANS LESQUELS SE PRÉSENTENT LES CLAUSES D'ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE TERRITORIALE

CHAPITRE PREMIER. — Dérogation aux règles de compétence fondées sur l'intérêt privé des parties.	
La règle <i>actor sequitur</i> .	13
Loi du 6 avril 1932.	15
Pluralité de défendeurs.	15

CHAPITRE II. — Des cas où la compétence territoriale se confond avec la compétence d'attribution.	
<i>Section I. — L'APPEL</i>	
Compétence exclusive de la juridiction prévue par la loi.	18
<i>Section II. — L'ADMINISTRATION DES PREUVES</i>	
Les actions réelles immobilières.	20
Le règlement des avaries communes.	22
<i>Section III. — INSTANCES RELATIVES A UNE AFFAIRE DONT LE TRIBUNAL A DÉJÀ ÉTÉ SAISI.</i>	
Les instances en matière de frais.	23
Le désaveu	25
L'appel en garantie.	26
<i>Section IV. — LA FAILLITE.</i>	
Les règles de la faillite sont-elles d'ordre public	28
L'article 451 du Code de commerce.	31
<i>Section V. — PARTAGES DE SUCCESSIONS ET DE COMMUNAUTÉS.</i>	
Les dispositions légales en matière de succession.	33
Les partages de communauté.	36

CHAPITRE III. — Des clauses interdites.	
<i>Section I. — LA LOI DU 13 JUILLET 1930</i>	
L'article 3 de la loi. Ses effets.	40
<i>Section II. — AUTRES INTERDICTIONS</i>	
Loi du 8 juin 1907.	48
Loi du 17 mars 1909.	49
Compétence stipulée dans les tarifs de chemins de fer.	49
Loi du 9 avril 1898.	50

DEUXIÈME PARTIE

EFFETS DES CLAUSES D'ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE TERRITORIALE

CHAPITRE PREMIER. — Les clauses contractuelles	
<i>Section I. — EFFETS DE L'ACCORD DES PARTIES</i>	
Effets <i>inter partes</i> .	52
Signature des contractants.	54
La renonciation unilatérale à la clause est-elle possible ?	57
A quel marché s'applique la clause.	58
<i>Section II. — RESTRICTIONS A LA FORCE OBLIGATOIRE DES CLAUSES.</i>	
Clauses obscures.	59
Contrats d'adhésion.	62
Contrats de travail coloniaux.	63
CHAPITRE II. — Fixation unilatérale de juridiction.	71
<i>Section I. CONDITIONS DE FORMES. —</i>	
Elles doivent être connues des contractants.	72
<i>Section II. — ACCEPTATION DES CLAUSES.</i>	
Acceptation expresse.	76
Acceptation tacite.	76
<i>Section III. — DIFFICULTÉS RÉSULTANT DU SILENCE DU RÉCEPTIONNAIRE.</i>	80
Distinction entre les clauses civiles et commerciales.	81
Des cas où le silence n'emporte pas acceptation.	82
Cas où le silence emporte acceptation.	83
CHAPITRE III. — Les clauses contradictoires.	
<i>Section I. — DANS UN MÊME ACTE</i>	
Clause manuscrite annulant une clause imprimée.	89
La stipulation d'envoi de traites.	91
<i>Section II. — ACTES ÉMANANT DE PARTIES DIFFÉRENTES</i>	
La contradiction peut n'être qu'apparente.	95
Cas d'annulation des deux clauses.	97
Cas où l'une des stipulations est maintenue.	98
CHAPITRE IV. — Les clauses attributives de compétence s'imposent-elles aux tribunaux.	103

Position de la question.	103
<i>Section I.</i> — L'ARTICLE 7 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE	
L'article 7 est-il spécial à la justice de paix ?	104
<i>Section II.</i> — LE CHOIX DES PARTIES S'IMPOSE-T-IL AU TRIBU-	
NAL.	
Exposé de la thèse négative.	106
Raisons pour lesquelles la prorogation des parties s'im-	
pose au tribunal	109

TROISIÈME PARTIE

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

CHAPITRE PREMIER. — Les articles 14 et 15 C. civ. sont-ils	
d'ordre public ?	115
CHAPITRE II. — Conditions de validité des clauses.	
<i>Section I.</i> — RENONCIATION A L'ARTICLE 14.	
Conditions de forme.	120
Difficultés soulevées par la renonciation tacite.	121
<i>Section II.</i> — RENONCIATION A L'ARTICLE 15	
Elle doit être conventionnelle.	122
Cas de renonciation tacite	123
<i>Section III.</i> — LIMITES A LA LIBERTÉ DES PARTICULIERS. . . .	124
L'ordre public	125
Cas de deux Français prorogeant une juridiction étrangère. .	127
CHAPITRE III. — Effets des clauses attributives de compé-	
tence.	
Incompétence des tribunaux français	129
Restrictions à cet effet au cas de renonciation tacite	130
CONCLUSION	133

IMPRIMERIE
HÉRISSEY
: ÉVREUX :